LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC

Ministère des Relations internationales

Rapport annuel 1998-1999

Québec

Le contenu de cette publication a été rédigé par
le ministère des Relations internationales.

Cette édition a été produite par
Les Publications du Québec
1500-D, rue Jean-Talon Nord
Sainte-Foy (Québec)
G1N 2E5

La forme masculine utilisée dans le texte désigne aussi bien les femmes que les hommes. Elle n'est utilisée que pour alléger le texte et en faciliter la compréhension.

Dépôt légal — 1999
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN 2-551-18178-X
ISSN 1201-3005

© Gouvernement du Québec - 1999

Tous droits réservés pour tous pays

Reproduction par quelque procédé que ce soit
et traduction mêmes partielles, interdites
sans l'autorisation des Publications du Québec.

Monsieur Jean-Pierre Charbonneau
Président de l'Assemblée nationale
Hôtel du Parlement
QUÉBEC (Québec)

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre le rapport annuel du ministère des Relation internationales pour l'année financière comprise entre le 1er avril 1998 et le 31 mars 1999.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

La ministre des Relations internationales, ministre responsable de la Francophonie et ministre responsable de la Charte de la langue française,

Louise Beaudoin

Québec, novembre 1999

Madame Louise Beaudoin
Ministre des Relations internationales,
ministre responsable de la Francophonie et
ministre responsable de la Charte de la langue française
525, boulevard René-Lévesque Est
QUÉBEC (Québec)
G1R 5R9

Madame la Ministre,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel du ministère des Relations internationales pour l'exercice financier 1998-1999.

Je vous prie d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de mes meilleurs sentiments.

La sous-ministre,

Martine Tremblay

Québec, novembre 1999

Table des matières

CHAPITRE 1
Présentation du Ministère 9

1.1 Mandat du Ministère 9
1.2 Structure administrative
1.3 Mandats des unités administratives du Bureau de la sous-ministre 9
1.3.1 Secrétariat et Relations fédérales-provinciales 9
1.3.2 Direction des ressources humaines 10
1.3.3 Direction des ressources financières et matérielles 10
1.3.4 Direction de la vérification interne 10
1.3.5 Direction des affaires juridiques 10
1.3.6 Protocole 10
1.4 Mandats des unités 11
1.4.1 Direction générale de la planification et des politiques 11
1.4.2 Directions géographiques 11
1.4.3 Délégations générales et autres représentations du Québec à l'étranger 11
1.4.4 Direction générale de la Francophonie 12
1.4.5 Direction des affaires métropolitaines et des événements internationaux 12
1.4.6 Capitale et régions 13
1.4.7 Direction des négociations et des organisations internationales 13
1.4.8 Secrétariat à l'aide internationale 13
1.4.9 Direction de la gestion de l'information et des inforoutes 13
1.4.10 Direction des communications 14
1.5 Effectif 14
1.6 Ressources financières 14

CHAPITRE 2
Activités 15

2.1 Europe 15
2.1.1 Relations intergouvernementales 15
2.1.2 Affaires publiques 17
2.1.3 Actions sectorielles 19
2.2 France 21
2.2.1 Relations intergouvernementales 21
2.2.2 Affaires publiques 22
2.2.3 Actions sectorielles 23
2.3 Amériques 24
2.3.1 États-Unis 24
2.3.1.1 Relations intergouvernementales 24
2.3.1.2 Affaires publiques 26
2.3.1.3 Actions sectorielles 26
2.3.2 Amérique latine et Antilles 28
2.3.2.1 Relations intergouvernementales 28
2.3.2.2 Affaires publiques 29
2.3.2.3 Actions sectorielles 29
2.4 Asie-Pacifique, Afrique et Moyen-Orient 31
2.4.1 Asie-Pacifique 31
2.4.1.1 Relations intergouvernementales 31
2.4.1.2 Affaires publiques 32
2.4.1.3 Actions sectorielles 32
2.4.2 Afrique et Moyen-Orient 36
2.4.2.1 Relations intergouvernementales 36
2.4.2.2 Affaires publiques 36
2.4.2.3 Actions sectorielles 36
2.5 Francophonie 38
2.5.1 État de droit, démocratie et droits de la personne 38
2.5.2 Coopération économique et développement 38
2.5.3 Inforoutes 39
2.5.4 Éducation et formation 39
2.5.5 Agence universitaire de la Francophonie 39
2.5.6 TV5 40
2.5.7 Université Senghor 40
2.5.8 Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports des pays d'expression française 40
2.5.9 Jeux de la Francophonie de 2001 40
2.5.10 Francophonie au Québec 41
2.6 Planification et politiques 41
2.7 Négociations et organisations internationales 42
2.8 Affaires métropolitaines et événements internationaux 43
2.9 Secrétariat à l'aide internationale 44
2.10 Services 45
2.10.1 Ressources humaines 45
2.10.2 Communications 45
2.10.3 Ressources financières et matérielles 46

2.10.4 Gestion de l'information et des inforoutes 46
2.10.5 Affaires juridiques 47
2.10.6 Vérification interne 47

CHAPITRE 3
Présentation du Secrétariat à la politique linguistique 49
3.1 Mandat du Secrétariat 49
3.2 Organisation et ressources 49
3.3 Activités et réalisations 49

Annexe I
Effectif 53

Annexe II
Ventilation du budget et des dépenses 55

Annexe III
Ententes internationales conclues entre le 1er avril 1998 et le 31 mars 1999 57

Annexe IV
Principales visites et manifestations organisées par le Protocole, du 1er avril 1998 au 31 mars 1999 59

Annexe V
Politique linguistique du ministère des Relations internationales 65

100-04671/

CHAPITRE 1
Présentation du Ministère

1.1 Mandat du Ministère

Le mandat du ministère des Relations internationales est de planifier, organiser et diriger l'action du Gouvernement à l'étranger, ainsi que de coordonner les activités, au Québec, des ministères et des organismes en matière d'affaires internationales. Le Ministère est en outre chargé, en collaboration avec les ministères et les organismes concernés, de la mise en œuvre de la politique d'affaires internationales du Gouvernement. Cette politique a pour but de favoriser le rayonnement et le développement du Québec sur les plans commercial, économique, politique, social et culturel.

Le Ministère est le conseiller du Gouvernement, de ses ministères et organismes sur toute question ayant trait aux affaires internationales. Il est aussi le dépositaire de l'original de toute entente internationale et veille à leur négociation, leur conclusion et leur mise en œuvre. Il établit et maintient avec les gouvernements étrangers et les organisations internationales les relations que le Gouvernement juge opportunes. Il favorise le renforcement des institutions francophones internationales dont le Québec est membre.

Le Ministère est en outre chargé d'effectuer des recherches, des études et des analyses sur les pays étrangers et leur situation géographique et économique, d'élaborer des stratégies territoriales et sectorielles et de faire la promotion à l'étranger du savoir-faire, des produits et des services québécois. Il veille également au respect de la compétence constitutionnelle du Québec dans la conduite des affaires internationales. Il recommande la ratification des traités et des accords internationaux impliquant le Gouvernement. C'est lui qui assure et dirige la représentation du Québec à l'étranger.

1.2 Structure administrative

Depuis le 15 décembre 1998, la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie est aussi responsable des quatre organismes prévus à la Charte de la langue française, soit l'Office de la langue française, la Commission de toponymie du Québec, le Conseil de la langue française et la Commission de protection de la langue française ainsi que du Secrétariat à la politique linguistique.

Le Ministère est dirigé par une sous-ministre en titre, assistée de trois sous-ministres adjoints : un sous-ministre adjoint aux Affaires bilatérales, une sous-ministre adjointe aux Politiques, Affaires multilatérales et Affaires publiques, une sous-ministre adjointe et chef du Protocole du Gouvernement.

1.3 Mandats des unités administratives du Bureau de la sous-ministre

1.3.1 Secrétariat et Relations fédérales-provinciales

Dans le respect de l'autonomie des directions et en collaboration avec celles-ci, le Secrétariat assure la coordination des dossiers intersectoriels, procède aux consultations internes en vue de proposer une position ministérielle et, s'il y a lieu, répond des dossiers interministériels qui demandent une décision ou un suivi ministériel.

Le Secrétariat coordonne la préparation et le suivi des dossiers soumis par les différentes unités administratives à la sous-ministre, avant qu'ils ne soient présentés à la ministre. De plus, il fournit l'appui administratif nécessaire à l'exécution des activités courantes du Bureau des sous-ministres, dont notamment la coordination du dossier de la condition féminine.

Le Secrétariat favorise une vision d'ensemble du Ministère. Il assure la coordination, la conception et la cohérence des dossiers sur les relations internationales touchant plusieurs directions du Ministère et d'autres ministères. Il procède à l'examen des dossiers et des demandes et en valide la conformité avec les lois, les règlements, les directives et les orientations ministérielles; il formule des avis et des recommandations à la sous-ministre.

La secrétaire générale est la répondante officielle du Ministère pour les demandes concernant le Protecteur du citoyen, la *Loi d'accès à l'information* et la politique linguistique. De plus, elle est responsable de l'application de la *Politique concernant la protection des renseignements et la sécurité*. Elle siège également au comité mixte ministériel sur l'organisation du travail.

Le Secrétariat travaille à la conception et à la mise en place d'instruments de gestion des dossiers et il revoit périodiquement les procédures internes du Ministère. Il s'assure de la diffusion de l'information et du suivi de dossiers horizontaux, en plus de recueillir

la rétroinformation. Il facilite aussi les relations avec les organismes centraux, favorise les relations avec le cabinet et représente le Ministère à certains comités interministériels.

Le Secrétariat est aussi responsable de la coordination des relations avec les ministères et les organismes du gouvernement fédéral et, plus particulièrement, avec le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. Il assure la liaison avec la Direction de l'unité nationale et des relations fédérales-provinciales de ce dernier ministère, lorsque requis. Lors de visites au Canada et au Québec de dignitaires étrangers, de missions à l'étranger de ministres québécois, ou encore de l'affectation à l'étranger de représentants du Québec, le Secrétariat convient des collaborations utiles qu'il y a lieu d'établir avec les ministères et les organismes canadiens en matière d'affaires internationales.

1.3.2 Direction des ressources humaines

La Direction des ressources humaines conseille et assiste la direction et les gestionnaires du Ministère dans la gestion des ressources humaines, ainsi que les personnes à l'emploi du Ministère dans la gestion et le développement de leur carrière. Elle propose et met en œuvre différentes orientations en gestion des ressources humaines qui tiennent compte du contexte du Ministère. De plus, elle coordonne et réalise un ensemble d'interventions en matière d'organisation administrative, de dotation, de formation et de perfectionnement, de relations professionnelles, de rémunération, d'avantages sociaux et d'information de gestion à l'égard des ressources humaines, tant pour les unités au Québec que pour les représentations à l'étranger.

1.3.3 Direction des ressources financières et matérielles

La Direction des ressources financières et matérielles assure le développement et la gestion des services requis par le Ministère en matière de ressources financières et matérielles.

Dans le secteur des ressources financières, elle coordonne les phases du processus budgétaire et conseille les gestionnaires sur les questions financières et administratives. Elle gère les opérations financières et comptables du Ministère, les revenus ainsi que les fonds de roulement des représentations du Québec à l'étranger.

Dans le secteur des ressources matérielles, elle gère le Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger (FOGIQE), lequel concerne l'administrateur du volet immobilier du Ministère à l'étranger. Elle coordonne aussi les activités de gestion immobilière au Québec de même que les fonctions de courrier et messagerie, téléphonie, acquisition de biens mobiliers, gestion du parc de photocopieurs et ce, tant au Québec qu'à l'étranger. Elle effectue des travaux de recherche et d'analyse sur la politique de gestion des biens et des services ou sur les règlements administratifs dans son champ d'intervention.

1.3.4 Direction de la vérification interne

La Vérification interne est une fonction indépendante d'appréciation créée au sein du Ministère pour examiner et évaluer ses activités. Sous l'autorité de la sous-ministre, le vérificateur interne supporte les gestionnaires dans l'exercice de leurs responsabilités en leur fournissant des renseignements concernant l'efficacité du système de contrôle interne et la qualité de la performance.

1.3.5 Direction des affaires juridiques

La Direction des affaires juridiques, qui relève du ministère de la Justice, a pour mandat d'assurer la légalité, en droit national et international, de l'action du ministère des Relations internationales. Elle porte une attention constante à l'application de l'article 15 de la loi du Ministère qui veut que la ministre, dans la conduite des affaires internationales, veille à ce que soit respectée la compétence constitutionnelle du Québec.

La Direction agit également à titre de conseillère en droit international auprès d'autres ministères, en vue d'assurer la cohérence des actes du Gouvernement en cette matière, dont les conventions internationales, les immunités et les prérogatives de courtoisie.

1.3.6 Protocole

Pour toutes les activités officielles du gouvernement du Québec, le Protocole est responsable de l'application du cérémonial d'État en tenant compte des règles et des pratiques en vigueur en matière de protocole. Il est aussi responsable des communications officielles du gouvernement du Québec avec les gouvernements étrangers et leurs représentations. De concert avec les directions géographiques et multilatérales du Ministère, ainsi qu'avec le réseau des représentations du Québec à l'étranger, le Protocole contribue à la réalisation des objectifs de la Politique internationale du gouvernement du Québec. D'une part, il agit à titre de gestionnaire pour le Gouvernement de l'application des Conventions de Vienne auprès des missions diplomatiques et des postes consulaires et, par extension, de l'application des autres immunités et prérogatives de courtoisie accordées par le gouvernement du Québec aux gouvernements étrangers et aux organisations internationales établis sur son territoire. En 1998-1999, quelque 8 000 dossiers

divers ont été traités. Une attention particulière a été apportée à l'information à fournir en matière de privilèges à sa clientèle. D'autre part, le Protocole s'assure des conditions nécessaires à la bonne réalisation et au succès des rencontres internationales sur son territoire impliquant la participation des autorités politiques du gouvernement du Québec et voit aussi à l'accueil et à la réalisation de l'ensemble des visites des membres des gouvernements étrangers au Québec.

Le Protocole participe à la conception et à la réalisation des missions du premier ministre et agit à titre de conseiller à celles des ministres du gouvernement du Québec à l'étranger. De plus, il dispense sur demande des conseils protocolaires principalement auprès de différents paliers de l'administration publique et parapublique québécoise. Enfin, il formule des recommandations visant à actualiser les pratiques protocolaires du gouvernement du Québec, notamment en matière d'accueil des représentants de gouvernements étrangers et de la gestion des privilèges et des immunités.

Le bilan 1998-1999 des principales visites et manifestations organisées entièrement ou partiellement par le Protocole est en annexe.

1.4 Mandats des unités

1.4.1 Direction générale de la planification et des politiques

Son mandat comporte trois volets : politiques et stratégies, études et recherches, évaluation.

Dans le cadre du premier volet, la Direction générale dirige et coordonne la réalisation et la mise à jour du plan stratégique gouvernemental en matière de relations internationales, du plan stratégique ministériel, de la programmation des activités ministérielles ainsi que de la programmation intégrée des activités internationales gouvernementales. Ce volet exige des activités de coordination et de concertation ministérielles et interministérielles ainsi que l'évaluation de certaines activités ministérielles. Son exercice réclame une concertation étroite et suivie avec tous les intervenants et les partenaires de même que l'accès aux sources internationales porteuses de contenus que sont les organisations internationales.

La Direction générale coordonne également la réalisation des études et des recherches qui répondent aux besoins du Ministère et du Gouvernement et qui servent à la planification stratégique et à des besoins précis. Elle est appelée à coordonner des dossiers interministériels et à participer à la réalisation des études afférentes. Enfin, la Direction générale coordonne la veille stratégique sur les politiques gouvernementales, l'agenda des activités du Gouvernement et la collaboration avec le Secrétariat du Comité des priorités.

1.4.2 Directions géographiques

La Direction générale des Amériques

La Direction générale Asie-Pacifique, Afrique et Moyen-Orient

La Direction générale France

La Direction générale Europe

Les principaux mandats de ces directions se définissent ainsi :

- coordonner l'action du Gouvernement, ses ministères et ses organismes sur leurs territoires;
- proposer une stratégie de relations internationales sur leurs territoires, établir et réaliser un programme d'activités qui contribue au rayonnement du Québec et à son développement politique, économique, culturel et social;
- assurer les relations que le Gouvernement juge opportunes avec les gouvernements étrangers, notamment avec leurs représentants au Québec et au Canada, veiller à l'administration des ententes et des programmes qui peuvent en résulter et organiser des visites ministérielles dans les pays prioritaires afin de consolider et de développer les relations intergouvernementales;
- entretenir, avec le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, les relations utiles pour la réalisation des activités québécoises à l'étranger;
- développer la collaboration avec les ministères sectoriels en ce qui concerne leurs activités internationales et leur fournir une aide appropriée;
- promouvoir les échanges de nature scientifique, culturelle et sociale, administrer les programmes et les activités qui s'y rapportent et en évaluer les résultats en collaboration avec divers partenaires.

1.4.3 Délégations générales et autres représentations du Québec à l'étranger

Les représentations du Québec à l'étranger jouent un rôle clé dans la mise en œuvre de la programmation annuelle du Ministère. En collaboration avec les directions générales et les directions géographiques, elles participent à la conception de la politique et des stratégies, à la définition des objectifs et des priorités de même qu'à la conception, à la coordination, à l'exécution et à l'évaluation des programmes d'activités. Elles procèdent également à des activités de veille et d'analyse des caractéristiques propres à leur territoire.

Le réseau des représentations du Québec à l'étranger est constitué de la façon suivante :

EUROPE

Délégation générale du Québec en France (Paris)

Délégation générale du Québec en Belgique (Bruxelles)

Délégation générale du Québec au Royaume-Uni (Londres)

Délégué du Québec pour l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse

Bureau du Québec en Allemagne (Munich)

Bureau du Québec en Espagne (Barcelone)

Service d'immigration du Québec en Autriche (Vienne)

Antenne commerciale en Italie (Milan)

Attaché aux affaires publiques et culturelles en Italie (Rome)

ASIE

Délégation générale du Québec au Japon (Tokyo)

Délégué du Québec pour l'Asie (exception faite du Japon)

Bureau du Québec en Chine (Beijing)

Bureau du Québec en Malaisie (Kuala Lumpur)

Service d'immigration du Québec en Chine (Hong Kong)

Antenne commerciale à Taïwan (T'ai-pei)

Attaché commercial en Corée du Sud (Séoul)

Attaché commercial en Thaïlande (Bangkok)

Attaché commercial en Indonésie (Jakarta)

Attaché commercial aux Philippines (Manille)

Attaché aux affaires publiques, à l'économie et à la culture au Viêt-nam (Hanoi)

AFRIQUE ET MOYEN-ORIENT

Délégué du Québec pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient

Bureau du Québec en Côte-d'Ivoire (Abidjan)

Service d'immigration du Québec en Syrie (Damas)

AMÉRIQUE LATINE ET ANTILLES

Délégation générale du Québec au Mexique (Mexico)

Délégué du Québec pour l'Amérique du Sud et les Antilles

Délégation du Québec en Argentine (Buenos Aires)

Antenne commerciale au Chili (Santiago)

Antenne commerciale en Colombie (Bogota)

Antenne commerciale au Pérou (Lima)

Attaché aux affaires publiques et commerciales au Venezuela (Caracas)

ÉTATS-UNIS

Délégation générale du Québec à New York

Bureau du tourisme du Québec à Washington

Attachés commerciaux à Boston

Attachés commerciaux à Los Angeles

Attachés commerciaux à Chicago

Attaché commercial à Atlanta

Attaché aux affaires publiques à Boston

Attaché aux affaires publiques à Chicago

1.4.4 Direction générale de la Francophonie

La Direction générale de la Francophonie élabore et met en œuvre la politique du Québec relative aux institutions francophones internationales. Elle coordonne l'action du Québec dans les Sommets francophones. Elle exerce des fonctions d'analyse, de recherche, d'information et de représentation. Elle appuie la mise en œuvre des programmes de coopération soutenus par le gouvernement du Québec en Francophonie et elle assure la promotion de ses intérêts auprès des institutions francophones et de la population québécoise. Son action s'exerce principalement auprès des institutions et des opérateurs de la Francophonie, mais elle s'étend également aux organisations internationales francophones non gouvernementales.

1.4.5 Direction des affaires métropolitaines et des événements internationaux

Depuis mars 1998, la Direction des affaires métropolitaines et des événements internationaux participe activement à la promotion de la métropole comme lieu d'implantation des organisations internationales. Pour ce faire, elle coordonne les activités de démarchage auprès des organisations internationales afin de susciter leur installation dans la métropole et propose les mesures susceptibles d'assurer leur développement une fois qu'elles sont établies au Québec.

La Direction assume l'actualisation et la mise en œuvre de la Politique gouvernementale d'accueil et de reconnaissance des organisations internationales. Elle représente également le Gouvernement au Conseil de gestion du Fonds de développement international de Montréal (FODIM), géré par Montréal International. Ce fonds vise la promotion, l'accueil, l'établissement de nouvelles organisations internationales de même que l'expansion et le maintien de celles déjà présentes à Montréal; il sert aussi à soutenir la tenue de conférences ou d'événements internationaux susceptibles d'entraîner l'établissement d'une

organisation internationale dont le siège pourrait être à Montréal.

La Direction gère la Mesure d'appui aux événements internationaux multilatéraux (MAMEIM), sauf pour la capitale et la région de Québec-Chaudière-Appalaches. Elle coordonne les travaux du Comité d'orientation et de concertation sur les événements internationaux majeurs à Montréal (COCEIMM), composé de représentants d'Investissement-Québec, du ministère de l'Industrie et du Commerce, du ministère des Affaires municipales et de la Métropole, du Palais des congrès de Montréal et de Montréal International. Le Comité vise à augmenter la notoriété du Québec comme lieu d'investissement et de résidence des travailleurs stratégiques.

La Direction assure la présence du Ministère auprès de diverses instances de Montréal et de la région métropolitaine dont les activités ont une incidence internationale. Elle représente le Ministère auprès des cinq Conférences administratives régionales (CAR) de la région métropolitaine, soit Montréal, Laval, Montérégie, Laurentides et Lanaudière. À cet effet, elle gère la Mesure d'appui à l'internationalisation des régions du Québec en incitant les régions limitrophes à Montréal à insérer la dimension internationale dans leur stratégie de développement et à s'intégrer à la dynamique internationale de la métropole.

Enfin, la Direction des affaires métropolitaines et des événements internationaux coordonne les activités d'affaires publiques en ce qui a trait aux organisations internationales et aux événements internationaux multilatéraux, tels qu'assemblées générales, accords de reconnaissance, participation ministérielle à des événements internationaux (stratégies, conférences, allocutions, communiqués). Elle participe également aux activités publiques des consulats et autres instances internationales présents à Montréal.

1.4.6 Capitale et régions

Le Ministère a désigné un chargé de mission auprès de la capitale et des régions. Celui-ci est chargé de coordonner l'élaboration du plan d'action international du Ministère pour le bénéfice de la capitale, d'en superviser la promotion et la mise en œuvre et d'en évaluer les retombées. Il est aussi responsable d'actualiser le plan d'action régional du Ministère, de concert avec la Direction des affaires métropolitaines et des événements internationaux pour la région métropolitaine, d'en superviser la promotion et la mise en œuvre, d'en évaluer les retombées.

Il représente le Ministère auprès des diverses instances de concertation de la capitale et des régions (sauf Montréal, Laval, Montérégie, Lanaudière et Laurentides). À ce titre, il a pour mission d'assurer la cohérence et l'efficacité de ses différentes interventions en appui à l'action internationale de la capitale et des régions.

Par sa présence et sa participation aux différentes Conférences administratives régionales (CAR), il encourage la capitale et les régions à tisser des liens et des relations au niveau international à travers le réseau de représentations officielles à l'étranger, ou par le biais de programmes gouvernementaux existants. À cette fin, il assure aussi la coordination et la concertation interministérielles nécessaires.

1.4.7 Direction des négociations et des organisations internationales

La Direction des négociations et des organisations internationales coordonne les relations du gouvernement du Québec, de ses ministères et ses organismes avec les organisations internationales gouvernementales (OIG). Elle met en œuvre la politique gouvernementale d'accueil relative aux immunités, aux privilèges fiscaux et aux prérogatives de courtoisie octroyés aux OIG établies au Québec. Il faut noter que la promotion du Québec comme lieu d'implantation des OIG est partagée avec la Direction des affaires métropolitaines et des événements internationaux. La Direction des négociations et des organisations internationales participe à l'élaboration, la négociation, la mise en œuvre et l'évaluation des engagements internationaux du Québec. Elle coordonne la participation du Québec à l'élaboration des instruments internationaux multilatéraux, à l'adhésion du Québec à ces instruments et à leur mise en œuvre sur le territoire québécois. Elle veille enfin à l'application des autres dispositions de la *Loi sur le ministère des Relations internationales* relatives aux ententes.

1.4.8 Secrétariat à l'aide internationale

Le Secrétariat à l'aide internationale a pour mandat d'inventorier les actions gouvernementales et paragouvernementales consacrées à l'aide et à la coopération internationales, de coordonner les actions gouvernementales en matière d'aide humanitaire internationale, d'assurer la mise en place des mécanismes nécessaires, et finalement, de gérer le Fonds d'aide à l'action humanitaire internationale, le programme *Québec sans frontières* et le Fonds délégué MRI-AQOCI (Association québécoise des organismes de coopération internationale).

1.4.9 Direction de la gestion de l'information et des inforoutes

Cette Direction a pour mandat de doter le Ministère d'une gestion rationnelle et efficace de l'information et des technologies de l'information. Elle con-

seille les autorités et les usagers sur toute question relative à la gestion des ressources informationnelles et coordonne le développement des technologies de l'information en fonction des besoins. Enfin, elle doit concevoir, mettre en place et assurer le fonctionnement de systèmes pour faciliter l'accès à l'information spécialisée produite au Ministère ou par des sources externes, et sa diffusion au sein du Ministère et auprès des clientèles externes.

1.4.10 Direction des communications

La Direction des communications planifie et coordonne, de concert avec les unités administratives du Ministère et les représentations à l'étranger, les activités de communication du Gouvernement à l'étranger et au Québec. Dans ce but, elle produit des documents d'information et réalise les activités de communication appropriées. Elle assure la promotion au Québec des activités et des programmes du Ministère. Elle assure les relations et la logistique de presse lors des missions du premier ministre à l'étranger et lors des missions de dignitaires étrangers au Québec. Elle contribue également à faire connaître à l'étranger les réalités, les produits et les services du Québec par différents moyens, tel le site Internet du Ministère et des programmes d'accueil de journalistes.

1.5 Effectif

Le 1er avril 1998, l'effectif total autorisé du ministère des Relations internationales était de 558 employés, dont 386 postes réguliers. Le 31 mars 1999, il était de 559 employés (équivalent à temps complet), dont 385 postes réguliers; 301 étaient localisés à Québec, 26 à Montréal et 58 à l'étranger (voir Annexe I).

1.6 Ressources financières

Des crédits de 87,6 millions de dollars ont été alloués au Ministère pour assurer la mise en œuvre des activités du programme *Promotion et développement des affaires internationales.* Ce budget s'est accru au cours de l'exercice de 21,2 millions de dollars à la suite du transfert du programme *Charte de la langue française* en provenance du ministère de la Culture et des Communications.

La ventilation du budget et des dépenses, par élément de programme, est présentée à l'Annexe II.

CHAPITRE 2
Activités

La nécessité d'un accès direct au monde est devenu omniprésente et elle touche toutes nos institutions et tous les ministères. Ainsi, le ministère des Relations internationales, dans une démarche de complémentarité et de réciprocité, tire parti de leur expertise à des fins de relations internationales et inversement ces institutions et ministères utilisent les relations internationales pour réaliser leurs objectifs.

Tenant compte de cette approche et dans une perspective internationale, le Gouvernement a consolidé son réseau de représentations à l'étranger en redéployant sa présence dans le monde.

L'adoption de formules plus souples et avant-gardistes permet maintenant au Québec d'être présent dans plus de 30 grandes villes du monde, où se déroulent ses activités internationales en plus des missions de ministres et de ministères sur tous les continents.

2.1 Europe

2.1.1 Relations intergouvernementales

Péninsule ibérique

Les relations avec l'Espagne - et de façon plus particulière avec la Communauté autonome de la Catalogne - ont pris un nouvel essor avec la visite officielle en Catalogne du premier ministre du Québec, M. Lucien Bouchard, du 13 au 15 mars 1999, à l'occasion de l'ouverture officielle du Bureau du Québec à Barcelone. Le premier ministre était accompagné de la ministre des Relations internationales, responsable de la Francophonie et de la Charte de la langue française, M^me^ Louise Beaudoin, et du ministre délégué à l'Industrie et au Commerce, M. Guy Julien. Une délégation de gens d'affaires dans le domaine de l'énergie participait aussi à la mission.

En plus de ses entretiens avec le président de la *Generalitat* de Catalogne, M. Jordi Pujol, le premier ministre s'est entretenu avec le porte-parole du gouvernement espagnol et ministre de l'Industrie, M. Josep Piqué; le président du Parlement catalan, M. Juan Reventos, et le maire de Barcelone, M. Joan Clos. Une *Déclaration conjointe de coopération entre la Catalogne et le Québec*, de même que deux ententes sectorielles dans le domaine de la santé et de l'éducation ont été signées à cette occasion.

Quelques délégations officielles espagnoles et catalanes ont été accueillies au Québec au cours de l'année. En juin 1998, une délégation présidée par le secrétaire général de la Présidence de la *Generalitat* de Catalogne est venue au Québec pour, entre autres, engager les préparatifs de la visite officielle en Catalogne du premier ministre du Québec. Le ministre catalan de l'Éducation, M. Josep-Xavier Hernandez I Moreno, accompagné d'une importante délégation de parlementaires, s'est également rendu au Québec en septembre 1998. Cette visite a donné lieu à des sessions de travail entre parlementaires catalans et québécois sur des questions éducatives et culturelles. Un sénateur espagnol et un conseiller du cabinet du premier ministre espagnol ont réalisé des programmes de rencontres au Québec, en octobre et novembre 1998, visant à mieux connaître la situation politique québécoise.

Communauté des États indépendants (CEI)

Malgré les difficultés liées à une série de transformations politiques et économiques survenues en Russie, les relations du Québec avec différents intervenants russes se sont développées de manière satisfaisante. La visite d'une importante délégation québécoise, dirigée par le ministre Guy Chevrette, à Moscou et dans deux régions russes au cours de l'hiver 1998, a donné lieu à des retombées au niveau intergouvernemental. Signalons notamment la signature d'un protocole opérationnel de coopération avec la région de Samara qui a permis le démarrage d'échanges entre ce gouvernement régional et le Québec dans les domaines de la santé et de l'administration publique. La visite à Montréal du vice-premier ministre russe chargé de l'Économie, au début de 1999, a permis l'organisation d'une séance de travail entre celui-ci et le vice-premier ministre, M. Bernard Landry. Le Québec a aussi reçu une importante délégation de la *Douma* russe qui s'intéressait au système de financement du logement québécois. Mentionnons enfin la visite d'une délégation du gouvernement du Tatarstan, dirigée par le premier ministre de cette république, qui a donné lieu à la signature d'un accord de coopération.

Royaume-Uni et Pays nordiques

Du 15 au 19 avril 1998, la ministre de la Culture et des Communications du Québec, M^me^ Louise Beaudoin, a effectué une mission en Écosse et en Angleterre. Elle était invitée au *7th Annual Arts Breakfast*, une manifestation reliée au Festival d'Édimbourg, afin d'y prononcer une conférence portant sur la façon

dont le Québec fait la promotion de sa culture. À Londres, la ministre a eu des rencontres avec des représentants du *British Council* ainsi que du *Foreign and Commonwealth Office* en vue d'échanges culturels accrus entre le Québec et le Royaume-Uni.

Le ministre de la Justice, M. Serge Ménard, a été invité à participer à l'*International Association of Prosecutors Third Annual Conference*, qui a eu lieu à Dublin, du 1er au 5 septembre 1998. La Délégation générale du Québec à Londres a profité de l'occasion pour organiser des rencontres avec les autorités irlandaises. M. Ménard a rencontré, entre autres, M. John Bruton, chef de l'Opposition et ancien premier ministre d'Irlande, et M. Seamus Pattison, président de l'Assemblée.

Le vice-premier ministre et ministre d'État de l'Économie et des Finances, M. Bernard Landry, a effectué une mission à Londres et Édimbourg, du 4 au 11 septembre 1998, pour y faire la promotion de l'industrie aérospatiale québécoise, lors du Salon de l'aéronautique de Farnborough, et celle de Montréal pour la création de centres financiers internationaux.

La présidente de l'Irlande, Mme Mary McAleese, a effectué un séjour à Montréal, les 7 et 8 octobre, et à Québec, du 11 au 13 octobre 1998. Elle a eu un entretien avec le premier ministre, M. Lucien Bouchard, qui a offert un dîner en son honneur regroupant des personnalités de la communauté irlandaise du Québec.

Europe centrale et orientale

Au cours de la dernière année, le Ministère a reçu plusieurs journalistes et personnalités du monde politique de l'Europe centrale et orientale dont le président de la Roumanie qui s'est rendu à Québec en mai 1998. De même, le Ministère a effectué des visites régulières en Pologne, en Hongrie et en République tchèque où il a rencontré des représentants des ministères des Affaires étrangères, de l'Économie, de la Justice et de l'Éducation avec lesquels il est en discussion sur des projets spécifiques.

Le Ministère a également participé à l'organisation d'une première mission culturelle en Hongrie et en République tchèque afin d'identifier les principaux intervenants culturels susceptibles de faciliter les échanges culturels et de faire augmenter la visibilité des artistes québécois dans ces pays.

Enfin, le Ministère a apporté un soutien aux missions commerciales organisées régulièrement sur ce territoire par le ministère de l'Industrie et du Commerce.

Italie

Les relations entre le Québec et l'Italie ont connu un essor important avec la tenue, en juillet 1998, de la 3e Sous-Commission mixte Québec / Italie qui a donné lieu à la signature de deux procès-verbaux portant, d'une part, sur la coopération culturelle et, d'autre part, sur la coopération scientifique et technologique.

L'année a aussi été marquée par quelques visites ministérielles italiennes au Québec, dont celles des ministres Antonio Bargone et Antonino Mangiacavallo effectuées respectivement du 5 au 8 octobre 1998 et du 7 au 13 février 1999.

Enfin, le Québec a accueilli, du 11 au 14 mars 1999, un Symposium du Conseil pontifical de la culture, sous la présidence du cardinal Paul Poupard dont c'était la 4e visite au Québec.

Institutions européennes

La Direction générale Europe suit de près l'évolution de la construction européenne en raison du rôle prépondérant de l'Union européenne et de ses institutions dans des domaines qui touchent aux intérêts québécois en Europe : exportations, investissements, relations de coopération scientifique, technique et culturelle. Le Service des affaires européennes de la Délégation générale du Québec à Bruxelles voit en particulier à s'assurer que les intérêts du Québec sont pris en compte dans la mise en œuvre des accords de coopération Canada-Union européenne, qui touchent de multiples secteurs d'activités : culture, éducation, sciences et technologie, contentieux commerciaux.

Dans ce cadre, le Ministère a accueilli la nouvelle ambassadrice et chef de la délégation officielle de la Commission européenne à Ottawa, Mme Danièle Smadja, qui s'est rendue à deux occasions au Québec en visite officielle. Au cours de ces visites, Mme Smadja s'est entretenue avec le premier ministre du Québec, M. Lucien Bouchard, ainsi qu'avec cinq autres ministres du gouvernement.

L'année a également été marquée par quelques visites de représentants des institutions européennes, dont celles de M. José Happart, député au Parlement européen et, en mars 1999, du haut fonctionnaire international, M. Raymond Weber, directeur de l'enseignement, de la culture et des sports au Conseil de l'Europe. Ce dernier a rencontré des intervenants du ministère de l'Éducation, du ministère de la Culture et des Communications, du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration ainsi que le directeur du Musée de la civilisation du Québec.

Allemagne, Autriche, Suisse

Le vice-premier ministre du Québec, M. Bernard Landry, a participé du 28 janvier au 2 février 1999 au Forum économique mondial à Davos, en Suisse, au cours duquel il a réalisé un intensif programme de rencontres économiques et politiques.

Au mois de janvier 1999, le nouveau consul général de la république fédérale d'Allemagne à Montréal, M. Helmut Göckel, a effectué sa visite officielle de prise de poste auprès des autorités québécoises.

Le délégué du Québec pour l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse, M. Jean-Marc Blondeau, s'est rendu à quatre reprises dans ces pays afin de poursuivre le développement de contacts avec des décideurs, notamment avec des parlementaires et des hauts fonctionnaires allemands.

Au mois d'août 1998, le gouvernement du Québec, représenté à cette occasion par le délégué du Québec, a remis à Munich l'Ordre national du Québec au Dr Rudolf Hanisch, secrétaire général du gouvernement d'État de la Bavière. Au début de décembre, le délégué s'est rendu à Munich, à Bonn, à Berne et à Vienne pour rencontrer des représentants de gouvernements et des médias à la suite des élections générales au Québec.

Benelux

Au cours de l'année, les relations entre le Québec, l'État fédéral belge et les entités fédérées (la Communauté française de Belgique, la Région wallonne, la Flandre et la Commission communautaire française – Cocof – de la Région de Bruxelles - Capitale) ont été particulièrement actives.

Le Québec a reçu au cours de la période cinq visites ministérielles ainsi que la visite de prise de poste du nouveau consul général de Belgique à Montréal, M. Alain Cools. Les visiteurs de l'État fédéral ont été la ministre de l'Emploi et du Travail, M^me^ Miet Smet, et la Commission sénatoriale de l'intérieur et des Affaires administratives; de la Communauté française de Belgique, la ministre - présidente, M^me^ Laurette Onkelinx; de la Flandre, le ministre de l'Environnement, M. Theo Kelchtermans; de la Cocof de la Région de Bruxelles - Capitale, le secrétaire d'État adjoint au ministre - président, M. Éric Tomas.

L'année a été marquée par la conclusion d'un accord-cadre de coopération entre le Québec et les trois entités francophone fédérées de Belgique. Signé par les chefs de gouvernement, l'accord-cadre fut présenté, en mars 1999, par la ministre des Relations internationales, M^me^ Louise Beaudoin, et son homologue, M. William Ancion, à l'occasion de la visite officielle de M^me^ Beaudoin en Wallonie - Bruxelles.

M^me^ Beaudoin, a rencontré à l'occasion de cette visite la ministre - présidente de la Communauté française de Belgique, M^me^ Laurette Onkelinx; le ministre - président de la Région wallonne, M. Robert Collignon; le président du Collège de la Commission communautaire française de Bruxelles - Capitale, M. Hervé Hasquin, ainsi que son homologue, le ministre des Relations internationales de la Communauté française de Belgique et de la Région wallonne, M. William Ancion. Elle a également rencontré le ministre - président de Flandre, M. Luc Van den Brande.

Le ministre de l'Environnement et de la Faune, M. Paul Bégin, a rencontré ses homologues M. Guy Lutgen et M. Theo Kelchtermans, à l'occasion de sa mission en Wallonie et en Flandre, en juin 1998.

En marge de sa participation à la rencontre de Bruxelles des ministres de l'Éducation et de la Recherche de la Francophonie en octobre 1998, la ministre de l'Éducation, M^me^ Pauline Marois, a rencontré son homologue M. William Ancion; elle a discuté plus spécifiquement des questions de mobilité des étudiants entre les deux communautés.

2.1.2 Affaires publiques

Péninsule ibérique

En réponse à l'engagement pris lors de la visite du président Jordi Pujol au Québec en 1996, le ministère des Relations internationales a contribué à la mise sur pied de l'important événement culturel *Quebec a Catalunya*, qui s'est déroulé à partir de février 1999 avec, entre autres, l'exposition du Musée du Québec au Centre d'art Santa Monica, du 25 février au 31 mars 1999, ainsi que la présentation d'une vitrine sur la promotion touristique et culturelle du Québec au *Palau Robert*, du 15 au 30 mars 1999. Cet événement, l'ouverture du Bureau du Québec à Barcelone et la visite officielle du premier ministre du Québec à cette occasion ont fait l'objet d'une excellente couverture médiatique.

Une attention particulière a été portée au développement des études québécoises en Espagne grâce à un appui au Centre des études canadiennes de l'Université de Barcelone ainsi qu'à l'Association espagnole des études canadiennes qui a, entre autres, réalisé une importante étude comparative portant sur Montréal et Barcelone.

Quelques journalistes sont aussi venus au Québec pour connaître les pratiques locales en matière d'information du citoyen et couvrir la dernière élection. Une délégation de l'Association Catalogne / Québec dirigée par son président, M. Salvador Morera, a également visité le Québec, en octobre 1998, dans le but de dynamiser les échanges au niveau culturel et sportif entre les deux communautés.

Communauté des États indépendants (CEI)

Le gouvernement du Québec a poursuivi son appui au Centre d'études des arts et traditions populaires de l'Université Laval, qui travaille en coopération avec le Centre Québec - Moscou de l'Université des sciences sociales de la capitale russe. Cette aide a notamment permis la mise sur pied d'un programme d'études québécoises à cette université, programme encadré par plusieurs étudiants et chercheurs québécois.

Royaume-Uni et Pays nordiques

Du 20 au 24 février 1999 la *Society for Politics and Industry* de Suède a effectué une mission à Montréal. Constituée de parlementaires et de membres de la Fédération des industries suédoises, cette délégation de 23 personnes est venue s'enquérir des initiatives mises de l'avant au Québec pour encourager l'essor des entreprises de haute technologie et attirer des investissements dans ce domaine. Elle a également marqué son intérêt pour la consolidation des finances publiques.

Le délégué général du Québec à Londres a effectué deux voyages dans les pays nordiques afin d'y faire avancer des dossiers institutionnels et économiques.

L'appui du Ministère aux divers centres d'études sur le Québec et la participation d'experts à divers colloques, congrès et séminaires dans ces pays ont permis de faire connaître les compétences du Québec et d'accroître les liens de coopération dans le domaine universitaire.

La Délégation générale du Québec à Londres a fait la promotion de la spécificité et de la culture québécoises en organisant diverses manifestations lors de représentations du Cirque du Soleil à Londres. Elle a publié *Québec Matters*, un bulletin d'information sur l'évolution de la situation sociale, politique et économique du Québec et un autre bulletin sur les événements culturels québécois tenus sur son territoire; ce dernier bulletin a été publié trois fois l'an.

Europe centrale et orientale

Le Ministère a participé à la Semaine de la Francophonie organisée à Prague, ce qui a permis la tenue pour la première fois d'une conférence sur l'histoire du Québec en Europe de l'Est.

Italie, Grèce et Turquie

Le Ministère s'est doté d'une publication de qualité en langue italienne, *Québec InForma*, qui a paru à deux reprises au cours de l'année.

Institutions européennes

Le pupitre « Institutions européennes » a soutenu la première Simulation du Parlement européen à Québec (SPEQ), qui a réuni de jeunes universitaires québécois et européens souhaitant échanger sur leur culture politique respective ainsi que sur les grands principes de la démocratie.

La Délégation générale du Québec à Bruxelles, outre le suivi quotidien des affaires publiques, a collaboré avec le journaliste Jean-Marc Salvet du quotidien *Le Soleil* à la préparation d'un série d'articles sur l'Union européenne, publiée au début de 1999. Des contacts préliminaires ont été pris avec M. Gilson du Centre européen de journalisme en vue de permettre à des journalistes québécois de suivre une formation sur les affaires européennes.

Enfin, une étroite collaboration s'est poursuivie avec la Chaire Jean-Monnet de l'Université de Montréal concernant, notamment, son financement et le suivi de ses activités (colloques, conférences, etc.).

Allemagne, Autriche, Suisse

La Direction générale Europe a publié deux numéros en langue allemande de *Québec Infos*, qui ont été distribués à 2 000 personnes, principalement en Allemagne, en Autriche et en Suisse.

Le Bureau du Québec à Munich (BQM) a organisé, en mai 1998, une réception réunissant des intervenants culturels à l'occasion du passage à Munich du pianiste Marc-André Hamelin.

En collaboration avec la chancellerie de l'État de Bavière et des consulats généraux des pays francophones à Munich, le Bureau du Québec à Munich et le Ministère ont contribué à la tenue d'une Semaine de la langue française dans les universités de Munich, qui s'est déroulée du 18 au 22 janvier 1999. Le Bureau du Québec, en plus d'assurer la liaison avec les autorités bavaroises, a également réalisé un programme de rencontres pour une mission de l'Assemblée nationale du Québec à Munich en février. Cette mission était dirigée par le député Roger Bertrand.

Dans le domaine culturel, le Ministère a de nouveau soutenu le Prix littéraire Genève - Montréal, doté d'une bourse de 3 000 $. Ce prix a été remis à l'auteur québécois Laurent Laplante, lors du Salon international du livre et de la presse de Genève (mai), et à l'auteur suisse Jean Romain lors du Salon du livre de Montréal (novembre). Le Ministère a en outre appuyé l'Association des Québécois en Suisse pour l'organisation de son assemblée annuelle, qui a eu lieu en avril 1998.

Le Ministère a poursuivi son action pour appuyer le développement du réseau des études québécoises

en Allemagne et en Autriche, notamment en soutenant financièrement l'organisation d'un colloque sur le Québec à l'Université d'Augsbourg, le 4 décembre 1998. Le délégué du Québec a participé au Congrès annuel de l'Association des études canadiennes dans les pays germanophones, à Grainau, en février 1999, au cours duquel il a remis le Prix d'excellence du Québec à M. Torsten, un étudiant de l'Université de Kiel, pour la poursuite de ses recherches au Québec.

Du 28 août au 3 septembre 1998, la Direction générale Europe a accueilli une délégation d'une quarantaine d'étudiants et de professeurs de trois universités autrichiennes (Innsbruck, Linz et Graz) en mission d'études au Québec. Elle a également appuyé la participation d'étudiants de l'Université technique de Dresde venus participer à la simulation du Parlement européen à l'Assemblée nationale. Le Ministère a enfin contribué à l'organisation d'un colloque conjoint des universités de Montréal et de Sarrebruck portant sur la presse et la littérature, auquel a participé le professeur allemand Hans-J. Lüsebrinck.

Benelux

En matière d'affaires publiques, les réalisations ont essentiellement visé la promotion du Québec dans ses divers champs d'excellence et d'intérêt auprès des décideurs et promoteurs de ce territoire. La Délégation générale du Québec à Bruxelles a poursuivi la publication des *Nouvelles culturelles du Québec au Benelux*, un bulletin bimestriel bilingue (français et néerlandais) sur les principales manifestations culturelles québécoises dans ces pays. L'excellence québécoise dans les arts de la scène, le cinéma et le livre s'est particulièrement illustrée à l'occasion de la Semaine québécoise du théâtre jeune public à Bruxelles, du Festival du film de Namur et de la Foire du livre de Bruxelles, à laquelle participait une importante délégation d'éditeurs et d'écrivains québécois. Par ailleurs, le Québec a été l'hôte, en septembre 1998, d'une mission technologique et industrielle wallonne dirigée par le gouverneur de la province de Namur.

2.1.3 Affaires sectorielles

Péninsule ibérique

Plusieurs missions ont été réalisées dans le cadre des activités de coopération entre le Québec et la Catalogne. Soulignons, par exemple, la visite du directeur général de la politique linguistique, M. Lluis Jou (avril 1998); la venue d'un groupe de gestionnaires de l'énergie (mai); celle du directeur général de la promotion culturelle, M. Vincenc Villatora (juin); la visite de travail du secrétaire du gouvernement de la Catalogne, M. Josep Maria Via, accompagné du directeur de l'Institut des études autonomistes, M. Antoni Bayona, pour discuter d'un projet d'entente avec l'Université Laval (octobre); l'accueil d'une délégation catalane dans le domaine de la sécurité publique dirigée par le directeur général de la sécurité du citoyen, M. Xavier Martorell. Du côté québécois, les missions étaient principalement liées aux préparatifs de la visite du premier ministre en Catalogne et à l'organisation de l'événement culturel *Quebec a Catalunya*.

Par ailleurs, une mission québécoise dans le domaine des technologies de l'information s'est rendue à Madrid dans le but de mettre de l'avant une collaboration entre les deux ministères de l'Éducation.

Communauté des États indépendants (CEI)

Tout au long de l'année, des représentants russes sont venus au Québec afin de développer les échanges, notamment dans le secteur de la construction. La visite du vice-premier ministre russe a permis d'examiner les possibilités de collaboration dans le domaine agroalimentaire. Enfin, des échanges se sont poursuivis en vue de mettre au point des instruments juridiques facilitant l'adoption internationale entre la Russie et le Québec.

Royaume-Uni et Pays nordiques

La Délégation générale du Québec à Londres a préparé un programme de rencontres en Suède pour Solidarité rurale, un organisme québécois qui se préoccupe du développement rural.

En septembre 1998, vingt directeurs régionaux d'éducation de la Norvège ont effectué une mission au Québec afin d'étudier le système d'éducation, notamment l'évaluation scolaire, la formation continue, l'infrastructure éducationnelle, la formation et le recrutement dans le secteur public et le décrochage scolaire. En mars 1999, deux professeurs de français danois, dirigés par un inspecteur de français du ministère de l'Éducation, sont venus étudier les technologies de l'information.

Europe centrale et orientale

Le Ministère a poursuivi les discussions avec la Pologne, la Hongrie et la Roumanie concernant la conclusion d'ententes en matière d'échanges universitaires et le développement des études québécoises dans certaines universités de ces pays. Il a ainsi contribué au développement d'une documentation de base en littérature et civilisation québécoises aux universités Eötvös Lorand, Catholique Peter Pazmany et Janus Pannonius de Hongrie; aux universités de Varsovie, Marie-Curie et à l'Institut de philologie romane KUL de Pologne, de même qu'à l'université de Bucarest, en Roumanie.

En collaboration avec l'Association d'études francophones d'Europe centrale et orientale, le Ministère a participé à la publication, à l'automne 1998, d'un cahier spécial sur l'œuvre du poète Gaston Miron.

Italie, Grèce et Turquie

L'agente culturelle du Québec en Italie a organisé ou collaboré à plus de 200 activités culturelles, conférences et missions québécoises en Italie. Mais, c'est l'événement *Orizzonte Québec*, de septembre 1998 à avril 1999, qui a occupé l'essentiel de ses efforts. Cet événement présentait l'excellence québécoise dans les domaines de la danse, des arts visuels, de la musique, du théâtre et de la littérature. *Orizzonte Québec* a également bénéficié de l'appui du Musée du Québec, du ministère de la Culture et des Communications, de la Société de développement des entreprises culturelles et du Conseil des arts et des lettres du Québec.

L'agente culturelle du Québec en Italie a accordé un soutien financier au Centre d'études québécoises de l'Université de Bologne et à une quinzaine d'universités offrant des programmes ou des cours de littérature, d'histoire ou de politique québécoises.

La Sous-commission mixte continue d'être l'outil privilégié de la coopération entre le Québec et l'Italie. La première partie de sa programmation 1998-2000 a permis la poursuite des échanges de dix équipes de chercheurs québécois et italiens dans les secteurs des biotechnologies, de l'aéronautique, des nouveaux matériaux, du transport et des technologies de l'information ainsi que de la médecine.

Institutions européennes

Le Ministère poursuit activement son implication dans les dossiers majeurs en science et technologie tels que le projet de mise en valeur de l'hydro - hydrogène comme combustible propre, ainsi que le projet de carte à puce *Netlink*. Des séminaires ont favorisé la participation d'entreprises et de centres de recherche québécois au V[e] Programme-cadre en recherche et développement de l'Union européenne. Enfin, les liens avec le Centre commun de recherche (CCR) de la Commission européenne ont continué grâce à la participation de jeunes chercheurs québécois à des stages s'inscrivant dans le cadre de programmes de recherche européens.

Allemagne, Autriche, Suisse

Au cours de l'année, de nombreux projets de coopération entre le Québec et la Bavière ont été menés. Du 27 juin au 3 juillet 1998, la sous-ministre de l'Environnement et de la Faune, M[me] Diane Gaudet, a réalisé une mission en Bavière dans le cadre de sa participation au congrès de Bayforrest.

En septembre, le Ministère, en collaboration avec le ministère de la Culture et des Communications, a accueilli M[me] Carla Schulz-Hauffmann, directrice du Musée d'État d'art moderne de Bavière. En octobre, un groupe de vingt hauts fonctionnaires de la Bavière et de la Saxe est venu étudier l'administration publique québécoise dans le cadre d'une tournée nord-américaine. Toujours en octobre, le Ministère a reçu le responsable des relations internationales de la chancellerie de la Bavière, le Dr Paul Fischer, pour un séjour de familiarisation avec les réalités québécoises.

Le vice-premier ministre du Québec, M. Bernard Landry, a reçu l'ancien secrétaire général du gouvernement de la Bavière, le Dr Rudolf Hanisch, lors de son passage au Québec les 2, 3 et 4 mars 1999, à l'occasion d'une mission préparatoire à l'ouverture de la Représentation du gouvernement de la Bavière au Québec et de la *Bayerische Landesbank* à Montréal et afin de présenter le nouveau représentant de la Bavière au Québec, M. Anton Körner.

Le Ministère a maintenu son appui au programme de bourses Québec - Bavière pour de courts séjours d'étudiants québécois dans les universités bavaroises ainsi qu'au programme d'échanges d'élèves du cinquième secondaire.

Benelux

Avant que n'entre en vigueur le nouvel accord de coopération entre le Québec et les entités fédérées francophones de Belgique, les représentants de la Région wallonne, de la Communauté française de Belgique et du Québec se sont rencontrés à Bruxelles pour évaluer les activités de coopération des deux dernières années et amorcer les travaux relatifs à la première Commission mixte Québec – Wallonie - Bruxelles. Au nombre des réalisations, soulignons l'inauguration à Montréal, en septembre 1998, du premier relais Euro – Info - Centre hors territoire européen, antenne des centres de Namur et de Liège. De plus, en septembre 1998, l'École nationale d'aérotechnique de Saint-Hubert et l'Université du travail de Charleroi ont signé un protocole d'entente officialisant leur partenariat en vue de développer en Région wallonne une formation en aérotechnique de niveau graduat dans les programmes de construction aéronautique, d'entretien d'aéronefs et d'avionique.

Le Prix Québec / Wallonie - Bruxelles du disque de chanson 1998 a été attribué à l'auteur - compositeur - interprète de la CFB, M. William Dunker, pour son disque *Trop t'chaud*. Le Prix Québec / Wallonie - Bruxelles du livre de jeunesse 1998, lui, a été remis à M[me] Louise Leblanc pour son livre *Deux amis dans la nuit*, à l'occasion de la Foire du livre de Bruxelles.

Les activités de coopération avec la Flandre se sont poursuivies dans les domaines de la recherche scientifique, de l'économie et de la culture. Notons également la tenue, en mars, en Flandre, de la première rencontre technologique sur les applications de l'aluminium.

Par ailleurs, 700 jeunes ont participé aux échanges de l'Agence Québec / Wallonie - Bruxelles pour la jeunesse (AQWBJ), rencontrant ainsi les objectifs visés. L'approche - conseil auprès de cette clientèle a été renforcée et a acquis une nouvelle dimension grâce à la mise en ligne d'un site Internet. Des collaborations avec de nouveaux partenaires privés et publics et le recours à d'anciens stagiaires particulièrement dynamiques ont favorisé une meilleure adéquation aux impératifs et aux contextes évolutifs de la mission d'éducation / formation de cette organisation.

2.2 France

En 1998-1999, les relations entre le Québec et la France ont été principalement marquées par la visite officielle au Québec du premier ministre de la République française, M. Lionel Jospin; par la préparation du Printemps du Québec en France, inauguré par les premiers ministres, MM. Lionel Jospin et Lucien Bouchard, au mois de mars 1999; ainsi que par la réforme de la coopération franco-québécoise.

2.2.1 Relations intergouvernementales

C'est dans le cadre des rencontres annuelles alternées des premiers ministres de France et du Québec que le premier ministre, M. Lionel Jospin, a effectué une visite officielle au Québec du 17 au 19 décembre 1998. Dans le but de consolider le partenariat stratégique entre les deux partenaires, les premiers ministres ont porté une attention particulière à la grande complémentarité des échanges économiques et commerciaux, ainsi qu'à l'innovation technologique et à la concertation sociale.

Cette visite a notamment donné lieu à l'annonce d'une série d'investissements et d'ententes de partenariat dans divers secteurs entre entreprises françaises et québécoises totalisant 180 millions de dollars et permettant la création de quelque 600 emplois, ainsi qu'à la signature d'un protocole de coopération industrielle et technologique. Les deux premiers ministres ont aussi convenu d'unir les efforts de la France et du Québec pour la promotion et la défense communes de la diversité culturelle, des langues et des identités nationales dans les forums internationaux où ces questions sont examinées.

M. Jospin était accompagné de quatre membres de son gouvernement : la ministre de la Culture et de la Communication, M^me^ Catherine Trautmann; la ministre de la Jeunesse et des Sports, M^me^ Marie-George Buffet; le ministre délégué chargé de la Coopération et de la Francophonie, M. Charles Josselin; le secrétaire d'État chargé de l'Industrie, M. Christian Pierret. M. Jospin était également accompagné de parlementaires et d'une délégation de dirigeants de grandes entreprises conduite par M. François Périgot, président du Mouvement des entreprises de France (MEDEF).

Le premier ministre, M. Lucien Bouchard, s'est également rendu en France, en mars, pour y inaugurer, avec le premier ministre Jospin, le Printemps du Québec. Il était accompagné de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, M^me^ Louise Beaudoin; de la ministre de la Culture et des Communications, M^me^ Agnès Maltais; ainsi que de cinq parlementaires. Le premier ministre a notamment eu des entretiens avec le président de la République française, M. Jacques Chirac; le premier ministre, M. Lionel Jospin; et le ministre des Affaires étrangères, M. Hubert Védrine.

L'année a aussi donné lieu à un certain nombre de missions de ministres québécois désireux d'accroître les échanges et la coopération dans leur domaine de compétence, notamment par la rencontre de leurs homologues français : la ministre de l'Éducation, M^me^ Pauline Marois (avril et octobre); la ministre de la Culture et des Communications, M^me^ Louise Beaudoin (mai), et en tant que ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie (février); le ministre de l'Environnement et de la Faune, M. Paul Bégin (juin); le vice-premier ministre et ministre d'État à l'Économie et aux Finances, M. Bernard Landry (février).

D'autre part, le Québec a accueilli trois ministres français. Le secrétaire d'État à la Santé, M. Bernard Kouchner, a effectué une visite au mois de mai pour faire le point avec son homologue québécois sur la coopération dans le domaine de la santé à la suite de l'entente conclue en mars 1997 entre les deux gouvernements. Le secrétaire d'État à l'Industrie, M. Christian Pierret, est venu au Québec en octobre, notamment pour examiner les possibilités de partenariat dans les domaines des technologies de l'information et des énergies nouvelles. La ministre de la Culture et de la Communication, M^me^ Catherine Trautmann, a effectué une mission au Québec au mois d'octobre pour s'entretenir avec son homologue québécoise de divers sujets d'intérêt commun dont le Printemps du Québec, la diversité culturelle ainsi que l'ensemble de la coopération en matière de culture et de communication.

Principauté de Monaco[1]

Son Altesse Sérénissime le prince Albert de Monaco a effectué une visite officielle au Québec en juin 1998. Au cours de cette visite qui visait à développer les relations entre Monaco et le Québec, il a notamment rencontré le vice-premier ministre et ministre d'État à l'Économie et aux Finances, M. Bernard Landry, et le ministre des Relations internationales, M. Sylvain Simard.

2.2.2. Affaires publiques

La production du Printemps du Québec en France a été confiée à un organisme sans but lucratif, le Commissariat Le Printemps du Québec – Paris 1999, dirigé par MM. Robert Lepage et Sylvain Gagné et supervisé par un comité formé des sous-ministres des Relations internationales, de la Culture et des Communications et de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie. Le gouvernement français, représenté par le ministère des Affaires étrangères et son Agence française d'action artistique (AFAA) et par la Direction des affaires internationales du ministère de la Culture et de la Communication, était partenaire à l'organisation.

Sous le thème *Le Printemps du Québec... le feu sous la glace*, l'événement devait mettre en lumière les traits fondamentaux du Québec : américanité, nordicité, vigueur, contraste et diversité de la production et de la création. Une quinzaine de manifestations majeures se déroulant tant à Paris que dans les métropoles régionales françaises ont été programmées : wagon du Québec et animation dans le métro de Paris, Québec invité d'honneur au Salon du livre de Paris, exposition *L'attitude Nord* au Palais de la découverte, installation *De l'igloo au gratte-ciel* au Jardin des Tuileries, exposition *France-Québec , images et mirages* au Musée national des arts et traditions populaires, exposition d'art contemporain *Espaces intérieurs : artistes contemporains du Québec* au passage de Retz, exposition *Femmes, corps et âmes* au Couvent des Cordeliers, une œuvre musicale inédite, *Jean Sans-Nom*, inspirée d'un roman de Jules Verne et présentée à Nantes, une installation de l'artiste René Derouin au Jardin des plantes, la série *Carte blanche du Québec* présentée à Bordeaux, Lyon, Lille et Strasbourg.

À ces grands événements devaient s'ajouter une multitude d'activités d'animation et de promotion organisées en prolongement des grandes manifestations dont plusieurs ont été conçues pour présenter une approche intégrant l'art, la science, la technologie et l'économie. Une trentaine de compagnies artistiques ont circulé sur le territoire français et ont donné près de 300 représentations dans 60 villes de France. Un spectacle présenté sur les ondes de France 2 regroupant des artistes québécois et français dans la cadre de la *Fête de la musique* devait clôturer le Printemps du Québec.

La Délégation générale du Québec à Paris (DGQP) a, par ailleurs, poursuivi son action auprès des milieux politique, économique, culturel et institutionnel de France. Le délégué général et son équipe ont participé à de nombreux événements visant la promotion de l'image et du savoir-faire québécois. La publication bimestrielle *La lettre du Québec*, tirée à 7000 exemplaires et portant sur l'actualité québécoise, les activités de la Délégation générale et les relations franco-québécoises, a été distribuée à une clientèle ciblée.

À l'échelle régionale, la DGQP a poursuivi son étroite collaboration avec les associations France-Québec. Fidèles à leur mission de mieux faire connaître le Québec en France, les quelque 5 000 bénévoles de ce réseau, qui célébrait en 1998 son 30e anniversaire, ont réalisé de nombreuses activités. Les collectivités locales ont d'abord été mobilisées dans une action de solidarité envers les victimes du verglas au Québec. Un numéro spécial de la revue *France-Québec* est paru avec le concours de nombreux universitaires québécois; il portait sur les 30 dernières années de l'évolution du Québec. L'Association a aussi créé le Prix littéraire France-Québec/Philippe Rossillon, qui favorise la diffusion sans précédent du livre québécois en région. Enfin, elle a accru son champ d'action par l'établissement d'un partenariat avec les services d'immigration de la DGQP visant à promouvoir, en région, l'immigration au Québec.

En appui aux actions gouvernementales dans les domaines de l'immigration et des nouvelles technologies, la DGQP a mené deux importantes campagnes de presse. La première a porté sur l'immigration française au Québec et s'est poursuivie pendant toute l'année. L'essor au Québec des nouvelles technologies de l'information et l'émergence de la Cité du multimédia de Montréal ont également été présentés à la presse française lors d'une mission au Québec. À cette occasion, le vice-premier ministre, M. Bernard Landry, a présenté à une trentaine de journalistes français et à une centaine d'invités spéciaux les faits saillants du programme gouvernemental d'encouragement au multimédia et aux nouvelles technologies de l'information, ainsi que la Cité du multimédia de Montréal.

Tout au cours de l'année, la DGQP a entretenu des contacts suivis avec les journalistes chargés de la politique québécoise dans les principaux médias nationaux français, notamment à l'occasion de la cam-

[1] En raison des liens institutionnels particuliers entre la France et la principauté de Monaco, ce pays relève de la Direction générale France au ministère des Relations internationales.

pagne électorale au Québec à l'automne 1998 et de la visite en France du premier ministre, M. Lucien Bouchard, en mars 1999.

Enfin, la DGQP a considérablement accru son rayonnement en offrant à sa clientèle un site Internet (www.delegationquebec.fr) où l'on retrouve une documentation exhaustive sur la DGQP, ses services et ses activités, ainsi qu'une multitude de renseignements et de liens hypertextes permettant de découvrir le Québec.

2.2.3 Actions sectorielles

La coopération entre le Québec et la France affiche toujours le même dynamisme couvrant un nombre de secteurs d'intérêt prioritaire pour les deux partenaires. Ces actions sont principalement canalisées par la Commission permanente de coopération franco-québécoise (CPCFQ), instance bilatérale de coopération qui, lors de sa 57e session tenue les 25 et 26 janvier 1999 à Québec, a adopté une programmation biennale pour les années 1999 et 2000. Les activités soutenues par la CPCFQ ont donné lieu en 1998 à plus de 600 missions et stages répartis à peu près également dans un sens et dans l'autre.

L'accompagnement des intérêts économiques, l'un des objectifs de la coopération bilatérale en 1998, s'est concrétisé par un soutien à des projets dans quatre champs d'intervention : le renforcement des réseaux d'appui aux PME, les partenariats pour la gestion des villes, le développement local, la tenue de deux rencontres technologiques franco-québécoises. Ces rencontres, lancées en 1997 par les premiers ministres qui en ont confié la coordination au Groupe franco-québécois de coopération économique, portaient en 1998 sur la télémédecine et sur le traitement des déchets organiques d'origine animale. La Commission permanente a décidé d'appuyer les deux rencontres technologiques prévues en 1999 et certains autres projets visant la valorisation de la recherche, la protection de l'environnement et le développement durable, le développement local ainsi que le tourisme.

De façon à donner suite à l'impulsion accordée au thème de l'économie sociale par les premiers ministres du Québec et de la France en décembre 1998, une première rencontre de travail s'est tenue à Paris en mars 1999 et divers sous-thèmes de coopération ont été retenus.

En science et technologie, le Québec et la France ont axé leur coopération sur la mise en valeur des pôles d'excellence, notamment par le lancement de programmes de recherche conjoints sur les thèmes suivants : matériaux et propriétés d'usage, santé (vieillissement), environnement. Parallèlement s'est poursuivi le soutien aux programmes de recherche amorcés les années précédentes en neurosciences, en ingénierie, en méthodes biologiques alternatives, en sciences économiques ainsi qu'en sciences humaines et sociales. Le développement de relations entre chercheurs a été appuyé, notamment, par la voie d'échanges de professeurs-chercheurs invités, par la participation de chercheurs à des rencontres scientifiques internationales et à l'occasion des *Entretiens Jacques Cartier*. Le programme de cotutelles de thèses a permis à une trentaine de jeunes chercheurs québécois et français de bénéficier de cette formule croisée de supervision des études. La valorisation des activités de recherche a été soulignée grâce à la publication, en mai 1998, d'un supplément à la revue française *La Recherche*, puis, en mars 1999, d'un supplément à la revue *Interface* de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS). À souligner également la tenue en mai 1998 d'un important colloque portant sur *Le Québec et la France : état de la coopération scientifique et enjeux*, sous l'égide du Centre de coopération interuniversitaire franco-québécoise dans le cadre du congrès de l'ACFAS.

Dans le secteur des inforoutes, la coopération franco-québécoise a permis des interventions dans des domaines de pointe pour le développement des soins de santé à distance, de la place du français dans les standards Internet, du traitement linguistique du français dans les moteurs de recherche et du rayonnement de l'expertise québécoise en multimédia. Dans le domaine de la télémédecine et de la carte-santé, plusieurs échanges ont permis à des équipes de mettre en commun leur expertise, notamment en cardiopédiatrie, dans le domaine de la sécurité des données et entre centres mère-enfant. La normalisation internationale a également retenu l'attention tout au long de l'année. Le Centre de veille en industries de la langue (CEVEIL) a coordonné les actions d'industriels qui siègent au *World Wide Web Consortium* (W3C) et à l'*Internet Engineering Task Force* (IETF), entre autres pour favoriser la prise en considération des aspects linguistiques à la faveur de la francisation des inforoutes. Le traitement de la langue française dans Internet a aussi fait l'objet de recherches par trois équipes franco-québécoises concernant l'amélioration des moteurs de recherche. Dans le domaine du multimédia, une subvention a été accordée à l'Association des producteurs en multimédia du Québec afin de favoriser le dépôt de candidatures au concours des *Milia d'Or* qui s'est déroulé lors du MILIA à Cannes, en février 1999. Deux firmes québécoises ont été retenues parmi les finalistes et l'une d'entre elles a remporté deux *Milia d'Or*.

Le projet concernant les techniques de médiation et de conciliation a été marqué par la production du *Guide du conciliateur et de la conciliatrice*, une con-

tribution de la coopération franco-québécoise à la modernisation de l'État et des politiques publiques en matière de relations de travail.

En matière de culture, le bilan de l'année démontre une évolution de la coopération vers des projets plus structurants et à large rayonnement. C'est ainsi que la CPCFQ a apporté un concours soutenu à la tenue du Printemps du Québec en France et du Salon du livre de Paris dont le Québec était l'invité d'honneur. De même, la Commission permanente a apporté son soutien à la présentation de la comédie musicale *Notre-Dame de Paris* et à la rétrospective de l'œuvre de Rodin au Musée du Québec. Par ailleurs, lors du 4e Carrefour international de théâtre à Québec, la France était à l'honneur avec la présentation de quatre pièces. Enfin, au chapitre de la valorisation de l'identité commune, la coopération franco-québécoise a soutenu des recherches conjointes dans le domaine du patrimoine et la tenue d'expositions. Elle a facilité la mise en réseau d'institutions culturelles majeures, notamment dans les domaines des musées et des bibliothèques nationales, de la musique, du livre et du cinéma.

L'appui à la jeunesse demeure un élément central de la relation franco-québécoise. Ainsi, une structure de concertation a été mise en place afin de soutenir des projets de coopération visant l'amélioration de l'insertion sociale et professionnelle, l'orientation et la formation des jeunes dans un contexte de développement local, la création de nouveaux emplois. En matière d'éducation, le concours franco-québécois *Histoires croisées* a été reconduit pour une seconde année, permettant à plus de 200 jeunes Québécois et Français de présenter sur un site Web une page de l'histoire commune de nos deux sociétés.

La 45e séance du Conseil d'administration de l'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ) a eu lieu en décembre 1998, à Québec. La ministre des Relations internationales du Québec, Mme Louise Beaudoin, et la ministre de la Jeunesse et des Sports de la République française, Mme Marie-George Buffet, ont souhaité donner une nouvelle impulsion à l'Office en signant une déclaration d'orientation. Cette déclaration vise à soutenir les efforts de l'OFQJ en vue d'offrir aux jeunes les meilleures chances de réussite dans le nouvel environnement international. Toujours en décembre, à l'occasion de la visite au Québec du premier ministre français, l'excellence des résultats des stages de jeunes Québécois et de jeunes Français a été soulignée lors d'un événement spécial organisé pour marquer le 30e anniversaire de l'Office. Ces jeunes ont d'ailleurs été honorés par des bourses remises lors d'une cérémonie à l'Assemblée nationale.

Les activités régulières de l'Office ont permis la réalisation de 1 684 séjours d'études, de stages et d'activités culturelles pour de jeunes Québécois en France et de 1 274 séjours de jeunes Français au Québec. De plus, l'Office a été désigné pour organiser la participation de la jeunesse québécoise au Printemps du Québec en France. L'année 1998 a également été marquée par le renouvellement de l'entente entre l'Office et Emploi-Québec, qui vise une clientèle plus défavorisée sur le plan de l'emploi.

2.3 Amériques

2.3.1 États-Unis

L'intensification du commerce avec les États-Unis s'est poursuivie en 1998. En effet, 83,6 % des exportations internationales du Québec étaient dirigées vers ce pays, en hausse de 11,4 % sur l'année précédente pour totaliser 47,7 milliards de dollars. Les États-Unis demeurent donc, et de loin, le premier partenaire commercial du Québec.

Ce pays constitue un territoire prioritaire pour l'action du Québec à l'étranger. Pour refléter l'importance qu'il attache à ce territoire, le ministère des Relations internationales a entrepris cette année le renforcement de son réseau de représentation en créant deux nouveaux postes de conseillers à la Délégation générale du Québec à New York, soit ceux de conseiller aux affaires régionales et de conseiller à l'administration. Des démarches furent également entreprises pour augmenter l'effectif des antennes de Boston et de Chicago. Au siège social, la Direction États-Unis a entrepris le renouvellement de son effectif en organisant un concours de recrutement pour jeunes diplômés. Deux nouveaux conseillers furent engagés, l'un en remplacement d'un conseiller affecté à l'étranger et l'autre dans le cadre d'un nouveau poste.

La Direction États-Unis, la Délégation générale du Québec à New York et les différentes antennes du Québec aux États-Unis ont poursuivi l'intensification de leurs actions de façon à raffermir les alliances existantes et à en développer de nouvelles.

2.3.1.1 Relations intergouvernementales

Plusieurs missions ministérielles et gouvernementales ont été réalisées au cours de l'année afin de promouvoir les intérêts du Québec en territoire américain et d'y faire valoir ses principaux atouts. Le premier ministre, M. Lucien Bouchard, s'est rendu aux États-Unis à trois reprises, alors que quatre ministres et plusieurs membres de l'Assemblée nationale y ont effectué des visites officielles.

Soulignons d'abord la mission Québec/États-Unis, pilotée par le premier ministre, qui s'est rendue à Boston, Atlanta, Chicago et Philadelphie du 18 au 22 mai 1998. M. Bouchard s'est entretenu avec les

gouverneurs du Massachusetts, de l'Illinois et de la Pennsylvanie ainsi qu'avec le lieutenant-gouverneur de la Georgie. Il s'est adressé à plusieurs tribunes de prestige, rejoignant ainsi plus d'un millier de décideurs américains des milieux économique, financier et académique. Cette mission a donné lieu à la tenue d'une quarantaine d'ateliers sur des thèmes aussi divers que l'investissement, la vocation financière de Montréal, la coopération universitaire, le tourisme, la culture et les biotechnologies.

Les 8 et 9 juin 1998, M. Bouchard participait, à Fredericton (Nouveau-Brunswick), à la 23e Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'est du Canada. Un plan d'action sur les précipitations acides et le mercure a été présenté et la Conférence a adopté des résolutions touchant l'environnement, l'énergie, la coopération économique et l'établissement dans le Nord-Est d'un corridor international de biotechnologie. L'une de ces résolutions a confirmé la tenue d'un deuxième Forum des gens d'affaires du Nord-Est à Montréal, en 1999. Des rencontres bilatérales se sont tenues avec les gouverneurs King du Maine et Shaheen du New Hampshire.

En juillet, le premier ministre a participé à la réunion du Conseil des gouverneurs des Grands Lacs, au sein duquel le Québec bénéficie d'un statut d'observateur. Il y a présenté une proposition de mise en place d'un marché électronique régional entre le Québec et le Midwest.

À l'invitation de la gouverneure Shaheen, le premier ministre s'est également rendu au New Hampshire à titre de conférencier invité dans le cadre du *World Trade Expo and Governor's Conference*, auquel participait un groupe d'entreprises québécoises. À cette occasion, il a aussi rencontré le secrétaire au Commerce des États-Unis, M. William Daley.

Le ministre délégué à l'Industrie et au Commerce, M. Roger Bertrand, a participé, en avril 1998, à New York, à un symposium sur l'industrie du multimédia, qui visait la mise en valeur de l'expertise du Québec comme fournisseur de produits multimédias et place d'affaires dans ce secteur.

En mars 1999, la ministre des Relations internationales, Mme Louise Beaudoin, s'est rendue à New York et au New Jersey, où elle a rencontré le recteur de l'Université Princeton ainsi que les autorités du Comité d'études canadiennes et de la *Woodrow Wilson School of Public and International Affairs*. Elle s'est entretenue avec la gouverneure du New Jersey, Mme Christine Todd Whitman, avec qui elle a convenu de poursuivre la coopération dans le secteur des biotechnologies. Enfin, elle a rencontré un groupe d'observateurs américains avec qui elle a discuté des perceptions américaines à l'égard du Québec.

Au début de 1999, la Délégation générale du Québec à New York a organisé, avec le ministère des Finances et les Centres financiers internationaux de Montréal, une mission de promotion de Montréal comme place financière. Le ministre des Finances, M. Bernard Landry, était présent et s'est adressé à quelque 150 représentants des milieux financiers new-yorkais.

En mars, comme à chaque année, M. Landry a présenté le budget du Québec 1999-2000 aux analystes et banquiers de New York. La nouvelle de l'atteinte de l'équilibre budgétaire a été très bien accueillie.

Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, M. Rémy Trudel, a participé, également en mars, au *International Boston Seafood Show*, au cours duquel il a rencontré de nombreux clients du Québec et fait la promotion de nouveaux produits. Cette mission lui a également permis de se familiariser avec les nouvelles technologies dans le secteur des produits marins.

De nombreuses missions de parlementaires furent réalisées dans le cadre des différents forums regroupant des élus américains. Par exemple, soulignons la mission en décembre du président de l'Assemblée nationale, M. Jean-Pierre Charbonneau, à San Antonio, au Texas, pour participer en compagnie d'une dizaine de députés au congrès annuel du *Council of State Governments*. Ce forum, qui regroupe les parlementaires et les hauts fonctionnaires des États américains, tiendra sa prochaine assemblée annuelle à Québec, en décembre 1999, et ce sera la première fois qu'il se réunira à l'extérieur des États-Unis. L'adjoint parlementaire de la ministre de l'Éducation, M. Jean-Guy Paré, a participé à la rencontre nationale de l'*Education Commission of States*, qui avait pour thème l'application des nouvelles technologies au domaine de l'éducation; il a présenté les politiques québécoises dans ce secteur.

La participation du Québec à des réunions de la Coalition des gouverneurs américains sur l'éthanol a non seulement mené à la conclusion d'une entente avec cette coalition américaine mais, également, à la signature d'un accord élargi avec le Mexique, la Suède et le Brésil. La coalition regroupe les gouverneurs de 22 États américains et s'est donnée pour mission de promouvoir l'utilisation accrue de l'éthanol.

Au chapitre des visites au Québec de personnalités et de dirigeants américains, le premier ministre accueillait à Montréal, en janvier, deux membres de la rédaction du *Boston Globe*. Le ministre des Relations internationales a reçu, à Montréal, le gouverneur de l'Ohio, accompagné d'une délégation de gens d'affaires. Le ministre fut également associé à l'accueil d'une délégation économique dirigée par le maire de Dallas.

En février, Québec accueillait, à l'occasion du Carnaval, une délégation de parlementaires de l'État du Maine, dirigée par le président du Sénat, M. Mark W. Lawrence, et par le président de la Chambre des représentants, M. Steven Rowe.

La 4e édition de *Co-Entreprise* s'est tenue en mai à Québec. Cet événement annuel met en présence des centaines de gens d'affaires du Québec et du Maine et vise à favoriser le maillage entre les entreprises. Le premier ministre a reçu à Québec, à cette occasion, le gouverneur du Maine, M. Angus S. King.

L'entente de coopération multisectorielle entre le Québec et la Pennsylvanie a donné lieu, en septembre, à une première réunion de la Commission mixte Québec-Pennsylvanie. Cette réunion a permis d'élaborer une programmation pour les deux prochaines années, au cours desquelles sont prévues des activités dans les secteurs des biotechnologies, des technologies de l'information, de l'environnement et du tourisme.

Nomination

En août, Mme Diane Wilhelmy a été nommée déléguée générale du Québec à New York.

2.3.1.2 Affaires publiques

La Délégation générale du Québec à New York cherche à projeter une image positive du Québec, tant par ses contacts suivis avec les médias que par la diffusion de périodiques et documents comme le mensuel *Quebec Update* et la *Press Review*, et l'organisation de rencontres et d'événements. Par exemple, elle a rencontré des reporters et éditorialistes de grandes publications comme *The New York Times, The Los Angeles Times, Time, Newsweek, U.S. News and World Report, Forbes, The Wall Street Journal, Business Week*. Elle a également amorcé des contacts avec des journalistes étrangers en poste à New York susceptibles de s'intéresser au Québec. Elle a effectué une analyse continue de la presse américaine pour tout ce qui concerne le Québec et le Canada. Une intensification et une systématisation des méthodes de veille médiatique (automatisation) ont d'ailleurs été mises en place en cours d'année.

Le Bureau du tourisme du Québec à Washington a organisé, à l'occasion de l'élection québécoise du 30 novembre 1998, une soirée au *National Press Club* de Washington, où plus d'une centaine d'observateurs ont pu assister à la retransmission en direct des résultats du scrutin, commentés par des spécialistes québécois et américains. Dans les jours qui ont suivi, une table ronde au *School of Advanced International Studies* de l'Université Johns Hopkins, un dîner avec des membres du personnel de représentants et sénateurs américains et une présentation devant le Club Tocqueville de Washington ont permis à divers commentateurs québécois, journalistes et universitaires, de faire connaître leurs analyses.

Du 25 au 27 août, comme à chaque année, les *Harvard Fellows* étaient accueillis au Québec. Il s'agit d'un groupe provenant du *Center for International Studies* de l'Université Harvard, composé de diplomates, d'officiers militaires supérieurs, de politiciens, de cadres gouvernementaux et de journalistes représentant une quinzaine de pays. Cette visite a permis de mettre en valeur les atouts du Québec auprès de cette clientèle de haut niveau, qui a ainsi pu mieux comprendre la société québécoise, notamment certains enjeux économiques et constitutionnels.

La Direction États-Unis a maintenu ses relations avec les communautés et les organismes franco-américains, notamment par des collaborations avec le Forum francophone des affaires. Dans le cadre de la Semaine de la francophonie, l'auteur-compositeur-interprète Mario Chenart a donné un récital à Washington et à Chicago. Le Bureau du tourisme du Québec à Washington a collaboré à l'organisation d'une Fête de la francophonie qui a attiré 800 personnes.

La Direction États-Unis a organisé une tournée du Théâtre sans Fil en Nouvelle-Angleterre, tournée qui fut le moteur d'une série d'activités de relations publiques auprès des milieux politiques, académiques, médiatiques et culturels de cette région.

2.3.1.3 Actions sectorielles

La Direction États-Unis a participé à deux projets économiques majeurs : le Forum des gens d'affaires du Nord-Est, regroupant des entreprises de la Nouvelle-Angleterre, des provinces maritimes et du Québec; et l'élaboration d'un projet de Marché électronique régional entre le Québec et les États des Grands Lacs pour lequel un plan d'affaires a été préparé par le Centre de recherche informatique de Montréal (CRIM).

Le Service économique de la Délégation générale de New York a contribué à l'accroissement des exportations du Québec aux États-Unis par divers outils de promotion : analyses de marché, veille stratégique, organisation de missions québécoises, participation aux foires et expositions, soutien dans l'identification de représentants et de correspondants locaux. De façon régulière, il assure une veille de la situation économique et des opportunités pour les produits et services québécois sur son territoire. Il entretient des relations suivies avec des banquiers, des courtiers, des analystes; participe à la promotion du Québec comme lieu d'investissements pour les gens d'affaires américains, tout comme il maintient des relations avec les sociétés-mères d'entreprises américaines établies au Québec. Il accueille aussi des missions commerciales, notamment dans les secteurs de l'agro-alimentaire, du jouet et du cadeau.

Parmi les activités à souligner, notons la tenue, au printemps 1998, d'un symposium sur le multimédia, *Highlight Québec*, dans la *Silicon Alley* à New York, en présence du ministre de l'Industrie et du Commerce. Également le symposium sur le partenariat transfrontalier en biopharmaceutique, organisé à l'occasion de la tournée américaine du premier ministre. Ce symposium fut un franc succès tant par la qualité des interventions que par le nombre de participants.

Au chapitre de la culture, un secteur où la qualité québécoise est de plus en plus reconnue aux États-Unis, nos créateurs ont réalisé des percées marquantes au cours des dernières années, particulièrement dans les arts de la scène : cirque, danse contemporaine, théâtre d'avant-garde, dramaturgie jeune public, musique. C'est d'ailleurs dans ce secteur que la Délégation générale a effectué la majorité de ses activités de promotion en 1998-1999.

Les principales percées ont été les réalisations les plus innovatrices, par exemple, les productions du Théâtre des Deux Mondes, qui ont abondamment circulé aux États-Unis cette dernière année; les créations de Michel Lemieux et Victor Pilon, comme *Orféo* présentée au *Kennedy Center* à Washington, qui allient la haute technologie et le multimédia.

Parmi les artistes et groupes québécois qui se sont illustrés aux États-Unis et en particulier à New York, mentionnons l'Orchestre symphonique de Montréal qui a joué au *Carnegie Hall* de New York; le Cirque du Soleil, qui s'est produit à Washington et à New York devant des assistances impressionnantes; Robert Lepage qui a reçu un hommage à Philadelphie et qui a vu sa mise en scène du *Kindertotenlieder* de Mahler montée au *Lincoln Center* de New York; le Cirque Eloize, l'ensemble Anonymus et l'Ensemble de tango Romulo Larrea.

Dans les domaines des arts visuels et de la littérature, des expositions ont mis en valeur des peintres comme Betty Goodwin, Claude Simard et Daniel Villeneuve, tandis que des rencontres littéraires ont accueilli Marie-Claire Blais, Nicole Brossard et Madeleine Monette.

En muséologie, la venue au *Cooper-Hewitt National Design Museum* de l'exposition de Disney organisée par le Centre canadien d'architecture de Montréal, tout comme l'exposition *Transformation : Prix Saidye Bronfman* présentée au *American Craft Museum* ont marqué une percée du Québec dans les milieux des arts visuels contemporains et de la muséologie.

Par ailleurs, plus d'une trentaine de missions d'acheteurs américains au Québec et d'agents québécois aux États-Unis ont été organisées et ont eu des retombées concrètes. La Délégation générale s'est également associée à la présentation d'extraits de spectacles lors de grands congrès tels ceux de la *International Society for the Performing Arts*, la *Northeastern Performing Arts Conference*, le *International Showcase 99* ou encore le CINARS à Montréal.

Enfin, la Délégation générale accueille et soutient les deux résidents du studio du Québec à New York, qui sont choisis annuellement par des jurys du Conseil des arts et des lettres du Québec. Au cours de l'année 1998-1999, le musicien de jazz Michel Lambert et la sculpteure Rose-Marie Goulet ont occupé le studio; depuis le début de 1999, c'est le poète et critique André Roy.

Dans le domaine de l'éducation, la Direction États-Unis a reconduit son aide financière et technique aux associations américaines d'experts en affaires québécoises et canadiennes, soit l'*American Council for Québec Studies* (ACQS) et l'*Association for Canadian Studies in the United States* (ACSUS) ainsi qu'au Centre d'études canadiennes de la *State University of New York* à Plattsburgh, qui organise le séminaire annuel *Quebec Summer Seminar* à l'intention d'universitaires américains. Une participation québécoise a été assurée à plusieurs colloques et réunions académiques et scientifiques, dont l'*American Association of Teachers of French* à Montréal, l'*American Council for Québec Studies* à Charleston et la *New York State Political Science Association*. La Direction a aussi facilité la participation de membres des communautés universitaires québécoise et américaine à des événements académiques, notamment le professeur Pierre-Paul Proulx de l'Université de Montréal, qui participait au lancement du programme d'études nord-américaines de l'Université Roosevelt, à Chicago, et celle du professeur Craig Van Grasstek (Washington) à un Symposium sur le libre échange à l'Université McGill.

Au chapitre du tourisme, la Direction États-Unis fut active au sein du Comité bilatéral Québec-Maine pour le développement du corridor Chaudière-Kennebec, un projet visant à mettre en valeur les ressources de la route Chaudière-Kennebec, qui traverse les régions Québec-Beauce-Appalaches et le nord de l'État du Maine. Le comité regroupe des représentants des ministères de la Culture et des Communications, du Tourisme, des Relations internationales ainsi que des associations touristiques régionales. De son côté, le Bureau du tourisme du Québec à Washington a fourni un service d'information touristique aux résidents de la région, aux agences de voyages et à des journalistes. Plusieurs articles très favorables concernant le Québec ont paru dans divers médias nationaux et régionaux.

En matière de science et technologie, le ministère des Relations internationales et le ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie ont appuyé la participation d'une trentaine de partenaires privés et publics du secteur des biotechnologies au congrès-exposition de la *Biotechnology Industry Organization*, qui avait lieu à New York, en juin. Il s'agit de la plus importante manifestation en Amérique dans ce secteur. Le Québec a pu y promouvoir son expertise et s'informer des nouvelles tendances. La 5e édition de *Bio-Contact Québec*, un symposium international sur le partenariat biopharmaceutique, a bénéficié d'un appui de la Direction États-Unis, ce qui a facilité la venue de nombreux représentants américains de l'industrie et du secteur public. L'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS) a reçu une aide afin de compléter un accord avec l'*American Association for the Advancement of Science* (AAAS). Dans le cadre du projet *PROBUSEL*, la société ÉcoVia inc. a obtenu une aide financière pour l'organisation d'une mission technique à Chattanooga, au Tennessee, afin de s'informer du système de transport public électrique de cette ville. Le projet *PROBUSEL* propose l'utilisation d'autobus électriques pour le transport en commun au Québec.

2.3.2 Amérique latine et Antilles

La Direction Amérique latine et Antilles, la Délégation générale du Québec à Mexico, les différentes antennes du Québec sur le territoire et les délégués non-résidents ont poursuivi, cette année, leurs activités conformément aux orientations et priorités ministérielles. L'année 1998 a été marquée, notamment, par l'ouverture de la Délégation du Québec à Buenos Aires, l'installation d'une antenne pour l'Amérique centrale au Costa Rica, l'intensification des activités avec le Mexique, en préparation d'une Mission Québec dans ce pays, ainsi que par une importante restructuration organisationnelle de la Direction.

2.3.2.1 Relations intergouvernementales

Plusieurs missions ministérielles et gouvernementales ont été réalisées au cours de l'année pour promouvoir les intérêts du Québec en Amérique latine et aux Antilles. Au Mexique, la ministre déléguée aux Mines et aux Terres, Mme Denise Carrier-Perreault, a dirigé une mission en géomatique et signé une lettre d'intention avec le Conseil des ressources minières de ce pays. Pour sa part, la Délégation générale du Québec à Mexico (DGQM) a poursuivi son action auprès du gouvernement fédéral mexicain et de ceux des États. Le délégué général, M. Patrice Lafleur, a rencontré, entre autres, le gouverneur de l'État de San Luis Potosí et plusieurs députés, sénateurs et dirigeants des principaux partis politiques. Dans la foulée de la Conférence parlementaire des Amériques, il a aussi rencontré à plusieurs reprises le président du Comité des relations internationales du Congrès de la République mexicaine. Dès le début de 1999, le pupitre Mexique et la DGQM ont travaillé activement à la préparation d'une Mission Québec au Mexique en concertation avec les ministères sectoriels et les institutions participantes.

En ce qui concerne l'Argentine et le Brésil, le sous-ministre adjoint aux affaires bilatérales, M. Denis Gervais, a effectué une mission en Argentine pour informer les autorités de l'intention du gouvernement du Québec d'ouvrir une délégation dans leur pays. Le responsable de cette représentation, M. Denis L'Anglais, est entré en poste à Buenos Aires, en janvier 1999. Le député Gilles Baril, adjoint parlementaire du ministre de l'Économie et des Finances, a pour sa part dirigé une mission commerciale en Argentine, dans les provinces de Córdoba et Santa Fe. De son côté, le Québec a reçu deux représentants de la province de Buenos Aires : le ministre de la Production et de l'Emploi, M. Carlos Ramón Brown, ainsi que le secrétaire de la Fonction publique, M. Enrique Angel Sette, qui a signé une entente de coopération avec l'ÉNAP. Le Québec a aussi accueilli, en juillet 1998, une délégation brésilienne de coopération en foresterie, dirigée par le secrétaire spécial de l'Environnement de l'État de Mato Grosso et, en novembre 1998, une délégation de parlementaires de l'Union nationale des Assemblées législatives des États fédérés brésiliens.

Pour ce qui est des pays de la communauté andine, le délégué non-résident du Québec, M. Aubert Ouellet, s'est rendu en Équateur et en Bolivie à deux reprises pour nouer, d'une part, des contacts avec les autorités gouvernementales et, d'autre part, promouvoir l'expertise québécoise, notamment en matière de réforme des systèmes de la santé et de l'éducation. De plus, il a établi un réseau de contacts avec l'Association des professeurs de français, l'Alliance française et le milieu universitaire. En juin 1998, le Québec a reçu le ministre du Travail et des Micro-entreprises de la Bolivie, M. Leopoldo López Cossio, qui était accompagné de plusieurs dirigeants du milieu des coopératives et de la micro-entreprise, intéressés par les lois coopératives québécoises et les relations de contrôle et de soutien entre l'État et le mouvement coopératif. Son collègue, le ministre des Mines et de la Métallurgie, M. Anan Zamora, avait séjourné quelques jours au Québec, un mois plus tôt, afin de participer au congrès mondial MIGA réservé au secteur minier et à une réunion des responsables du projet de législation relative à la protection environnementale des territoires miniers, projet qui a été confié au ministère québécois des Ressources naturelles avec la participation de l'ACDI. En mai, la venue de l'intendant chilien de la région de Santiago,

M. German Quintana Pena, a donné lieu à la signature d'un procès-verbal en matière d'environnement urbain avec le ministère de la Métropole. La visite en novembre de M. Oscar Feo, secrétaire d'État à la Santé de l'État d'Aragua au Venezuela, a permis de positionner le Québec pour l'octroi de contrats dans le domaine de la santé.

Plusieurs missions ont également été réalisées en Amérique centrale et aux Antilles. En mai 1998, le vice-premier ministre et ministre d'État de l'Économie et des Finances, M. Bernard Landry, a représenté le gouvernement du Québec lors de la cérémonie de passation des pouvoirs du nouveau président du Costa Rica, M. Miguel Angel Rodríguez. À cette occasion, le sous-ministre adjoint de l'Environnement et de la Faune, M. Denys Jean, a participé à un séminaire sur la gestion des matières résiduelles. Également en mai, l'adjoint parlementaire du vice-premier ministre et ministre d'État de l'Économie et des Finances, M. Gilles Baril, a dirigé une mission commerciale au Nicaragua. En mars, le délégué non-résident du Québec pour l'Amérique centrale et les Antilles, M. Jacques Desruisseaux, a effectué une première mission officielle au Costa Rica, au Nicaragua et au Honduras pour promouvoir la coopération institutionnelle dans le cadre du programme de reconstruction à la suite des désastres causés par l'ouragan Mitch. Le délégué avait dirigé, en novembre 1998, une mission institutionnelle et commerciale à la Foire internationale de La Havane.

2.3.2.2 Affaires publiques

Dans une perspective de promotion des intérêts du Québec sur le territoire mexicain, la Délégation générale du Québec à Mexico (DGQM) a organisé des Journées du Québec et son personnel a participé à divers colloques, congrès, conférences et événements francophones dans tous les secteurs de sa compétence. La Délégation a également été présente lors d'événements économiques impliquant le Conseil mexicain pour l'exportation (CEMAI), la Confédération patronale du Mexique (COPARMEX) et le Conseil mexicain des ingénieurs écologistes (CONIECO). Le 30 novembre 1998, plus de 80 intellectuels, politiciens, représentants de partis politiques, analystes politiques et journalistes mexicains ont pu suivre en direct, au siège de la Délégation générale, la télédiffusion des résultats de la soirée des élections.

En janvier 1999, le Québec a été l'hôte d'une délégation de journalistes scientifiques de la Colombie, du Chili, du El Salvador, du Panamá et de la République dominicaine venue s'informer de la situation de l'industrie québécoise de l'amiante et de l'utilisation sécuritaire de ce matériau.

2.3.2.3 Actions sectorielles

Le Groupe de travail Québec-Mexique (GTQM), organisme officiel de coopération entre les deux gouvernements et composé de représentants de ministères et d'institutions québécois et mexicains, a tenu sa VIII[e] session à Mexico, les 1[er] et 2 juin 1998. Quelque 90 projets ont été retenus en éducation, science et technologie et culture. En novembre, pour faire le point sur l'état d'avancement de ces projets, le Québec recevait M. Jaime Nualart, directeur général de la coopération éducative et culturelle au ministère des Affaires extérieures du Mexique.

Les universités québécoises ont été très actives sur le territoire mexicain. En effet, la majorité d'entre elles étaient représentées au salon étudiant *Universitarea* où le kiosque québécois fut parmi les plus visités. De plus, plusieurs missions ont permis la conclusion d'ententes entre l'Université de Montréal, l'*Universidad de las Américas*, l'*Universidad Nacional Autónoma de México* (UNAM) et l'*Instituto Politécnico*; et entre l'Université Laval, l'*Universidad Autónoma de Guanajuato* et l'*Universidad Panamericana*. Des représentants de la Conférence des recteurs et principaux des universités du Québec, de la Direction Amérique latine et Antilles et de la DGQM ont participé à Mérida, en juin, au congrès annuel de l'Association nationale des universités et institutions d'enseignement supérieur du Mexique.

Dans le secteur de l'enseignement collégial, Cégep international a tenu au Québec, à l'été 1998, un stage de perfectionnement sur l'élaboration de programmes par compétences pour une vingtaine de chefs d'établissements et de professeurs mexicains. En novembre, les représentants des cégeps de Matane, Rimouski et Sainte-Foy ont reçu le directeur général de l'*Instituto Tecnológico y de Estudios Superiores de Monterrey Campus Hidalgo*, M. Sergio Figueroa, en vue d'élaborer un programme en écoforesterie.

Dans le domaine de la science et de la technologie, les secteurs de coopération les plus actifs ont été la géomatique, l'énergie, l'environnement ainsi que l'agroalimentaire. En géomatique, des représentants du ministère des Ressources naturelles ont effectué une mission pour amorcer des projets en matière de système d'information géographique avec le ministère mexicain de l'Environnement, le gouvernement du District fédéral, le Conseil des ressources minérales du Mexique, l'*Instituto de Información Territorial del Estado de Jalisco* et des représentants de l'État de San Luis Potosí. Dans le secteur de l'énergie, le directeur du *Laboratorio de Pruebas de Equipos y Materiales* a séjourné au Québec dans le but d'établir une collaboration avec l'Institut de recherche en électricité du Québec. En environnement, les premières étapes en vue de la création de la Chaire industrielle

internationale de gestion des ressources hydriques entre l'UQÀM et l'*UNAM* ont été entreprises. Dans le secteur agroalimentaire, des représentants du Groupe *LALA* (producteur mexicain de lait) ont effectué, à l'automne 1998, une mission pour poursuivre et consolider leur collaboration avec l'Université McGill. Enfin, l'Institut agroalimentaire de Saint-Hyacinthe a participé à la foire d'Irapuato, dans l'État de Guanajuato.

Sur le plan culturel, les efforts du pupitre Mexique et de la Délégation générale ont permis de concrétiser de nombreux dossiers qui ont eu des effets multiplicateurs. En avril 1998, une mission de représentants en muséologie, organisée de concert avec le ministère de la Culture et des Communications, a eu pour résultat l'intégration de plusieurs projets à la programmation officielle du GTQM. Un partenariat entre le Musée de la civilisation et *El Museo Nacional de Culturas Populares* a permis de présenter l'exposition *Les imaginaires mexicains* à Québec, de mai 1998 à février 1999. Deux autres expositions mexicaines d'importance ont été présentées à la maison Hamel-Bruneau et au Musée de Charlevoix. Par ailleurs, une mission au Mexique du président-directeur général du Commerce international des arts de la scène, M. Alain Paré, a été suivie de la venue d'une délégation de diffuseurs mexicains au marché CINARS, en décembre 1998, à Montréal.

Le Québec a, une fois de plus, été présent sur les scènes des festivals internationaux du Mexique. En octobre 1998, le *Festival Internacional Cervantino* de Guanajuato accueillait la version espagnole de la pièce de Robert Lepage *Les aiguilles et l'opium*, ainsi que l'ensemble musical TUYO, alors qu'en mars 1999, le prestigieux *Festival del Centro Histórico de la Ciudad de México* mettait à l'affiche *Leitmotiv* du théâtre Les Deux Mondes. Pour sa part, en août, l'École de mime Omnibus a donné des ateliers et des représentations lors du *Primer Encuentro de Teatro del Cuerpo* à Querétaro et à Mexico. En danse, signalons la tournée de la compagnie Montréal Danse en avril dans cinq États mexicains et la présentation du spectacle *Le partage des peaux II* à l'*UNAM* par la compagnie *Le Corps Indice*. L'année écoulée aura également permis de constater que le théâtre québécois est de plus en plus joué en version espagnole à Mexico : *Les muses orphelines* et *Les Feluettes* de Michel-Marc Bouchard ont été présentées à l'*UNAM*, alors que *La leçon d'anatomie* de Larry Tremblay est toujours à l'affiche au *Teatro El Granero*, huit mois après la première.

La coopération en arts visuels a généré plusieurs expositions québécoises en photographie, peinture et sculpture. Parmi les artistes présentés, citons Alain Stanké, André Michel et Pierre d'Amours ainsi que des photographes de la galerie Occurrence qui ont exposé dans le cadre de *Fotoseptiembre*. À la demande du *Museo Tecnológico de la Comisión Federal de Electricidad*, l'exposition-installation électronique *La Ciudad del Poeta* de Marie-José Beaudoin a entamé sa deuxième année dans ce musée. La *Bienal Internacional del Cartel de México* a, pour sa part, invité l'artiste Vittorio et le professeur Raymond Vézina de l'UQÀM et exposé 22 affiches d'étudiants et de professeurs de cette université; un étudiant québécois a d'ailleurs mérité une médaille d'argent à cette occasion.

Dans le domaine de l'édition, rappelons la participation de plusieurs éditeurs et du poète Claude Beausoleil à la Foire internationale du livre de Guadalajara, la poursuite de coéditions en poésie et la présence de l'auteur et traducteur René Gingras au Colloque international des traducteurs de théâtre. En audiovisuel, une collaboration entre la Cinémathèque québécoise, la DGQM et la Cinémathèque de l'*UNAM* a mené à la réalisation de deux Semaines de cinéma québécois, l'une à Mexico et l'autre à Monterrey. Le *Festival de Cine para Niños y no tan Niños* a, de son côté, accueilli Robert Roy du Centre international du film pour l'enfance et la jeunesse et Jean Beaudry des Productions *La Fête*, en plus de présenter le film *Pas de répit pour Mélanie*.

Pour sa part, la section économique de la DGQM a traité 322 dossiers commerciaux, soit 102 dossiers de plus qu'en 1997-1998. Elle a par ailleurs participé à l'organisation de 49 missions commerciales et de 262 rencontres individuelles d'affaires. Elle a aussi assuré une participation québécoise à 14 foires et congrès en plus de participer directement à 49 foires, congrès et visites industrielles.

En 1998, le Service de l'immigration de la DGQM a émis 371 certificats de sélection dans la catégorie famille, 257 pour les gens d'affaires et 1 031 pour les immigrés indépendants. Par ailleurs, 343 certificats d'acceptation ont été émis à des immigrés temporaires pour qu'ils entreprennent des études au Québec.

La coopération avec l'Argentine et le Brésil s'est aussi développée grâce, notamment, à plusieurs missions dans les domaines de la santé, de l'administration des hôpitaux, des transferts technologiques, de l'environnement, de l'agriculture, de l'enseignement aérotechnique, de la recherche biologique, de l'hydraulique et de la sécurité publique. Notons, à titre d'exemple, la mission au Brésil de l'Université Laval en géologie, la présence au Québec d'une délégation brésilienne multisectorielle dans le cadre de l'Accord de coopération entre l'État du Minas Gerais et le Québec ainsi que la visite du directeur de l'Académie de police civile de cet État à Montréal, Nicolet et

Québec, dans le but de mieux connaître l'expertise québécoise en matière de sécurité publique.

Parmi les faits saillants relatifs aux pays andins, mentionnons la signature d'une entente de coopération en matière de développement des ressources humaines avec la Colombie, permettant à 50 boursiers de fréquenter les universités québécoises. Au cours de la période, l'ÉNAP a diffusé son programme de « formation des formateurs » à des hauts fonctionnaires du Venezuela et du Chili. De plus, la directrice de l'entretien du réseau routier du Venezuela a effectué, à l'été 1998, un stage au Québec dans le but de se sensibiliser à nos techniques de réfection des routes.

Sur le plan multilatéral, le 2e séminaire sur la gestion des technologies de l'éducation, réalisé en coopération avec l'Organisation des États américains, a eu lieu à Montréal, du 22 mai au 17 juin 1998. Une délégation latino-américaine de douze participants y a assisté. Un autre séminaire organisé par le ministère des Ressources naturelles et l'Organisation latino-américaine de l'énergie (OLADE) a eu comme retombée la nomination d'une ingénieure québécoise au siège social de l'OLADE en Équateur pour promouvoir l'expertise québécoise dans le domaine énergétique. Pour une troisième année consécutive, quatre professeurs québécois ont séjourné dans des institutions d'Amérique latine pour entreprendre des recherches avec l'appui de l'Institut interaméricain de coopération agricole. De plus, la Direction Amérique latine et Antilles (DALA) et l'Alliance coopérative internationale ont appuyé les efforts de l'Institut de recherche et d'études sur les coopératives de l'Université de Sherbrooke pour la création éventuelle du Réseau universitaire des Amériques en études coopératives. La DALA a continué d'apporter son soutien au développement du site Web ÉduQuébec, au Conseil québécois pour l'Amérique latine et à l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences et ce, en vue de mieux faire connaître le Québec auprès d'interlocuteurs et de partenaires latino-américains.

Enfin, dans le cadre de la promotion du français, le Ministère a organisé, à l'été 1998, en collaboration avec l'Université Laval et l'Université de Montréal, un stage de perfectionnement en français au Québec.

2.4 Asie-Pacifique, Afrique et Moyen-Orient

2.4.1 Asie-Pacifique

En dépit de la crise financière et monétaire qui l'affecte sérieusement depuis le milieu de 1997, l'Asie-Océanie, formée de quelque 37 entités économiques indépendantes, demeure un pôle majeur du développement économique mondial. La région est composée de plusieurs sous-ensembles : le Japon, la grande Chine (République populaire de Chine, Hong Kong et Taiwan), l'Asie du Sud-Est, l'Indochine, l'Asie du Sud et l'Océanie. L'organisation fonctionnelle des pupitres de la Direction Asie-Pacifique respecte ce découpage. Le gouvernement du Québec, seul ou en partenariat, a établi des ponts avec certains pays de la région, en fonction de ses priorités. Les principaux pays ciblés sont le Japon, la grande Chine, la Corée du Sud et le Viêt-nam.

2.4.1.1 Relations intergouvernementale

La Délégation générale du Québec à Tokyo demeure une des assises de la relation entre le Québec et la région Asie-Pacifique. Depuis décembre 1998, le Québec dispose en plus d'un bureau officiel polyvalent à Kuala Lumpur, en Malaisie, et à Beijing, en république populaire de Chine. Sa présence est assurée ailleurs dans la région (Corée du Sud, Indonésie, Taiwan, Thaïlande, Philippines, Viêt-nam) par des représentants recrutés localement, essentiellement des représentants commerciaux.

En octobre 1998, le ministre des Relations internationales, M. Sylvain Simard, a effectué une mission au Japon comme suite à une invitation du gouvernement japonais dans le cadre de son programme *Leaders d'opinion*. Durant ce séjour, il a rencontré le prince Takamado, membre de la famille impériale. De plus, il a eu des entretiens avec les autorités du ministère des Affaires étrangères, notamment le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, M. Nobutaka Machimura, et les équipes de direction des Affaires d'Amérique du Nord, des Affaires économiques et des Affaires culturelles. Finalement, il s'est entretenu avec le maire de Hiroshima, ville jumelée avec Montréal, et le vice-maire de Kyoto.

M. Simard a visité l'école secondaire Caritas, dans la préfecture de Kanagawa, exemple vivant de l'apport des communautés religieuses québécoises dans l'enseignement au Japon. Il a aussi prononcé une allocution sur le Québec contemporain devant les professeurs et les étudiants de l'Université Keio, la plus importante université privée du pays.

Enfin, devant les gens d'affaires, le ministre a rappelé l'importance de nos échanges économiques et a invité les investisseurs japonais à s'implanter au Québec.

Du côté de la république populaire de Chine, l'année a été marquée par l'ouverture du Bureau du Québec à Beijing, en décembre, et la nomination de M. Jean Marchand comme représentant. Quant au Bureau de Shanghai, une entente a été prise avec le gouvernement fédéral pour que le représentant du Québec soit logé au Consulat canadien. Le poste sera pourvu ultérieurement. L'ouverture de ces bureaux,

annoncée par le premier ministre à l'occasion de sa mission en Chine, marque la volonté du Québec de renforcer ses relations avec ce pays, non seulement au point de vue économique, mais aussi dans le secteur social, culturel et institutionnel.

L'intérêt pour la Chine a aussi incité le gouvernement du Québec à envoyer un don à la Croix-rouge internationale pour venir en aide aux victimes des terribles inondations survenues l'été dernier : 50 000 $ provenaient du Secrétariat à l'aide internationale et 5 000 $ du ministère des Ressources naturelles.

À la suite de la prise de poste, en juillet, du nouveau consul général de Corée du Sud à Montréal, M. Lee Sang-tae, des discussions ont été amorcées en vue de la mise en place d'un environnement propice aux échanges économiques entre la Corée et le Québec. Un projet d'entente générale de coopération avec ce pays a également vu le jour en juillet; son volet majeur vise le rapprochement entre les petites et moyennes entreprises.

Sur l'initiative du maire de Sept-Îles, le ministre délégué à l'Industrie, au Commerce, à la Science et à la Technologie, M. Roger Bertrand, a effectué une mission en Australie, du 9 au 17 mai, à la recherche d'investissements (dont ceux de North Ltd, actionnaire majoritaire de Iron Ore) destinés à la relance de l'usine de bouletage de Sept-Îles. En novembre, le Protecteur du citoyen, M. Daniel Jacoby, a participé à un colloque à Islamabad, au Pakistan, sur les libertés et les droits de la personne.

2.4.1.2 Affaires publiques

À l'occasion du 100e anniversaire de la présence québécoise au Japon, le Ministère a publié un condensé français-japonais du livre de M. Richard Leclerc, *Des Lys à l'ombre du mont Fuji*, qui retrace l'histoire de la présence de missionnaires québécois au Japon depuis 1898.

Pour souligner cet anniversaire, la Commission de toponymie a officialisé trois noms de lieux qui commémorent l'événement. Un certificat de désignation toponymique a été remis par Mme Nicole René, présidente de la Commission, au consul général du Japon à Montréal lors de la cérémonie d'inauguration de la Semaine du Japon, qui a eu lieu à Montréal, le 8 juin. Le Ministère a d'ailleurs collaboré étroitement avec la Fondation Asie-Pacifique et le Consulat général du Japon à l'organisation de cette Semaine, à laquelle ont participé plus de 1 000 personnes.

Le 3 septembre, le premier ministre, le vice-premier ministre et le ministre des Relations internationales ont rencontré une trentaine de gens d'affaires et de journalistes japonais à Québec pour leur expliquer la situation québécoise actuelle, souvent méconnue dans leur pays. Cet événement, une première, a permis de nombreux échanges de vue.

2.4.1.3 Actions sectorielles

Poursuivant ses efforts pour étoffer sa connaissance de la région, la Direction Asie-Pacifique s'est appliquée à élaborer, développer et tenir à jour un éventail de fiches pays, d'études et d'analyses régionales. Par ailleurs, elle a poursuivi la mise à jour de ses dossiers en collaboration avec les autres ministères concernés, principalement le ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie; le ministère de l'Éducation; le ministère des Ressources naturelles et le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation de même qu'avec la ville de Montréal. Le Québec gère plusieurs ententes en matière de droits de scolarité, de science et de technologie, de coopération multisectorielle, d'agriculture et alimentation et de développement économique avec la Chine, la Corée du Sud et le Viêt-nam.

Japon

Pour le Québec, les perspectives au Japon sont d'abord d'ordre économique et commercial, mais d'autres domaines comme la culture, l'éducation et la formation professionnelle donnent aussi lieu à des échanges fructueux.

Depuis 1985, le Québec privilégie, dans ses relations éducatives et scientifiques, les domaines qui concourent à son développement économique et technologique. De plus, un travail de promotion auprès des professeurs de français a permis de faire connaître les programmes qu'offrent les universités québécoises pour l'apprentissage de la langue française. En juillet, deux professeurs japonais et deux autres néo-zélandais ont effectué au Québec un stage de perfectionnement en français.

En 1998, plusieurs artistes québécois, dont André Gagnon et Marc-André Hamelin, ont eu l'occasion de se produire au Japon, avec grand succès. Le théâtre québécois s'y est également fait remarquer avec la venue du DynamO Théâtre.

Outre les activités qui se sont déroulées au Québec, la Délégation générale du Québec à Tokyo (DGQT) a assisté quelque 150 entreprises québécoises intéressées par le marché japonais. Dans les domaines culturel et éducationnel, elle a soutenu 65 entreprises et personnes et collaboré avec plusieurs stations de télévision locales pour la diffusion de l'émission *Bonjour Québec*. Finalement, le Forum Québec-Japon s'est réuni quatre fois durant l'année; une des réunion fut rehaussée de la présence du ministre des Relations internationales, M. Sylvain Simard (9 octobre 1998)

Une grande partie des efforts a été consacrée à la promotion du Québec comme terre d'investissement pour les compagnies japonaises. La Délégation générale a organisé de nombreuses présentations sur les avantages comparatifs du Québec de concert avec le ministère de l'Industrie et du Commerce et d'autres organismes.

Chine

Plusieurs ententes sont en vigueur entre le Québec et la Chine en matière d'économie, d'éducation et de formation, de science et de technologie, d'agriculture et d'alimentation. La Direction Asie-Pacifique a donc poursuivi ses travaux relatifs à leur application.

En vertu d'une l'entente en éducation, quatre étudiants québécois effectuent des études en Chine, à titre de boursier du gouvernement chinois, alors que trois étudiants chinois sont inscrits dans des universités québécoises grâce à une bourse du ministère de l'Éducation du Québec. De plus, près de 90 étudiants chinois bénéficient d'une bourse d'exemption de frais supplémentaires de scolarité.

Mission Québec en Chine aura eu un effet d'entraînement sur les relations sino-québécoises, particulièrement avec la province du Liaoning et la ville de Shanghai. Au cours de l'année, le Québec a reçu neuf missions gouvernementales chinoises, dont six de la seule province du Liaoning, deux de Shanghai, et une de la province du Sichuan, sans compter les nombreuses délégations commerciales. De son côté, le gouvernement québécois a effectué deux missions gouvernementales portant sur le capital de risque dans le cadre du suivi de Mission Québec.

Enfin, le Québec, qui désire maintenir des liens solides avec la communauté chinoise au Québec, contribue annuellement à la tenue d'une Semaine de la Chine au Québec.

Corée du Sud

La Corée du Sud, qui a été durement touchée par la crise économique asiatique, compte toujours parmi les quinze plus grandes économies mondiales et son gouvernement fait montre d'un grand dynamisme pour sortir le pays de la crise, d'autant plus qu'il est bien supporté par le FMI. Les prévisions économiques à moyen terme sont encourageantes et l'économie coréenne montre des signes de bonne santé.

Du côté universitaire, la Corée a bénéficié de 30 bourses d'exemption de frais majorés de scolarité, alors que les relations se sont maintenues entre universités québécoises et coréennes.

Viêt-nam

Les activités du Québec au Viêt-nam sont encadrées par l'Entente de coopération économique et technologique conclue en 1992 et précisées régulièrement lors de la réunion de la commission Québec–Viêt-nam. La dernière réunion s'est tenue au Québec en juin 1998. À cette occasion, les deux parties ont convenu d'accélérer les échanges dans les secteurs de l'énergie, de la santé et de l'éducation, en plus de réaffirmer la priorité pour l'agriculture et la formation des ressources humaines. Le Québec continue à octroyer à des étudiants vietnamiens dix bourses d'exemption de frais de scolarité majorés et cinq bourses d'excellence.

Dans le secteur de l'énergie, le ministre d'État des Ressources naturelles, M. Guy Chevrette, a dirigé une mission pour soutenir les projets de développement d'Hydro-Québec International et pour faire la promotion de l'expertise québécoise dans les secteurs de l'énergie des forêts et des mines.

Dans le secteur de la santé, la Régie de l'assurance-maladie du Québec et celle du Viêt-nam ont amorcé des discussions en vue d'une collaboration plus soutenue. Des coopérations ont aussi débuté dans le domaine de la formation en santé primaire avec l'Université de Montréal, tandis que l'Institut Armand-Frappier collaborait avec l'Institut d'épidémiologie et d'hygiène de Hanoi pour la production de vaccins.

Finalement, le Québec a accueilli plusieurs délégations dans les secteurs des finances et de l'investissement, des valeurs mobilières et immobilières et de la production laitière.

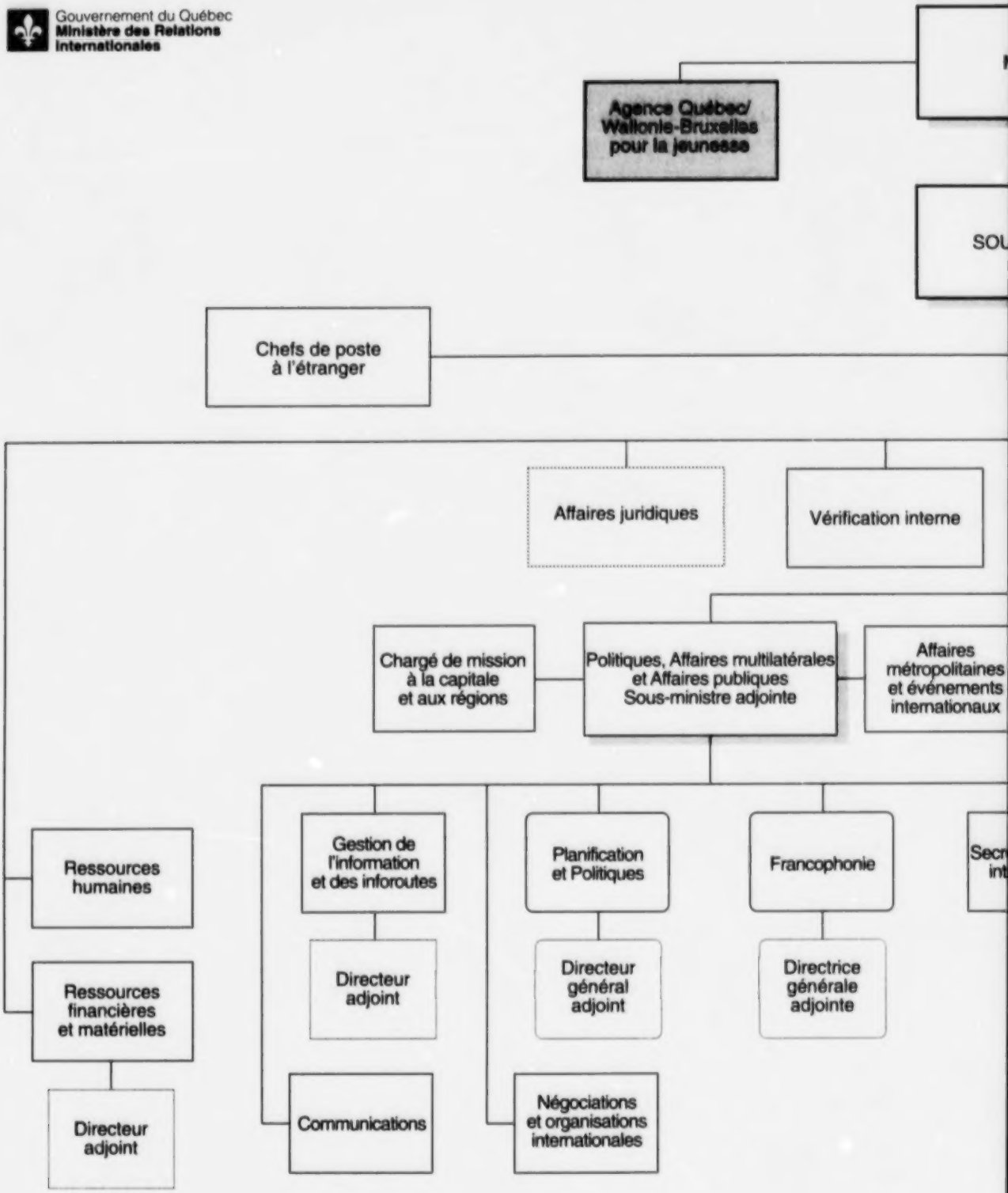
Océanie

Le Cirque du Soleil, qui a effectué une tournée de neuf mois en Australie, de septembre 1998 à mai 1999, confirme l'intérêt du marché australien pour les produits culturels québécois.

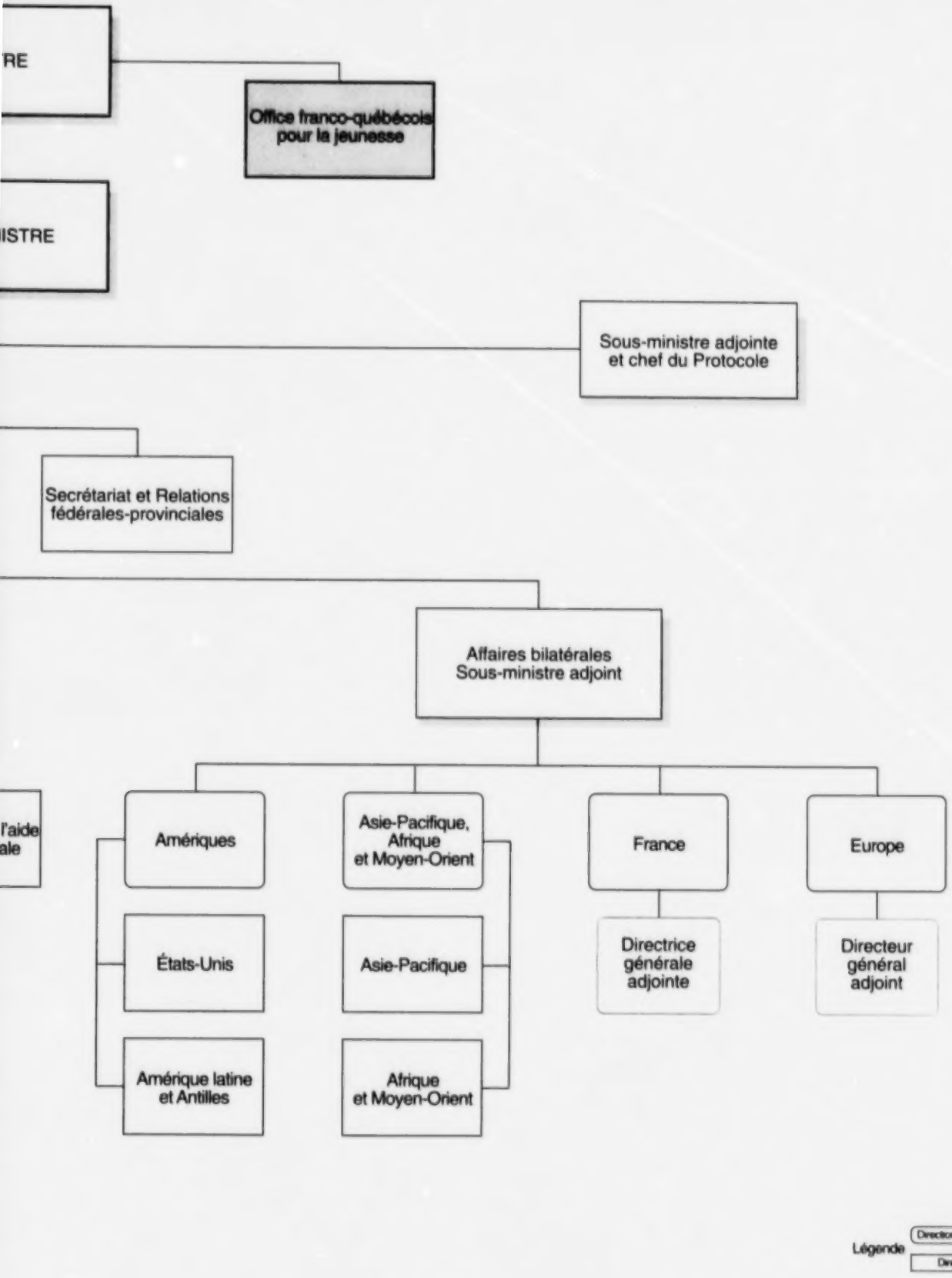
M. Arezki Tagnit-Hamou, professeur à l'Université de Sherbrooke, bénéficie d'un soutien financier du Ministère pour effectuer un stage de huit mois au Centre de recherche sur le transport de Melbourne, portant sur la qualité totale appliquée aux infrastructures. M. Marius Arsenault, directeur du Parc de Miguasha, a été l'invité de l'Australie pour un stage d'un mois (mars 1999) visant à établir des bases d'échanges avec des musées et des parcs australiens.

MM. Jean-Yves Gagnon, Martin Breton et Claude Dussault de la Société d'assurance-automobile du Québec ont effectué, en novembre, une mission en

Gouvernement du Québec
Ministère des Relations internationales



DRH / 31 mars 1999


RE
Office franco-québécois pour la jeunesse
ISTRE
Sous-ministre adjointe et chef du Protocole
Secrétariat et Relations fédérales-provinciales
Affaires bilatérales Sous-ministre adjoint
l'aide ale
Amériques
États-Unis
Amérique latine et Antilles
Asie-Pacifique, Afrique et Moyen-Orient
Asie-Pacifique
Afrique et Moyen-Orient
France
Directrice générale adjointe
Europe
Directeur général adjoint
Légende
Direction générale
Direction

Australie sur la sécurité routière. Ils ont également fait la promotion de la Conférence internationale sur la sécurité routière, qui aura lieu à Québec en 2002. M. Yvan Turcotte, du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, y est allé en novembre faire la promotion du Québec auprès des investisseurs immigrants. Enfin, M. Yves Cousineau a dirigé, en septembre, une mission commerciale d'entreprises québécoises dans divers domaines allant du multimédia à la câblotransmission sous-marine et de la machinerie lourde aux produits de piscines et aux cosmétiques.

2.4.2 Afrique et Moyen-Orient

La Direction Afrique et Moyen-Orient couvre un vaste territoire comprenant 54 pays en Afrique et 14 au Moyen-Orient, dont 29 sont membres de la Francophonie. Une douzaine de pays sont prioritaires. En 1998-1999, l'Afrique a connu de grands bouleversements géopolitiques tels les guerres civiles dans la région des Grands Lacs (république démocratique du Congo) et le processus de paix israélo-arabe. La Direction a suivi de près l'évolution de la situation politique, sociale et économique de ces pays.

2.4.2.1 Relations intergouvernementales

La Direction Afrique et Moyen-Orient a consacré l'essentiel de ses ressources et de ses activités à la promotion du savoir-faire québécois ainsi qu'au développement et à la consolidation de relations politiques et diplomatiques entre le Québec et les gouvernements des principaux pays de son territoire.

En mai 1998, le secrétaire d'État auprès du premier ministre chargé de l'Informatique de Tunisie, M. Montassar Ouaïli, a effectué une visite de travail au Québec, répondant à l'invitation que lui avait lancée M. Guy Chevrette lors de son séjour en Tunisie, en septembre 1997. Cette visite pourrait se traduire par de nombreuses retombées économiques pour des entreprises québécoises.

Le Québec a reçu la visite du président du Burkina Faso, M. Blaise Compaoré, en septembre, qui était accompagné des ministres de l'Éducation de base, de l'Énergie et des Affaires étrangères. Une rencontre avec le vice-premier ministre, M. Bernard Landry, a permis de tisser des liens et de développer une certaine complicité autour de certains intérêts communs. Le domaine de l'énergie constituait un volet important de cette mission.

Le ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation de Côte d'Ivoire, M. Émile Bombet, est venu au Québec sur l'invitation de la Fédération des municipalités canadiennes. Il était accompagné de plusieurs collaborateurs intéressés aux affaires municipales, à la décentralisation et à l'organisation d'élections. M. Bombet et son équipe ont rencontré les autorités du ministère des Affaires municipales dont le ministre, M. Rémi Trudel, ainsi que le directeur général des élections, M. Jacques Girard. D'autres délégations ministérielles ivoiriennes ont été accueillies au Québec dont celles des ministres de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, M. Saliou Touré, et de l'Économie et des Finances, M. N'Goran Niamien, ainsi que celle du ministre délégué chargé de la Décentralisation du Sénégal, M. Chérif Macky Sall.

La ministre de la Promotion de la femme, de l'Enfant et de la Famille du Mali, M^me^ Diarra Hafsatou Thierro, a également séjourné à Québec. Elle voulait s'informer de la structure provinciale de la promotion des femmes, profiter de l'expertise québécoise dans ce domaine et établir des liens de coopération.

La Direction a également contribué à l'organisation et à la réalisation d'une cinquantaine de visites de prises de poste, de courtoisie ou de travail liées à l'organisation de missions québécoises en Afrique ou africaines au Québec.

2.4.2.2 Affaires publiques

Dans le domaine des affaires publiques, la présence du Québec à Abidjan a été traitée à maintes reprises par les médias locaux, notamment à l'occasion du *Forum sur l'entrepreneuriat* en Côte d'Ivoire et du *Séminaire sur la décentralisation* au Sénégal où le savoir-faire et l'expertise québécoises étaient à l'honneur.

Par ailleurs, le représentant du Québec à Abidjan a travaillé à des activités de représentation, a suivi de près l'actualité géopolitique et a maintenu de bonnes relations auprès des principales autorités de la Côte d'Ivoire. Il s'est aussi occupé de dynamiser la Place du Québec à Cotonou, au Bénin, par l'inauguration d'un cyber-café.

2.4.2.3 Actions sectorielles

La Direction a fait la promotion de l'expertise québécoise développée par certains ministères et organismes du gouvernement, des institutions, entreprises et organisations non-gouvernementales en organisant des missions dans les pays de cette région.

Afrique de l'Ouest

Le recteur de l'Université de Ouagadougou au Burkina Faso, M. Michel Sawadogo, accompagné de deux collègues, est venu au Québec signer une entente de partenariat avec l'Université du Québec en Abitibi/Témiscamingue dans le but de développer le secteur minier de son pays. Ce projet de transfert d'expertise québécoise pourrait s'avérer l'élément

déclencheur d'une coopération plus importante et comporte un volet permettant aux étudiants québécois et burkinabés d'effectuer des stages pratiques.

Moyen-Orient

À la suite de la signature de l'entente entre le Québec et la république arabe d'Égypte dans les domaines économique, scientifique et technologique, de l'éducation et de la culture, le Québec a nommé un délégué non résident responsable pour l'Égypte et le Moyen-Orient, M. Antoine Samuelli. Ce dernier a effectué une première mission officielle en Égypte, en octobre, en compagnie de M. Raymond Monette, vice-président des Aéroports de Montréal. Il a rencontré des responsables des secteurs aéroportuaire et aéronautique, du tourisme, de l'énergie, de l'investissement et du commerce, de l'enseignement supérieur et des affaires étrangères.

En mars, M. Samuelli s'est rendu de nouveau en Égypte pour assurer le suivi de sa première mission. Par la suite, il a visité le Liban afin de compléter les négociations en cours en vue de la signature d'une entente cadre. Il s'agissait aussi de prendre contact avec les nouveaux titulaires des différents dossiers par suite du changement de gouvernement.

Dans le cadre des relations bilatérales entre le Québec et Israël à la suite de la signature de l'entente d'avril 1997, le gouvernement israélien a invité les recteurs des universités francophones à effectuer une mission de familiarisation, en novembre 1998. Les recteurs de l'Université de Montréal, de l'Université du Québec à Montréal, de l'École polytechnique et de Télé-Université ont participé à cette mission, qui avait pour objectif de mieux faire connaître les universités israéliennes et la réalité du pays.

Afrique du Nord

En septembre 1998, des représentants de l'École nationale d'administration publique (ÉNAP) se sont rendus au Maroc examiner les possibilités de signer une entente (gouvernement marocain, gouvernement québécois, l'ÉNAP et le PNUD) dans le cadre du projet de réforme de l'administration publique marocaine.

En janvier, le vice-premier ministre, M. Bernard Landry, a rencontré le ministre de l'Économie et des Finances du Maroc, M. Fathallah Oualalou, à Davos. Ils ont alors discuté de la réalisation, au Maroc, de deux projets d'importance qui pourraient être confiés à des entreprises québécoises : la construction d'un métro à Casablanca par SNC-Lavalin et l'implantation d'une centrale thermique au biogaz par Biothermica. Les deux ministres ont promis de prendre tous les moyens pour intensifier les relations entre leurs pays.

À la suite de l'invitation du ministre Oualalou, M^me^ Rita Dionne-Marsolais, ministre du Revenu, s'est rendue dans ce pays en mars pour discuter des modalités de coopération dans le domaine de la fiscalité. Elle a également représenté le gouvernement du Québec à la signature d'un important contrat entre la Commission des valeurs mobilières du Québec (CVMQ) et le Conseil déontologique des valeurs mobilières du Maroc.

Le maire de Montréal, M. Pierre Bourque, a dirigé une mission commerciale organisée par Montréal International en Algérie, en Tunisie et au Maroc. Cette mission forte d'une quinzaine de gens d'affaires avait pour but de faire connaître l'expertise québécoise et d'examiner les possibilités d'affaires dans ces pays. Certaines entreprises ont signé des contrats dans les secteurs de l'environnement, de la géomatique et de l'ingénierie. M. Léo Paré, délégué du Québec pour le Maghreb, a profité de cette mission pour rencontrer des interlocuteurs tunisiens dans les secteurs de la géomatique, de la formation professionnelle, de la condition féminine, et des archives nationales.

Afrique australe

Le ministre des Relations internationales, M. Sylvain Simard, s'est rendu au Zimbabwe et en Afrique du Sud, du 23 avril au 4 mai 1998, à la tête d'une délégation regroupant 25 représentants institutionnels et d'affaires du Québec. M. Simard a profité de cette mission pour établir des liens avec le président du Zimbabwe, le vice-président du Congrès national africain et trois premiers ministres provinciaux d'Afrique du Sud. Cette mission devrait permettre de mieux identifier les secteurs de coopération à privilégier, de promouvoir à moyen terme la signature d'ententes intergouvernementales (en santé, entre autres) et de favoriser la croissance de nos exportations en Afrique australe, de loin le principal marché d'exportation du Québec sur le continent africain (67 % des exportations).

Elle a déjà eu de nombreux suivis. Ainsi, le président Mugabe a demandé à six représentants de la Commission nationale sur la santé de venir au Québec pour mieux s'imprégner des structures, des institutions et de l'expertise québécoises dans ce secteur névralgique. Cette mission zimbabwéenne a connu un vif succès aux dires de son président et des liens privilégiés ont été créés.

Deux ministres sud-africains ont également visité le Québec à la suite de la mission du ministre Simard. En septembre, M. Peter Miller, ministre des Finances du Kwazulu-Natal (Durban), a visité Québec et Montréal et a notamment rencontré le ministre Landry. En mars, le ministre de l'Habitation du Cap occidental (Cape Town), M. Cecil Herandien, est venu au

Québec à la suggestion de deux de ses experts venus précédemment à l'invitation de la Société d'habitation du Québec (SHQ).

Enfin, en janvier, le vice-premier ministre, M. Bernard Landry, s'est rendu à Davos (Suisse) et a rencontré le premier ministre de Maurice, M. Navinchandra Ramgoolam. Les premiers échanges et l'arrivée récente d'un conseiller québécois d'origine mauricienne au Bureau de M. Ramgoolam devraient conduire le Ministère à réaliser une mission de prospection à Maurice au cours du printemps 1999, à la demande expresse de M. Ramgoolam.

Enfin, un millier de bourses d'exemption de la majoration des frais de scolarité ont été affectées aux étudiants des pays de l'Afrique et du Moyen-Orient qui étudient au Québec.

2.5 Francophonie

L'année a été consacrée aux suivis de la 7e Conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant le français en partage, qui a eu lieu à Hanoi (Viêt-nam) les 14,15 et 16 novembre 1997.

Ce Sommet a mis en vigueur une nouvelle Charte de la Francophonie instituant le poste de secrétaire général de la Francophonie; il a élu à cette fonction M. Boutros Boutros-Ghali, ex-secrétaire général de l'Organisation des Nations unies. Le Sommet a également adopté un plan d'action pour le biennum 1998-1999. Il a donc fallu mettre en place une nouvelle structure et transcrire le plan d'action dans des projets concrets de coopération. Deux suivis méritent une mention toute spéciale en raison de l'importance que les chefs d'État et de gouvernement ont accordée à leur décision : la tenue des Assises francophones de la formation professionnelle et technique, qui ont eu lieu à Bamako (Mali) en mai 1998, et la Conférence des ministres francophones de l'Économie et des Finances, qui s'est tenue à Monaco en avril 1999.

Le Québec a collaboré activement à tous les suivis du Sommet de Hanoi, notamment en participant aux instances de la Francophonie et aux diverses rencontres qui ont eu lieu : Conférence ministérielle de la Francophonie, Conseil permanent de la Francophonie, commissions du Conseil permanent, groupes de travail. Il a détaché deux représentants auprès de l'Agence intergouvernementale de la Francophonie : l'un gère le Fonds francophone des inforoutes créé par le Sommet et l'autre occupe, à l'Agence, le poste de directeur des nouvelles technologies de l'information.

2.5.1 État de droit, démocratie et droits de la personne

Interpellé par les exigences du développement démocratique en Francophonie, le Québec a poursuivi son implication dans la coopération multilatérale francophone en matière d'État de droit, de démocratie et de droits de la personne. Il a rempli son engagement, pris au Sommet de Hanoi, en faveur de la démocratie et des droits de la personne, en mettant en œuvre dans le cadre de la Francophonie multilatérale le *Programme intégré d'appui à la démocratie et aux droits de la personne* (PIAD).

L'action du gouvernement et de ses partenaires québécois, coordonnée par le ministère des Relations internationales, s'est particulièrement concrétisée par :

— l'organisation au Bénin de missions préliminaires visant l'analyse des besoins prévus au *PIAD;* ces missions ont impliqué et mobilisé plusieurs institutions démocratiques et administratives du Québec;

— la participation à des missions d'observation électorale organisées par la Francophonie institutionnelle associant des représentants du Directeur général des élections et des députés de l'Assemblée nationale, qui est membre de l'Assemblée des parlementaires de la Francophonie (APF);

— l'appui à l'organisation, en Mauritanie, en mai 1998, du 2e Congrès mondial des ombudsmans et des médiateurs de l'espace francophone, qui a créé l'Association des ombudsmans et médiateurs de la Francophonie (AOMF) dont le premier président élu est le Protecteur du citoyen du Québec;

— le soutien à la participation d'une représentante du Directeur général des élections à la conférence de l'Assemblée des parlementaires de la Francophonie tenue au Gabon, en avril 1998, et portant sur le bilan de la démocratisation en Afrique.

La modernisation de la justice, notamment l'accès aux nouvelles technologies et le développement de l'inforoute juridique et judiciaire, a également fait l'objet de préoccupations particulières.

2.5.2 Coopération économique et développement

L'événement marquant dans le secteur économique aura sans conteste été la tenue de la Conférence de Monaco des ministres de l'Économie et des Finan-

ces de la Francophonie. Le Québec y était représenté par le ministre d'État à l'Économie et aux Finances. Il a participé activement aux travaux préparatoires à cette conférence, tant aux réunions d'experts qu'au sein du groupe *ad hoc* mis sur pied pour élaborer les éléments de contenu. Parmi les points essentiels qu'il a défendus, retenons l'importance du respect et de la valorisation de la diversité culturelle à l'heure de la mondialisation des économies; la nécessaire concertation francophone en marge des grandes négociations internationales portant sur l'économie et le commerce; le rôle de l'État dans le soutien au développement économique et la prise en compte des aspects sociaux.

Au plan de la mobilisation de l'épargne et de sa canalisation vers des projets de développement, le Québec a complété en 1998 un premier cycle quinquennal de collaboration avec Développement international Desjardins (DID) dans le cadre du *Programme d'aide à la mobilisation de l'épargne en Francophonie (PAMEF)*. Ce programme est devenu au fil des ans un des fleurons de la coopération économique. Il est question de le maintenir et même de lui donner une nouvelle extension territoriale. Parallèlement, le Québec, DID, et l'Agence de la Francophonie se sont conjointement impliqués dans un nouveau projet qui vise à développer les services financiers offerts par les coopératives d'épargne et de crédit mises en place grâce au PAMEF. Ces nouveaux services permettront d'utiliser les fonds mobilisés sous forme de microcrédit en vue de soutenir la création et le développement des petites et moyennes entreprises des pays du Sud. Un autre projet de mobilisation de l'épargne est en cours au Sénégal avec la participation de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec. Cette expérience pilote a pour but d'implanter une structure qui s'inspirerait du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec.

Le Québec a maintenu son appui au Forum francophone des affaires (FFA). La Conférence de Monaco a rappelé l'importance du secteur privé comme moteur du développement économique et la nécessaire concertation à établir entre les représentants de ce secteur et les États et gouvernements de la Francophonie. Monaco a, de ce fait, confirmé la pertinence d'une structure comme le FFA dont le siège est à Montréal.

Le Québec a aussi poursuivi ses efforts afin que soit mis sur pied un projet de formation en finances et en entrepreneuriat. Ce projet devrait véritablement prendre son rythme de croisière au cours du prochain biennum. Par ailleurs, le dossier d'appui à l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) dans le domaine de la perception fiscale est en phase finale d'élaboration.

L'Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie (IEPF), dont le siège est à Québec, a célébré son 10e anniversaire en mars 1999. En plus d'avoir favorisé la venue à Québec de nombreuses personnalités, cet événement a été l'occasion de tenir un important colloque qui orientera les actions futures de l'Institut. Hydro-Québec, par l'intermédiaire de son Fonds pour la Francophonie, continue d'appuyer financièrement l'action de l'IEPF.

2.5.3 Inforoutes

Avec la collaboration financière du ministère de la Culture et des Communications, le Ministère a apporté sa contribution à la mise en œuvre du plan d'action en matière d'inforoutes adopté lors de la Conférence ministérielle tenue à Montréal en mai 1997, notamment dans le cadre du Comité francophone des inforoutes, instance décisionnelle du Fonds francophone des inforoutes. Sur les centaines de projets reçus par ce Fonds à l'occasion de deux appels de propositions, 45 ont été retenus dont une majorité entraînent des retombées directes ou indirectes au Québec.

Le Gouvernement a aussi apporté sa contribution à la création, à Abidjan, du Centre africain de formation aux technologies de l'information et de la communication (CAFTIC), dont la portée panafricaine aura des incidences positives majeures pour la diffusion de ces technologies dans cette région du monde.

2.5.4 Éducation et formation

Le plan d'action de Hanoi a défini le secteur de l'éducation comme hautement prioritaire et il a déterminé des orientations à tous les niveaux de la formation, du primaire jusqu'au postsecondaire, tant en milieu scolaire qu'en milieu extrascolaire. Il a insisté sur l'importance de la formation professionnelle et technique qui constitue un outil indispensable d'insertion des jeunes dans la vie active.

Le Québec a œuvré activement à la préparation et au déroulement des Assises de la formation professionnelle et technique qui se sont tenues à Bamako (Mali), du 27 au 29 mai 1998. Il a aussi réalisé, avec la collaboration de la Communauté française de Belgique (CFB), un séminaire de formation sur la réingénierie de la formation professionnelle et technique au bénéfice de représentants de huit pays de la Francophonie.

2.5.5 Agence universitaire de la Francophonie

Fondée en 1961, l'Association des universités partiellement ou totalement de langue française (AUPELF) est devenue, en 1998, l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF). Cette dernière a son siège

à Montréal et assume la coordination de la programmation de la Francophonie pour l'enseignement supérieur et la recherche. Elle a déjà produit un rapport d'autoévaluation et un second rapport d'évaluation externe sur ses activités est attendu pour août 1999. Ces textes seront utiles à l'Organisation internationale de la Francophonie dans la définition de ses priorités en matière d'enseignement supérieur et de recherche pour le début du troisième millénaire. La réunion de la Conférence des ministres francophones de l'enseignement supérieur et de la recherche (CONFEMER), qui devait se tenir à Montréal les 16, 17 et 18 juin 1999, a été reportée à une date ultérieure, de façon à permettre aux autorités concernées de prendre connaissance des documents précités.

2.5.6 TV5

La présidence des instances de TV5 revenait, en 1998, au Québec et c'est pourquoi le ministère des Relations internationales et le ministère de la Culture et des Communications, agissant de façon paritaire dans ce dossier, ont organisé les rencontres des cinq gouvernements bailleurs de fonds : la France, le Canada, la Communauté française de Belgique, la Suisse et le Québec auxquels se joignaient trois gouvernements africains – le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Sénégal – ainsi que les représentants de l'Organisation internationale de la Francophonie, de l'Agence de la Francophonie et du Conseil international des radios et télévisions d'expression française.

Les hauts fonctionnaires se sont réunis trois fois : le 2 juin 1998 au Domaine Cataraqui à Québec; le 9 septembre 1998, par vidéoconférence entre Montréal et Paris; et le 6 octobre 1998, au Manoir Montmorency. Les ministres, quant à eux, ont tenu leur XIII[e] Conférence au Manoir Montmorency, le 7 octobre. À cette occasion, ils ont décidé d'expérimenter, sur les composantes gérées de Paris (TV5 Europe, TV5 Asie, TV5 Afrique et TV5 Orient), un nouveau concept de programmation modulaire. Ils ont aussi convenu, lors d'une conférence ministérielle spéciale en mai 1999, d'un contrat de gestion susceptible d'encadrer et de faciliter les rapports entre les gouvernements bailleurs de fonds et les opérateurs.

2.5.7 Université Senghor

Créée en 1989 à Dakar (Sénégal) lors la Conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant le français en partage, l'Université Senghor a été inaugurée en novembre 1990 à titre d'institution d'utilité internationale pour la formation de 3[e] cycle de cadres supérieurs dans des domaines considérés comme prioritaires pour la Francophonie du Sud : l'administration-gestion, les institutions financières, la gestion de projets, la gestion de l'environnement, la nutrition-santé et la gestion du patrimoine culturel. Depuis son ouverture, cette université a accordé 457 diplômes à des étudiants provenant de 26 pays francophones qui, pour la plupart, sont retournés dans leur pays afin de contribuer à leur développement socio-économique. Le Québec contribue, chaque année, au financement et à la dotation en personnel de cette université.

2.5.8 Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports des pays d'expression française (CONFEJES)

La Conférence est l'une des deux conférences ministérielles permanentes de la Francophonie. Mise sur pied en 1969 et comptant 34 pays et gouvernements, elle a pour mission de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes des pays du Sud par une programmation se rapportant aux sports de proximité et d'élite, à la vie associative et au soutien à la création par les jeunes de micro-entreprises. Le gouvernement du Québec participe activement à ses travaux depuis sa création. Le député de Johnson et adjoint parlementaire du vice-premier ministre et ministre d'État de l'Économie et des Finances, M. Claude Boucher, a dirigé la délégation du Québec à la dernière session de la CONFEJES qui s'est tenue à Bamako (Mali), les 19 et 20 février 1999. Lors de cette réunion, la CONFEJES a adopté des orientations complémentaires qui lui permettront de proposer aux pays du Sud des conventions de partenariat ayant pour objet de mieux les soutenir dans l'offre de programmes nationaux auprès de leur jeunesse. Elle a également contribué au succès de la consultation jeunesse de Bamako organisée en préparation du Sommet de la Francophonie de Moncton, en septembre 1999. Cet événement a été présidé par le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec.

2.5.9 Jeux de la Francophonie de 2001

Les Jeux de la Francophonie ont été créés à la suite d'une proposition du gouvernement du Québec lors du Sommet de Québec, en 1987. Les prochains se dérouleront à Ottawa et à Hull, du 14 au 24 juillet 2001. Ces Jeux s'adressent aux jeunes athlètes et artistes de la Francophonie et comportent des compétitions sportives et un concours culturel. Depuis mai 1998, le Québec participe, par l'intermédiaire du ministre de l'Éducation, au Comité d'orientation et au Comité organisateur des Jeux de 2001 (COJF). Par ailleurs, un comité interministériel québécois a été formé afin de planifier la participation des athlètes et artistes qui y participeront. Sur le plan international, le Comité international des Jeux de la Francophonie (CIJF), organisme subsidiaire de la CONFEJES, assure la supervision d'ensemble de ces

Jeux. Le gouvernement du Québec a participé, en novembre 1998, à la Commission des experts du CIJF qui s'est tenue à Paris afin de de faire une mise à jour des règles des Jeux et de définir les paramètres de ceux de 2001. Une délégation du Québec a pris part aux dernières réunions du CIJF et de la CONFEJES qui se sont déroulées à Bamako (Mali), les 19 et 20 février. C'est lors de la réunion de la CONFEJES que les chefs de délégation ont choisi le Niger comme pays hôte des Jeux de 2005.

2.5.10 Francophonie au Québec

Le Ministère a apporté son appui au mouvement associatif francophone en soutenant plusieurs activités d'organismes francophones au Québec. Plusieurs activités se sont d'ailleurs tenues à La Maison de la Francophonie, inaugurée en 1998.

Du 13 au 21 mars, a eu lieu la 3e édition de la Francofête. Elle est le fruit des travaux d'un Comité de coordination réunissant une dizaine de ministères et d'organismes gouvernementaux ainsi que différents organismes partenaires, comme le Conseil pédagogique interdisciplinaire du Québec (CPIQ) et l'Union des artistes.

Parmi les activités importantes, mentionnons la publication d'un cahier spécial thématique dans la plupart des quotidiens du Québec; une exposition grand public tenue à Montréal; un spectacle de la chanson francophone diffusé sur les ondes de Télé-Québec lors de la clôture de la Francofête, émission reprise par TV5; la remise de *Mérites du français* et la diffusion de matériel pédagogique dans toutes les écoles du Québec. De plus, un événement d'envergure, *Vivre le monde dans la Francophonie*, a réuni à la Commission scolaire de Saint-Hyacinthe près de 2 000 jeunes d'une trentaine de pays de la Francophonie pour une grande fête de la jeunesse, de la culture et du français.

L'Assemblée nationale a adopté, le 20 mars, une motion soulignant la Journée internationale de la Francophonie.

Enfin, les préparatifs du Sommet francophone de Moncton (Nouveau-Brunswick), qui se tiendra en septembre 1999, ont commencé au cours de la deuxième partie de l'année. Le Québec y collabore selon une entente signée en mai 1998 avec le Canada et le Nouveau-Brunswick et qui en fait un des trois membres du Comité d'organisation.

2.6 Planification et politiques

La Direction générale a dirigé et coordonné la mise à jour du Plan stratégique ministériel pour la période 1999-2002. Réalisée en étroite collaboration avec les différentes unités (siège et réseau), cette mise à jour a permis de mieux préciser les orientations, axes et objectifs qui guideront l'action du Ministère au cours de cette période et de définir les indicateurs qui serviront à l'évaluation des résultats obtenus.

Pour assurer un meilleur arrimage entre la programmation annuelle et le Plan stratégique ministériel, la Direction générale a conçu et mis en place un système informatisé de suivi des activités, qui facilite la réalisation des bilans et le suivi des indicateurs de gestion et de résultat.

Par ailleurs, elle a continué d'assurer la coprésidence et la coordination du Comité interministériel sur l'amiante en vue de contrer les mesures de bannissement de ce produit par certains pays et de promouvoir, auprès de ceux-ci et de certains autres clients, l'utilisation sécuritaire de l'amiante. Des missions de sensibilisation de journalistes du Royaume-Uni, de la Belgique, du Maroc et de l'Amérique latine ont été organisées. À la demande du gouvernement du Québec et de ses partenaires de l'industrie et des syndicats, le Canada a déposé, en mai 1998, une plainte contre la France à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

La Direction générale a poursuivi sa collaboration avec l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et la participation du Ministère au programme de cette dernière sur l'avenir.

Elle a participé au Comité interministériel chargé par le Comité des priorités de rédiger le document en vue de la tenue d'une consultation publique sur la gestion de l'eau au Québec. Sa contribution a surtout porté sur l'élaboration du document *L'eau : un enjeu stratégique mondial*. Au cours des audiences, la Direction générale a soumis diverses analyses et recherches sur les enjeux mondiaux de l'eau à la Commission du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE), chargée de la consultation publique.

Dans le contexte du projet de loi fédéral C-55 sur les services publicitaires fournis par des éditeurs étrangers, elle a participé, en collaboration avec le ministère de l'Industrie et du Commerce et le ministère de la Culture et des Communications, à l'examen des impacts de ce projet de loi sur les industries culturelles québécoises ainsi qu'à l'élaboration d'une position gouvernementale qui tient compte de sa stratégie sur l'enjeu de la diversité culturelle.

Avec le ministère de la Culture et des Communications, elle a vu à ce que le gouvernement du Québec se dote d'une définition et d'un argumentaire solide sur la diversité culturelle, s'appuyant sur des arguments qui seront acceptables au plus grand nombre de partenaires internationaux. Elle a aussi assuré le secrétariat de la partie québécoise du Groupe de travail

franco-québécois sur la diversité culturelle et agit comme personne-ressource auprès de ce groupe en proposant des contenus et des pistes de travail.

Dans le domaine de l'éducation et de la jeunesse, la Direction générale a parachevé, en collaboration avec le ministère de l'Éducation, la révision du programme des bourses d'exemption des frais de scolarité majorés pour les étudiants étrangers. Un suivi particulier a été accordé au volet éducation dans la préparation du Sommet des Amériques ainsi qu'au suivi des travaux du Conseil des ministres de l'Éducation du Canada (CMEC), dont certains projets présentent une importance majeure pour le Québec.

La Direction générale a assuré la coordination et la visibilité de l'action gouvernementale visant à souligner l'Année internationale des personnes âgées en assumant la coprésidence du Comité interministériel chargé de proposer des activités assurant la pleine participation des aînés à la société et reconnaissant leur apport social.

Dans le suivi des orientations stratégiques gouvernementales, elle a élaboré un plan de travail pour l'évaluation des activités et programmes du Ministère et amorcé sa mise en œuvre. Elle a entrepris l'élaboration d'un cadre général d'évaluation pour tout nouveau programme ou projet majeur mis en place au Ministère afin d'en définir les principaux indicateurs et de prévoir les moyens d'évaluation pertinents.

En matière d'études et de recherches, la Direction générale a continué à encourager le développement au Québec d'activités de recherche et de formation nécessaires à une meilleure compréhension de l'environnement international. Ainsi, elle a poursuivi les collaborations amorcées au cours des années passées avec différents organismes, tels que l'Institut québécois des hautes études internationales de l'Université Laval, la Chaire Téléglobe/Raoul-Dandurand de l'Université du Québec à Montréal et l'Association internationale des études québécoises. Elle a coordonné et produit plusieurs études et recherches concernant notamment l'eau, la diversité culturelle ou encore la sécurité humaine.

Enfin, elle a accordé une attention particulière à la préparation du 3e Sommet des Amériques, qui aura lieu à Québec en mai 2001. Elle a amorcé un processus de consultation des ministères sectoriels afin de définir les secteurs prioritaires d'intervention et d'établir une position pour le Québec. Le Ministère compte s'associer à l'organisation du Sommet, y compris aux réunions préparatoires ou aux activités parallèles. Le Québec a obtenu que se tienne à Montréal, en septembre 1999, la réunion d'un groupe de travail chargé du suivi du volet éducation.

2.7 Négociations et organisations internationales

Cette direction a contribué à la conclusion de dix ententes internationales dont on trouve la liste détaillée à l'Annexe III. Ces ententes ont été conclues dans les domaines de l'économie, de la science et de la technologie, de la culture, de l'énergie, de la formation des ressources humaines, de la sécurité sociale, de la culture et du tourisme. Parmi les plus importantes, mentionnons celle conclue avec la France, sous la forme d'un compte rendu d'entretiens entre le premier ministre du Québec, M. Lucien Bouchard, et le premier ministre français, M. Lionel Jospin, à l'occasion de la visite de ce dernier en décembre. Cette entente établit les priorités de la coopération franco-québécoise pour l'année 1999. Elle privilégie l'intensification des échanges économiques et commerciaux, l'innovation technologique et une défense commune de la pluralité et de la diversité culturelles.

Soulignons également la conclusion, en mars 1999, d'un accord cadre et d'une déclaration commune avec la Communauté française de Belgique, le gouvernement wallon et le Collège de la Commission communautaire de la Région Bruxelles-Capitale. Cet accord, qui tient compte de la volonté des entités fédérées francophones de Belgique de mener conjointement leurs relations internationales, vise à assurer le renouvellement et le renforcement de la coopération entre ces dernières et le Québec et à conférer à cette coopération une large capacité d'adaptation aux nouvelles réalités internationales. Le Québec a aussi conclu une entente avec l'Organisation latino-américaine de l'énergie (OLADE) prévoyant la mise en œuvre d'un programme conjoint de coopération énergétique.

Dans le domaine des ententes de réciprocité en matière de sécurité sociale, les échanges se sont poursuivis avec, entre autres, la Grèce, le Maroc, la Turquie, les Pays-Bas et le Mexique. Une entente a aussi été paraphée avec l'Uruguay et les négociations ont été complétées avec la Belgique. Le 19 décembre 1998, il y a eu signature à Québec d'un nouveau Protocole d'entente relatif à la protection sociale des étudiants et des participants à la coopération franco-québécoise et d'un deuxième Avenant à l'entente de sécurité sociale Québec-France de 1979, visant notamment la protection sociale des travailleurs salariés. Enfin, l'Entente Québec-Philippines est entrée en vigueur pendant l'année.

Au plan multilatéral, la Direction a coordonné la participation du Québec aux séances du Comité préparatoire et à la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies consacrée à l'examen quinquennal du *Programme d'action sur la population et le développement*. En concertation avec différents ministères et organismes, elle a également

fait un bilan des activités réalisées par le gouvernement du Québec dans les domaines touchant la population et le développement. Ce bilan fut intégré au Rapport du Canada sur l'application du Programme.

La Direction s'est aussi chargée de la coordination de la préparation des positions québécoises et de la participation des ministères et organismes sectoriels relativement aux deux sessions extraordinaires de l'Assemblée générale des Nations unies, qui auront lieu en juin 2000, l'une portant sur l'égalité entre les sexes, le développement et la paix pour le XXI^{e} siècle et l'autre sur la mise en œuvre des décisions prises au Sommet mondial pour le développement social.

Un conseiller a participé aux délégations canadiennes à la Commission des droits de l'homme et à trois groupes de travail des Nations unies sur les questions autochtones. Il a également contribué aux activités du Comité permanent fédéral-provincial des fonctionnaires chargés des droits de la personne. Les rapports du Canada sur le *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels* et sur le *Pacte international relatif aux droits civils et politiques* ont fait l'objet d'un examen par les comités compétents des Nations unies; comme le Québec produit une contribution distincte à chacun de ces rapports, la Direction a délégué un conseiller comme membre de la délégation canadienne lors de ces examens. Dans le premier cas, un représentant du ministère de l'Emploi et de la Solidarité était également présent.

Les travaux de l'Organisation internationale du travail (OIT) et de sa Conférence (CIT) annuelle ont été suivis de près. Comme chaque année, la Direction a assuré la coordination de la préparation des positions québécoises sur les questions techniques à l'ordre du jour, soit les conditions générales pour stimuler la création d'emplois dans les petites et moyennes entreprises et le travail en sous-traitance. Sur cette dernière question, un représentant du ministère du Travail accompagnait, en juin 1998, le conseiller de la Direction à la CIT à titre de conseiller technique au sein de la délégation canadienne. La Direction a également assuré la coordination de la préparation des réponses au questionnaire du Bureau international du travail (BIT) sur une question technique qui sera à l'ordre du jour de la CIT en juin 1999 : la protection de la maternité.

Elle a en outre participé à la 4^{e} Conférence des Parties à la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques, qui s'est tenue à Buenos Aires en novembre, où se sont poursuivies les discussions sur la mise en œuvre du Protocole de Kyoto. Elle a participé à l'élaboration d'un projet de protocole sur la prévention des risques biologiques sous l'égide du Secrétariat sur la diversité biologique des Nations unies.

En tant que responsable des négociations des ententes en matière d'exemption de juridiction et de privilèges fiscaux accordés aux organisations internationales gouvernementales (OIG) établies au Québec, elle a complété les négociations avec la Commission de coopération environnementale de l'ALENA, le Secrétariat de la convention sur la diversité biologique et le Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone.

Par ailleurs, dans le cadre de son mandat relatif à la promotion de l'expertise québécoise auprès des OIG, la Direction a effectué une mission avec l'École du Barreau du Québec en vue de créer un réseau de relations visant à faciliter la coopération, l'organisation de stages pour les jeunes et le placement d'experts québécois inscrits à la Banque de ressources humaines du Ministère. Des ententes de détachement de personnel ont également été renouvelées avec l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Les activités de promotion des intérêts sociaux, économiques et commerciaux du Québec et de ses responsabilités en matière de culture et d'éducation ont été poursuivies auprès des OIG, dont l'UNESCO et l'OCDE, en assurant notamment la coordination de la participation, à Venise les 23 et 24 avril, de la ministre d'État de l'Emploi et de la Solidarité à la Conférence internationale de l'OCDE portant sur la décentralisation des services publics d'emploi et la gestion locale. La Direction a aussi coordonné la mission du ministre de l'Environnement à l'OCDE en juin ainsi que la participation de la ministre de l'Éducation à la Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur de l'UNESCO, tenue à Paris à l'automne 1998.

La Direction a révisé, en collaboration avec la Direction des affaires métropolitaines et événements internationaux, le *Programme relatif aux événements internationaux* de façon à accroître l'impact au Québec de l'organisation d'événements internationaux majeurs et l'implantation d'organisations internationales. Elle a ainsi formulé des recommandations sur une trentaine de dossiers, tant publics que privés. Elle a également contribué au volet ministériel de la *Politique relative à la capitale nationale*, ainsi qu'à la rédaction du plan d'action.

2.8 Affaires métropolitaines et événements internationaux

La Direction des affaires métropolitaines et des événements internationaux a contribué activement à

l'implantation d'organisations internationales dans la métropole, par l'entremise de sa participation au Conseil de gestion du Fonds de développement international de Montréal (FODIM) et grâce à la *Politique gouvernementale d'accueil et de reconnaissance des organisations internationales*.

Elle a procédé à la formulation et à la renégociation de l'entente avec Montréal International concernant le Fonds de développement international de Montréal (FODIM), à titre de gestionnaire de cette entente pour le compte du Ministère. En 1998-1999, un montant de 416 000 $ a été octroyé à ce fonds pour la prospection et l'accueil d'organisations internationales.

Grâce au partenariat établi avec Montréal International, la Ville de Montréal et certains ministères provinciaux et fédéraux, la Direction a suscité l'implantation de sept nouvelles organisations internationales dont le Secrétariat international des infirmières et infirmiers de l'espace francophone, le Bureau des Amériques du Conseil mondial de l'eau et le Forum international de Montréal.

De plus, elle a conclu des accords de reconnaissance avec cinq organisations internationales non gouvernementales (OING) : la Société internationale d'évaluation des technologies de la santé (ISTAHC), l'Inter-Société des arts électroniques (ISEA), le Centre international du film pour l'enfance et la jeunesse (CIFEJ), le Groupe international de recherche sur l'emploi (GIRE) et le Conseil international de coopération et de développement de l'hydrogène (CICDH). Un soutien financier a été apporté également aux organisations internationales suivantes : l'Association des infirmières francophones, l'Union internationale des organismes familiaux et l'Institut international de gestion des grandes métropoles. Dans ce dernier cas, la Direction a appuyé la Ville de Montréal, en mars 1999, dans ses représentations à Barcelone en vue de faire la promotion de Montréal comme siège de l'Institut.

En matière d'événements internationaux multilatéraux, la Direction a révisé, en collaboration avec la Direction des négociations et organisations internationales, le programme existant et formulé une nouvelle *Mesure d'appui aux événements internationaux multilatéraux* (MAEIM). Cette Mesure vise à attirer au Québec des événements internationaux susceptibles d'entraîner l'établissement d'organisations internationales. Elle permet, d'une part, d'appuyer la candidature de villes du Québec pour la tenue de tels événements et le démarchage à l'étranger et, d'autre part, de soutenir leur préparation et leur tenue. En 1998-1999, la Mesure d'appui a permis notamment à la Direction de s'associer à la Session de négociation sur les polluants organiques persistants (POP) sous l'égide de l'ONU. Une contribution a également été versée pour des événements internationaux à venir : ORBICOM : les connexions du savoir, le X[e] Symposium international de la victimologie, le 35[e] Mondial des métiers, la Conférence mondiale de la société civile 1999 sous l'égide de l'ONU et Santé 2000.

La Direction a coordonné et assuré le secrétariat du Comité d'orientation et de concertation sur les événements internationaux majeurs à Montréal (COCEIMM), mis sur pied en juin 1998 dans la foulée de la volonté gouvernementale de consentir des efforts importants pour augmenter la notoriété du Québec, notamment comme lieu d'investissement et de résidence des travailleurs stratégiques. Le comité a ciblé et suscité des actions concertées pour les cinq événements suivants : le Congrès annuel de l'Association canadienne des pâtes et papiers, le congrès de la *Society of Competititve Intelligence Professionnals*, le 55[e] Forum de *l'American Helicopter Society*, le 35[e] Mondial des métiers et la Conférence mondiale de la société civile 1999.

En ce qui concerne l'internationalisation des régions, la Direction a poursuivi sa participation aux cinq Conférences administratives régionales et assuré le suivi de la *Mesure d'appui à l'internationalisation des régions*. À ce titre, elle a fourni un soutien financier et technique aux Conseils régionaux de développement de la Montérégie, des Laurentides et de Lanaudière afin que ces régions intègrent la dimension internationale dans leur stratégie de développement. La Direction a participé activement au colloque national *Les régions du Québec au rythme du monde : le défi du 3[e] millénaire*, tenu à Hull, en novembre 1998.

La Direction des affaires métropolitaines et des événements internationaux a apporté aussi son soutien en matière d'affaires publiques lors des événements suivants : la signature d'accords de reconnaissance de cinq OING, la Conférence de Montréal, la 54[e] assemblée générale de l'Association du transport aérien international (IATA), la 32[e] session triennale de l'assemblée de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), la Session de négociation de l'ONU sur les polluants organiques persistants (POP), la 10[e] Conférence internationale de l'énergie, la visite du premier ministre Lionel Jospin et ORBICOM : les connexions du savoir. Enfin, elle a participé aux activités publiques (fêtes nationales, réceptions consulaires, galas, conférences) organisées par les consulats et les organismes gouvernementaux.

2.9 Secrétariat à l'aide internationale

Le Secrétariat à l'aide internationale a évalué 110 projets dans le cadre du *Programme d'aide à l'action humanitaire internationale*. Des subventions totalisant 3 119 119 $ ont été versées à 34 organismes

québécois de coopération internationale pour la réalisation de 78 projets dans les pays moins favorisés de la Francophonie, de l'Amérique latine et des Antilles.

Pour une quatrième année consécutive, le programme *Québec sans frontières* a permis à 191 jeunes Québécois et Québécoises, de 18 à 30 ans, de s'initier à la coopération internationale. Douze organismes québécois de coopération internationale, membres de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), ont ainsi mis à profit leur savoir-faire pour la réalisation de 23 stages dans 18 pays de l'Amérique latine, des Antilles et de l'Afrique francophone. En plus d'offrir aux stagiaires l'occasion de vivre une expérience ayant une incidence sur leur cheminement personnel et sur le développement de leurs habiletés professionnelles, *Québec sans frontières* permet à la société québécoise de soutenir de façon tangible les efforts de développement de collectivités de pays moins favorisés.

Par ailleurs, l'année aura été marquée par la présentation de la 2e édition des Journées québécoises de la solidarité internationale. Tenue en octobre, cette activité a été réalisée par l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) et ses membres, grâce à un soutien financier de 225 000 $ du ministère des Relations internationales pour la coordination et la réalisation d'une centaine d'activités de sensibilisation et d'éducation dans toutes les régions du Québec. Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont participé à ces manifestations. Le thème retenu en cette année marquée par le 50e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme était *Droits humains et développement.*

Enfin, le *Programme ministériel d'appui aux organismes de coopération internationale* (Fonds délégué MRI-AQOCI), doté d'un budget de 140 000 $, a permis à l'AQOCI de financer quatorze projets d'éducation et de sensibilisation du public québécois.

2.10 Services

2.10.1 Ressources humaines

La Direction des ressources humaines a appuyé les unités du Ministère dans la mise en place des différentes mesures de renforcement du réseau des représentations à l'étranger. En plus de ses activités récurrentes habituelles, elle a réalisé les projets suivants : la préparation et la tenue d'activités de formation continue en relations internationales; la préparation et la réalisation du *Programme de formation pour le personnel affecté à l'étranger*; la coordination de la formation requise pour finaliser l'implantation du bureau informatisé dans certaines représentations et la mise à niveau de la suite *Office 97*; la recherche et la constitution d'un répertoire d'activités de formation concernant la qualité du français; la tenue de deux concours de recrutement public pour des postes de conseiller en affaires internationales; la consultation en vue d'apporter certaines mises à jour aux dispositions du *Règlement sur les indemnités et les allocations versées aux fonctionnaires en poste à l'extérieur du Québec*; l'analyse comparative des conditions d'emploi du personnel recruté localement avec celles du personnel des représentations du Canada à l'étranger et la consultation sur le projet de modifications qui en découle; l'application des mesures visant à faciliter la gestion du personnel excédentaire et le renouvellement des ressources humaines.

2.10.2 Communications

Depuis janvier 1998, la Direction des communications dispose d'un représentant au Bureau du Québec à Toronto. En effet, un conseiller aux affaires publiques a le mandat d'entretenir des liens suivis avec les correspondants au Canada des médias étrangers, qui sont pour la plupart basés à Toronto, d'autres résidant à Ottawa et Montréal. Il fournit à ces correspondants un meilleur accès au point de vue québécois dans leur couverture de l'actualité québécoise et canadienne. Cette présence s'inscrit dans le mandat de la Direction des communications qui doit notamment assurer un suivi étroit de la presse étrangère pour analyser et, au besoin, modifier les perceptions négatives du Québec.

Par ailleurs, la Direction a été associée à la production des principaux bulletins d'information qui émanent du Ministère : *La Lettre du Québec* (Paris), *Québec Update* et *Québec News Report* (New York), *Voices from Québec* (Toronto), *Québec Matters* et *QuébecWise* (Londres), *Québec Infos* (Allemagne) *Québec Informa* (Italie) et le *Bulletin des affaires internationales*, une revue sur l'activité internationale du gouvernement du Québec. Elle a aussi diffusé des argumentaires aux délégués généraux du Québec à l'étranger sur la position du Québec dans plusieurs dossiers.

Au chapitre de l'information virtuelle, la Direction a élaboré une stratégie de visibilité du site Internet du Ministère tout en poursuivant l'amélioration de son contenu et de sa présentation visuelle. La rubrique *Salle des nouvelles* a présenté plus de 800 articles traduits en langue anglaise, regroupés en une quinzaine de thèmes et reflétant la position éditoriale des principaux journaux. Plusieurs de ces articles ont été repris par trois publications du Ministère, à New York, à Toronto et à Londres. La Direction a conçu et mis en ligne les sites des délégations générales du Québec à Paris et à Tokyo. Elle a diffusé *Québec-Flash*, un bulletin en français et en anglais sur les nouveautés du site, à quelque 600 internautes, en plus de recevoir

environ 550 courriels concernant le site Internet du Ministère.

La Direction a collaboré aux activités et missions des directions géographiques ou sectorielles ainsi qu'à celles du premier ministre, en tant que responsable des volets communication (dossiers de presse, documents promotionnels, communiqués) et relations de presse. Par exemple, elle a apporté son soutien à l'organisation de la Semaine de la Francophonie et de la Francofête; à la visite au Québec du premier ministre de la France; aux missions du premier ministre à Chicago, Boston, Philadelphie et Atlanta; à la participation de ce dernier à la XXII[e] Conférence annuelle des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'est du Canada, ou encore à sa visite en Espagne et en France à l'occasion de l'inauguration de *La Saison du Québec en France* et de l'ouverture du Bureau du Québec à Barcelone. Pour ce qui est des relations publiques, la Direction a accueilli plus de 90 journalistes d'Europe, d'Asie d'Afrique et des Amériques, ce qui a permis la publication d'articles sur le Québec dans plusieurs médias internationaux.

Au chapitre des autres services, la Direction a rédigé des allocutions, organisé des conférences de presse, produit des dossiers de presse, effectué la révision linguistique et la traduction de documents. Elle a aussi fourni une expertise conseil en graphisme, réalisé des projets graphiques et d'édition, répondu aux demandes de services en audiovisuel et aux demandes de publications et de recherches, tant de la part du personnel du Ministère que du grand public. Elle a produit deux nouveaux dépliants – *Le Québec en un clin d'œil*, disponible en 10 langues, et *Le réseau du Québec, un lien avec le monde* – et une mise à jour de l'exposition *Québec la belle Amérique*.

Enfin, la Direction a poursuivi sa participation aux travaux du Comité de marketing créé dans le sillage du Sommet sur l'économie et l'emploi.

2.10.3 Ressources financières et matérielles

La Direction a été particulièrement active dans la gestion financière et matérielle du réseau des représentations du Québec à l'étranger. Ainsi, elle a consolidé la comptabilité des nouveaux bureaux et antennes; amorcé une révision des méthodes comptables et de transferts de fonds; géré les opérations budgétaires, financières et comptables relatives à la mise en place de nouvelles antennes; assuré un support aux nouveaux intervenants, notamment lors d'un programme de formation.

Elle a en outre ouvert des bureaux à Barcelone et à Buenos Aires et des antennes à Manille et à Santiago; conclu des ententes avec le gouvernement canadien concernant la présence d'employés québécois au sein des chancelleries canadiennes à Beijing, Shanghai et Kuala Lumpur; et renouvellé des ententes avec la Banque Nationale aux États-Unis. Des travaux de construction ont également été effectués à la résidence officielle du délégué du Québec à New York ainsi qu'aux bureaux de Bruxelles et de Vienne.

La Direction a coordonné la révision des désignations en matière de gestion financière touchant le siège et le réseau; développé son site intranet, ce qui lui permet de mieux faire connaître les politiques et procédures pertinentes à la gestion des ressources financières et matérielles; accentué son rôle de supervision des opérations liées au système gouvernemental de suivi des dépenses; mis au point des outils de référence et de communication pour appuyer les agents administratifs dans leurs tâches.

Du côté des ressources matérielles, la Direction a consolidé ses interventions en matière contractuelle en offrant un support en matière de réglementation et d'appel d'offres, amélioré le système de suivi de contrats, en le rendant plus interactif et conforme aux besoins d'information du Ministère, raffiné ses outils d'information sur la gestion des dépenses ministérielles.

Enfin, elle a coordonné les opérations liées aux activités de reddition de compte, les étapes du processus budgétaire et exercé le suivi du budget et des dépenses. Elle a fourni aux gestionnaires du siège et du réseau les services réguliers en matière de budgétisation, de systèmes et d'opérations financières et comptables. Elle a aussi pris la relève du ministère de la Culture et des Communications en matière de soutien à la gestion financière du Secrétariat à la politique linguistique.

2.10.4 Gestion de l'information et des inforoutes

Cette Direction a lancé un projet de mise à jour de certains logiciels bureautiques, changé un grand nombre d'ordinateurs désuets, pratiquement complété les travaux relatifs au passage à l'an 2000, installé des équipements en réseau à la Délégation générale de Tokyo et dans les nouveaux bureaux de Kuala Lumpur et de Barcelone. Elle a aussi développé un système informatique d'envergure pour permettre la saisie et le suivi de la programmation des activités du Ministère et amorcé un projet d'amélioration de la sécurité informatique dans la foulée du rapport de la Commission d'accès à l'information.

La Direction a poursuivi le développement de l'intranet dans deux directions générales, en créant des dossiers d'information et en fournissant une aide aux unités qui souhaitaient mettre en opération leur propre section de l'intranet.

Le Service de la gestion documentaire, en plus de prendre une part active au dossier relié à la sécurité informatique, a continué de répondre aux besoins quotidiens en gestion documentaire. Une grande partie de ses activités a consisté à organiser les dossiers de la Direction des affaires métropolitaines et des événements internationaux et à les rendre accessibles dans l'intranet.

Au plan de l'action internationale, la Commission permanente de coopération franco-québécoise a adopté le plan de travail biennal 1999-2001 du Groupe de travail franco-québécois sur la normalisation et la francisation des technologies de l'information et des inforoutes (Groupe NoTIAL), dont la Direction assume le secrétariat québécois. L'opérateur du Groupe, le Centre de veille inforoutes et langues (CEVEIL), a obtenu du Fonds de l'autoroute de l'information les sommes nécessaires à la mise en œuvre de certaines des recommandations de NoTIAL. Des relations ont été amorcées avec le Groupe français pour la standardisation de l'Internet (GFSI) afin de favoriser la concertation sur les standards élaborés à l'*Internet Engineering Task Force* (IETF), standards qui régissent Internet.

2.10.5 Affaires juridiques

La Direction a participé à la négociation, à la rédaction et à la révision des ententes internationales, à la rédaction de contrats, de décrets et d'opinions juridiques, en plus de fournir un support juridique aux représentations du Québec à l'étranger.

Plus spécifiquement, elle a conseillé le Ministère sur la procédure et les modalités de mise en œuvre des conventions internationales. Elle a fait aussi partie de groupes de travail interministériels, dont le Comité interministériel sur l'Organisation internationale du travail (OIT) et le Comité interministériel sur l'adoption internationale. Membre du Comité de négociation des ententes en matière de sécurité sociale (CNESS), elle a participé aux négociations avec la Belgique, la France et l'Uruguay.

En matière d'immunités, de privilèges et de prérogatives de courtoisie, la Direction a été saisie de plusieurs demandes relatives à l'application au Québec des Conventions de Vienne sur les relations diplomatiques et consulaires.

Elle a participé activement à la mise en œuvre de la politique d'accueil des organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales, ainsi qu'à la rédaction, à la négociation et à l'interprétation d'ententes et d'accords avec de telles organisations.

Enfin, soulignons que la Direction des affaires juridiques offre des services semblables au Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes.

2.10.6 Vérification interne

Trois mandats de vérification ont été réalisés. Le mandat sur la gestion de la Délégation générale du Québec à Bruxelles a porté sur les pratiques de gestion et les contrôles exercés sur les ressources financières, matérielles, humaines et informatiques, de même que sur l'organisation et le contrôle des activités des services de la délégation. Le second mandat touchait la gestion des opérations de la sécurité et des biens informatiques et l'examen des risques et des contrôles liés aux processus informatiques. Ce mandat incluait un examen de la gestion du projet d'adaptation à l'an 2000 de l'ensemble des composantes reliées au domaine des technologies de l'information. Le dernier mandat concernait la gestion du règlement sur les indemnités et les allocations versées aux fonctionnaires en poste à l'extérieur du Québec et la conformité des dépenses effectuées.

CHAPITRE 3
Présentation du Secrétariat à la politique linguistique

3.1 Mandat du Secrétariat

Le *Rapport du comité interministériel sur la situation de la langue française*, rendu public en mars 1996, concluait que le gouvernement devait redéfinir sa politique générale relative à la langue de l'Administration. En effet, le bilan linguistique révélait que certaines pratiques de l'Administration ne concouraient pas à refléter le statut de langue officielle accordé au français depuis 1974. On y constatait également que l'Administration, compte tenu de son importance à la fois stratégique et symbolique, ne remplissait pas adéquatement la responsabilité qui est la sienne d'être exemplaire en matière d'affirmation et de promotion de la langue française.

À la lumière des conclusions de ce rapport, le Conseil des ministres adoptait une série de mesures visant à mieux assurer l'atteinte des objectifs de la Charte de la langue française au sein de l'administration publique : nomination d'un sous-ministre associé responsable de l'application de la politique linguistique, relevant directement de la ministre responsable de la Charte de la langue française; création d'un Comité interministériel de coordination de la politique linguistique dans l'Administration, présidé par ce sous-ministre associé; rétablissement du Secrétariat à la politique linguistique, placé sous l'autorité du sous-ministre associé.

Le Secrétariat à la politique linguistique a pour mandat d'assister le sous-ministre associé responsable de l'application de la politique linguistique dans l'exercice de ses fonctions. À ce titre, il :

- coordonne l'application de la politique linguistique québécoise et la mise en œuvre des mesures qui en découlent;
- conseille la ministre responsable de la Charte de la langue française, M^me^ Louise Beaudoin, et, à sa demande, intervient dans les dossiers qu'elle lui confie;
- réalise les interventions nécessaires afin d'assurer la cohérence entre les actions des organismes d'application de la Charte de la langue française et les politiques et directives ministérielles;
- coordonne la conduite de travaux relatifs aux projets de modifications législatives ou réglementaires en matière de langue;
- soutient le comité interministériel responsable de coordonner l'action de l'Administration en regard de l'emploi et de la promotion de la langue française et en assure le suivi;
- assiste les organismes créés en vertu de la Charte de la langue française dans leurs rapports avec les ministères et les organismes du gouvernement;
- soutient les ministères et les organismes dans la mise en œuvre de la *Politique gouvernementale relative à l'emploi et à la qualité de la langue française dans l'Administration.*

3.2 Organisation et ressources

Le Secrétariat à la politique linguistique est sous l'autorité du sous-ministre associé responsable de l'application de la politique linguistique, relevant directement de la ministre responsable de la Charte de la langue française. Son effectif est de sept personnes.

3.3 Activités et réalisations

Le Secrétariat a assuré la préparation et le suivi des travaux du Comité interministériel de coordination de l'application de la politique linguistique dans l'Administration. Pour l'essentiel, les réunions de ce comité ont été consacrées à la mise en œuvre de la *Politique gouvernementale relative à l'emploi et à la qualité de la langue française dans l'Administration*, approuvée par le Conseil des ministres et rendue publique en novembre 1996. L'Office de la langue française fait état dans son rapport annuel de l'application de la Politique gouvernementale dans les ministères et organismes.

La *Politique d'utilisation du français dans les technologies de l'information*, adoptée par le Conseil des ministres le 25 novembre 1992 et annoncée officiellement en mars 1993, devait permettre l'utilisation du français intégral dans les technologies de l'information servant à l'administration des programmes gouvernementaux et aux communications avec les citoyens. Après cinq ans d'application de cette politique, on a constaté que, malgré de très nets progrès du français dans toutes ses dimensions, c'est-à-dire avec les accents et les majuscules, dans les textes eux-mêmes et malgré une nette amélioration de la qualité de la langue, le problème du traitement informatique des données nominatives (noms de personnes, odonymes et toponymes) restait entier. Face à cette

situation, le Comité interministériel a formé, en 1997-1998, un groupe de travail à qui il a confié le mandat d'analyser les contraintes ayant freiné l'atteinte des objectifs du programme et de lui faire des propositions pour sa mise à jour. Ce groupe de travail était composé de représentants d'une dizaine de ministères et organismes disposant d'importantes banques de données nominatives. Il a notamment recommandé au Comité interministériel d'inciter les ministères et organismes à procéder à la francisation intégrale des renseignements nominatifs au moment de leur impression, à l'aide des outils *Francis*, dans la mesure où leur infrastructure informatique le permet et de mettre à jour ces outils *Francis*. Cette opération de mise à jour a été réalisée grâce à la collaboration de trois ministères – Éducation, Justice, Revenu – de quatre organismes – Hydro-Québec, Régie des rentes du Québec, Régie de l'assurance maladie du Québec, Société de l'assurance automobile du Québec – du Secrétariat à la politique linguistique et du Secrétariat au Conseil du trésor.

Dans le but de mieux faire connaître les politiques, lois et règlements du Québec en matière linguistique, le Secrétariat à la politique linguistique a préparé une brochure exposant les fondements de la politique linguistique québécoise et expliquant comment elle se traduit concrètement dans les sphères d'activités suivantes : la législation et la justice, l'enseignement, les soins de santé, le travail, le commerce et les affaires, l'administration publique, l'informatique et l'autoroute de l'information. Cette brochure, *Vivre en français au Québec*, initialement publiée en sept langues (français, anglais, allemand, espagnol, japonais, mandarin et portugais), a été traduite cette année en italien. À celle-ci s'est ajoutée à l'hiver 1998 *L'Heure juste : questions et réponses sur la politique linguistique québécoise* qui vise à répondre succinctement aux principales interrogations qui sont soulevées relativement à l'application de la politique linguistique du Québec. Cette brochure a été traduite en anglais et en espagnol. Ces publications sont distribuées, entre autres, dans les ministères et les délégations du Québec à l'étranger et elles sont disponibles sur Internet.

Les usagers de la langue ont besoin d'instruments de référence qui puissent les guider dans le respect de la norme. À cet égard, les dictionnaires sont les ouvrages le plus généralement consultés, qu'ils soient dans un format papier ou encore sur support électronique. Afin de produire et de diffuser les outils de référence permettant de décrire de façon adéquate et complète le français québécois, le gouvernement s'est engagé à appuyer la constitution de fonds de données linguistiques et textuelles. À l'automne 1997, le Secrétariat à la politique linguistique lançait le *Programme d'aide au développement de fonds de données linguistiques* disposant de crédits de 600 000 $. Le comité scientifique formé pour analyser les demandes reçues en vertu de ce programme recommandait favorablement, en 1997-1998, neuf projets provenant de six universités. En 1998-1999, huit projets provenant de quatre universités ont été retenus par le comité. La mise en réseau de ces corpus lexicaux sur Internet, avec accès gratuit pour les utilisateurs, est prévue pour 1999-2000.

Le Secrétariat à la politique linguistique a examiné avec les porte-parole de la communauté chinoise de Montréal les diverses avenues de solution au problème posé par la notion de nette prédominance du français dans l'affichage du quartier chinois. Leurs diverses rencontres permettaient à la ministre responsable de la Charte de la langue française et à la présidente de la Chambre de commerce de Montréal d'annoncer, en juin 1998, que diverses mesures visant à assurer une meilleure cohabitation des langues française et chinoise seraient mises de l'avant. Parmi celles-ci, des cours de français s'adressant spécifiquement au personnel œuvrant dans la restauration, des ateliers de soutien à la qualité de la langue française dans les messages commerciaux, l'étiquetage et les menus.

En matière de coopération internationale, le Secrétariat a accueilli en avril 1998 une délégation catalane. À cette occasion, un protocole de coopération linguistique a été signé entre la Direction générale de la politique linguistique de la Catalogne et le Secrétariat à la politique linguistique. Ce protocole prévoit diverses actions dont la tenue d'un colloque conjoint à l'automne 1999 à Barcelone. De plus, le Secrétariat a piloté une mission québécoise en France dans le but d'identifier des actions de coopération en matière d'intégration des immigrants par le biais des pratiques culturelles. Cette mission a notamment donné lieu à des échanges présentement en cours dans le réseau des radios associatives françaises et des radios communautaires québécoises. Enfin, depuis janvier 1999, le Secrétariat représente le Québec au comité linguistique des Jeux de la Francophonie 2001 qui se tiendront à Ottawa et dans l'Outaouais. Ce comité a pour mission d'élaborer une politique linguistique pour les Jeux de 2001.

De concert avec le Musée de la civilisation et le ministère des Relations internationales, le Secrétariat à la politique linguistique a répondu à l'invitation de la France de réaliser une exposition sur la langue française à l'occasion du troisième millénaire. Cinq thèmes seront exploités : la langue française comme fondation et promotion personnelles, comme instrument d'identification citoyenne, la langue française un vecteur de modernité, une langue internationale, une grande langue de culture et de création. L'exposi-

tion sera présentée à compter d'octobre 2000 simultanément, et diversement, à Lyon, à Bruxelles et au Musée de la civilisation à Québec.

Avec la collaboration de l'Union des écrivaines et des écrivains du Québec, du ministère de l'Éducation et du ministère de la Culture et des Communications, le Secrétariat a élaboré un programme de visites des écrivains dans les cégeps et en a subventionné la réalisation. Ce programme vise à mieux sensibiliser les étudiants à l'importance de la maîtrise d'une langue de haute qualité. En 1998, à la lumière des résultats de la première année du programme, les responsables ont convenu d'élargir le groupe de personnes ressources, de manière à ce qu'à la liste des écrivains soit ajoutée une liste de professionnels de la langue qui se sont illustrés dans leur domaine respectif : journalistes, chroniqueurs spécialisés, animateurs. Au cours de la dernière année, 28 écrivains et professionnels de la langue ont participé à 44 activités dans 30 établissements d'enseignement collégial, rejoignant ainsi 2 600 élèves.

Le 7 décembre 1996, M^me^ Louise Beaudoin, ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, créait un nouveau Prix du Québec, le Prix Georges-Émile-Lapalme, reconnaissant la contribution exceptionnelle d'une personne à la qualité et au rayonnement de la langue française parlée ou écrite au Québec. M. Pierre Bourgault devenait le premier lauréat du prix en 1997. En 1998, c'est M. Fernand Daoust, leader syndical bien connu au Québec et à l'étranger, qui recevait ce prix.

ANNEXE I

Nombre d'employés par statut, catégorie d'emploi et lieu de travail
Situation au 31 mars 1999 (en équivalent temps complet)

EMPLOYÉS RÉGULIERS	QUÉBEC	MONTRÉAL	ÉTRANGER	TOTAL
Cadre supérieur (hors cadre et cadre supérieur)	34	4	28	66
Cadre intermédiaire et professionnel	130	15	30	175
Personnel de bureau, technicien, ouvrier	137	7	0	144
TOTAL	**301**	**26**	**58**	**385**
EMPLOYÉS OCCASIONNELS				
Contractuel	0	0	0	0
Professionnel	0	0	57	57
Personnel de bureau, technicien et ouvrier	2	0	115	117
SOUS-TOTAL	**2**	**0**	**172**	**174**
TOTAL (réguliers et occasionnels)	**303**	**26**	**230**	**559**

EFFECTIF DANS LES REPRÉSENTATIONS DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER AU 31 MARS 1999

Représentation	Fonctionnaire[1]	Contractuel	Attaché local	Recruté local	TOTAL
ÉTATS-UNIS					
Atlanta	—	—	2	—	2
Boston	—	—	4	—	4
Chicago	—	—	4	—	4
Los Angeles	—	—	2	—	2
New York/Washington	8	—	7	15	30
EUROPE					
Barcelone	1	—	1	1	3
Bruxelles	5	—	5	8	18
Londres	4	—	6	8	18
Munich	1	—	1	1	3
Paris	24	—	7	44	75
Rome	—	—	1	—	1
Vienne	2	—	—	5	7
AMÉRIQUE LATINE					
Buenos Aires	1	—	1	1	3
Caracas	—	—	1	—	1
Mexico	4	—	3	11	18
ASIE ET OCÉANIE					
Beijing	1	—	1	1	3
Hong Kong	2	—	—	7	9
Kuala Lumpur	1	—	1	1	3
Manille	—	—	1	—	1
Séoul	—	—	1	1	2
Shanghai	—	—	1	1	2
Tokyo	2	—	7	6	15
AFRIQUE					
Abidjan	1	—	—	1	2
Damas	1	—	—	3	4
TOTAL	**58[1]**	**—**	**57**	**115**	**230**

1. Dont les postes de délégué général et autres postes occupés par des contractuels

ANNEXE II
VENTILATION DES CRÉDITS

Programme 01 : Promotion et développement des affaires internationales

Éléments de programme		Budget autorisé[1] (000 $)	Dépenses probables (000 $)
01	Direction, politiques et affaires publiques	9 664,2	9 661,1
02	Représentation du Québec à l'étranger	39 334,7	39 278,4
03	Affaires bilatérales	13 839,3	13 818,9
04	Affaires francophones et multilatérales	13 453,4	13 417,6
05	Gestion interne	11 300,0	11 294,3
Total programme 01		87 591,6	87 470,3

[1] Exclut les prêts, placements et avances.
[2] Inclut les avances temporaires de voyage émises au 31 mars 1999 pour un montant de 94 937 $

Programme 02 : Charte de la langue française 2

Éléments de programme		Budget autorisé (000 $)	Dépenses probables (000 $)
01	Coordination de la politique linguistique	1 285,0	1 215,5
02	Office de la langue française	16 180,6	16 083,0
03	Conseil de la langue française	1 932,3	1 931,2
04	Provision pour activités de promotion de la langue française	295,3	
05	Commission de protection de la langue française	1 526,6	1 403,5
Total programme 02		21 219,8	20 633,2

[2] Nouveau programme transféré du ministère de la Culture et des Communications le 15 décembre 1998.
Structure officiellement en vigueur en 1999-2000.

TOTAL MINISTÈRE	**108 811,4**	**108 103,5**

ANNEXE III
Ententes internationales conclues entre le 1er avril 1998 et le 31 mars 1999

Entente de coopération en matière de tourisme entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Commonwealth du Massachussetts, signée le 18 mai 1998

Entente dans le domaine de la formation de ressources humaines entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la république de Colombie, signée le 15 septembre 1998

Entente de coopération dans les domaines économique, scientifique, technologique, culturel et de la formation entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la république du Tatarstan, signée le 23 octobre 1998

Entente de coopération entre le gouvernement du Québec et l'Organisation latino-américaine de l'énergie (OLADE) visant la mise en œuvre du programme de coopération énergétique Québec / OLADE, signée le 12 novembre 1998

« *Pour un partenariat stratégique* », compte rendu des entretiens du premier ministre du Québec, M. Lucien Bouchard, et du premier ministre de la République française, M. Lionel Jospin, tenus à Montréal et à Québec du 17 au 19 décembre 1998

Avenant no 2 à l'entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République française en matière de sécurité sociale, signé le 19 décembre 1998

Protocole d'entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République française relatif à la protection sociale des élèves et des étudiants et des participants à la coopération, signé le 19 décembre 1998

Entente portant sur la coopération en matière d'évaluation des technologies de la santé entre le gouvernement du Québec et le gouvernement autonome de la Catalogne, signée le 15 mars 1999

Entente dans les domaines de l'éducation et de la formation entre le gouvernement du Québec et le gouvernement autonome de la Catalogne, signée le 15 mars 1999

Accord de coopération entre le gouvernement du Québec, d'une part, et le gouvernement de la Communauté française de Belgique, le gouvernement wallon et le Collège de la Commission communautaire française de la région de Bruxelles-Capitale, d'autre part, signé le 22 mars 1999

ANNEXE IV

Principales visites et manifestations organisées entièrement ou partiellement par le Protocole du 1er avril 1998 au 31 mars 1999

AVRIL 1998

4	Visite officielle du haut-commissaire pour l'ORGANISATION DES ÉTATS DES ANTILLES ORIENTALES, S.E.M. George R.E. BULLEN
9	Visite du directeur général adjoint de l'UNESCO, M. Henri LOPES
9	Visite du président de la Chambre de commerce de ROUMANIE, M. George COJOCARU
21	Pré-visite de la mission au Québec du président de la ROUMANIE, M. Emil CONSTANTINESCU
24	Participation du premier ministre, M. Lucien BOUCHARD, au Forum économique du Nord-Est
25	Visite du secrétaire d'État auprès du premier ministre chargé de l'informatique de la RÉPUBLIQUE TUNISIENNE, M. Montassar OUAÏLI
28	Rencontre de travail avec le ministre du Tourisme de la RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN, M. Claude-Joseph M'BAFOU
28	Visite du ministre d'État au Développement industriel et commercial de la RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN, M. Bello BOUBA

MAI 1998

1	Participation du premier ministre, M. Lucien BOUCHARD, à Co-entreprise Québec-Maine et visite du gouverneur de l'État du MAINE, M. Angus KING
4	Participation du premier ministre, M. Lucien BOUCHARD, au 50e anniversaire de la création de l'ÉTAT D'ISRAËL
4	Visite de l'intendant de la région métropolitaine de Santiago (RÉPUBLIQUE DU CHILI), M. German QUINTANA Pena
4	Visite du secrétaire d'État à la Santé de la RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, M. Bernard KOUCHNER
7	Inauguration du monument commémorant le 50e anniversaire de la Conférence de Québec
8	Visite de la secrétaire d'État à l'Éducation et à la Culture de la RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, Mme Sra Ligia Amada MELO DE CARDONA
8	Visite du vice-ministre des Mines et de la Métallurgie de la RÉPUBLIQUE DE BOLIVIE, M. Anan E. ZAMORA E.
11	Petit déjeuner préparatoire à la mission économique du premier ministre aux ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
12	Visite d'adieux du consul général de la RÉPUBLIQUE DE CORÉE, M. Jong-Rok KIM
13	Visite du ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation technologique de la RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE, M. Saliou TOURÉ
14	Commission interparlementaire franco-québécoise
14	Visite de travail de l'ambassadeur de la ROUMANIE, S.E.M. Gabriel GAFITA
15	Rencontre avec le Corps consulaire honoraire de Montréal
17	Mission économique du premier ministre, M. Lucien BOUCHARD, aux ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
19	Rencontre avec le consul général des ÉTATS-UNIS MEXICAINS, M. Jaime GARCIA Amaral
19	Visite du ministre de l'Éducation, des Universités et de la Recherche du gouvernement autonome du PAYS BASQUE, M. Inaxio Oliveri ALBISU
26	Cérémonie en hommage aux athlètes québécois des Jeux olympiques et paralympiques de Nagano
27	Visite du président de la ROUMANIE, M. Emil CONSTANTINESCU

29 Commission de l'énergie et de l'environnement de l'*Eastern Regional Conference* du *Council of State Governments (ERC-CSG)*

JUIN 1998

2 Visite du ministre de l'Habitation et du Développement urbain de la RÉPUBLIQUE DU CHILI, M. Sergio Luis HENRIQUEZ DIAZ

2 Visite officielle de l'ambassadeur de la RÉPUBLIQUE DE BOLIVIE, S.E.M. Rene SORIA GALVARRO

4 Visite du ministre du Travail de la RÉPUBLIQUE DE LA BOLIVIE, M. Leopoldo LOPEZ COSSIO

8 Visite du secrétaire d'État au Transport des ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, M. Rodney E. SLATER

8 Visite du vice-gouverneur de la province de Hunan de la RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE, M. Zhou BOHUA

8 Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'est du Canada

11 Visite officielle du haut-commissaire de BRUNEI DARUSSALAM, S.E.M. Dato Colonel Jocklin B. KONGPAW

12 Visite de prise de poste du consul général des ÉTATS-UNIS MEXICAINS, M. Jaime Enrique GARCIA AMARAL

12 Visite officielle de l'ambassadeur de la RÉPUBLIQUE D'ARMÉNIE, S.E.M. Levon BARKHUDARYAN

14 Visite de Son Altesse Sérénissime le prince héréditaire ALBERT de la PRINCIPAUTÉ DE MONACO

15 Visite officielle de l'ambassadeur des ÉTATS-UNIS MEXICAINS, S.E.M. Ezequiel PADILLA Couttolenc

18 Réception à l'occasion du départ du consul général des ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, M. Stephen R. KELLY

21 Visite du gouverneur de l'Ohio (ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE), M. George V. VOINOVICH

22 Fête nationale, Hull

24 Fête nationale, Québec

24 Visite d'adieux de l'ambassadeur de la RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, S.E.M. Loïc HENNEKINNE

25 Visite du vice-maire de Dalian, RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE, M. Li YONGJIN

JUILLET 1998

5 Visite officielle du vice-gouverneur exécutif de la province du Liaoning, RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE, M. Guo TINGBIAO

6 Visite du président du Congrès du peuple et secrétaire du Parti communiste de la province de Sichuan, RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE, M. XIE Shijie

9 Visite du secrétaire du Parti communiste de la municipalité de Shenyang, province du Liaoning, RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE, M. XU Wen Cai

13 Visite au Québec du secrétaire spécial de l'environnement de l'État de Mato Grosso, de la RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE DU BRÉSIL, M. Frederico Guilherme de MOURA MULLER

21 Rencontre du ministre des Travaux publics, de l'Urbanisme et du Logement de la RÉPUBLIQUE DE DJIBOUTI, M. Hassan Farah MIGUIL, avec un ministre (entre le 21 et 29 juillet 1998)

23 Déjeuner d'adieux pour le consul général de la RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE, M. Fritz von ROTTENBURG

23 Rencontre du vice-premier ministre, M. Bernard Landry, avec le consul général du JAPON, M. Tadanori INOMATA

23 Réunion annuelle du Conseil des gouverneurs des Grands Lacs.

AOÛT 1998

4 Visite d'une délégation russe présidée par le sénateur Valentine TSOY de l'Assemblée fédérale, Parlement de la FÉDÉRATION DE RUSSIE, État Duma

18 Visite du vice-gouverneur et ministre de la construction de la région de MOSCOU, M. Anatoly PETRAKOV

SEPTEMBRE 1998

2 Visite de prise de poste du consul général de la FÉDÉRATION DE RUSSIE, M. Igor V. LEBEDEV

2 Visite de prise de poste du consul général du ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, M. Marcus Laurence Hulbert HOPE

3 Rencontre des autorités québécoises avec des gens d'affaires et des journalistes japonais

7 Visite officielle du haut-commissaire de la FÉDÉRATION DE MALAISIE, S.E.M. Datuk A. W. OMARDIN

10 Participation du premier ministre, M. Lucien Bouchard, au *World Trade Expo and Governor's Conference* à Manchester, New Hampshire (ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE)

14 Mission préparatoire à la visite de la présidente de l'Irlande

15 Visite de prise de poste du consul général de la RÉPUBLIQUE DE CORÉE, M. Sang-Tae LEE

16 Visite de prise de poste de la consule générale des ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE à Montréal, M^me^ Mary C. PENDLETON

16 Visite officielle de l'ambassadeur de la RÉPUBLIQUE ORIENTALE DE L'URUGUAY, S.E.M. Gaston A. LASARTE

17 Visite institutionnelle de représentants du Parlement et du ministère de l'Éducation de la GENERALITAT DE LA CATALOGNE présidée par le ministre de l'Éducation, M. Joseph Xavier HERNANDEZ I MORENO

18 Visite du ministre de l'Éducation et de l'Enseignement de base du BURKINA FASO, M. Seydou Baworo Sanou

18 Visite au Québec du président du BURKINA FASO, S.E.M. Blaise COMPAORÉ

23 Visite de travail du ministre d'État, ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation de la RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE, M. Émile Constant BOMBET

23 Visite de prise de poste de la consule générale, M^me^ Clara Maria BISEGNA

23 Visite officielle de l'ambassadeur du ROYAUME DU MAROC, S.E.M. Abdelkader LECHEHEB.

28 Réception de bienvenue à l'occasion de l'arrivée des nouveaux chefs de poste consulaire

28 Visite complémentaire à sa visite officielle de l'ambassadeur du ROYAUME DE BELGIQUE, S.E.M. Luc CARBONEZ

29 Visite du ministre des Finances du gouvernement local et de la Planification de la RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE (province du Kwazulu-Natal), M. Peter Maxwell MILLER

OCTOBRE 1998

1 Visite du vice-président de la délégation du Parlement européen pour les relations avec le Canada, M. José Appart

2 Visite complémentaire de prise de poste de la consule générale des ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE à Montréal, M^me^ Mary C. PENDLETON

6 Visite de la ministre présidente de la Communauté française du ROYAUME DE BELGIQUE, M^me^ Laurette ONKELINX, dans le cadre de TV 5

6 Visite privée du secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie de la RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, M. Christian PIERRET

7 XIII^e^ Conférence des ministres responsables de TV5

7 Visite de la présidente d'IRLANDE, M^me^ Mary McALEESE, et Dr Martin McAleese

8 *32^nd^ Annual General Meeting of the North American Vexillological Association*

9 Visite au Québec du ministre de l'Économie et des Finances de la RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE, M. N'Goran NIAMIEN.

11 Visite du ministre du Développement social, de la Solidarité, de l'Emploi et de la Formation professionnelle du ROYAUME DU MAROC, M. Khalid ALIOUA

12 Visite de la ministre de la Culture et de la Communication de la RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, M^me^ Catherine TRAUTMANN

12 Visite officielle de l'ambassadeur de la ROUMANIE, S.E.M. Gabriel GAFITA

18 Visite du premier ministre de la RÉPUBLIQUE DU TATARSTAN, l'honorable Rustam N. MINNIKHANOV

22 Visite de l'exécutif du *Council of State Governments*

27 Visite de prise de poste de la consule générale des ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE à Québec, M^me^ Lois A. AROIAN

31 Visite du ministre délégué chargé de la Décentralisation de la RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL, M. Chérif Macky SALL

NOVEMBRE 1998

1 Mission de la ministre de la Promotion de la femme, de l'Enfant et de la Famille de la RÉPUBLIQUE DU MALI, M^me^ DIARRHA Hafsatou THIERRO

4 Visite du ministre de l'Agriculture et de la Pêche de la RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE, M. Benalia BOULAHOUADJEB

6 Visite de la ministre de l'Emploi et du Travail du ROYAUME DE BELGIQUE, M^me^ Miet SMET

11 Mission de la délégation du ministère de la Promotion de la femme, de l'Enfant et de la Famille de la RÉPUBLIQUE DU MALI

16 Visite du sénateur espagnol, M. Aleix Vidal QUADRAS I ROCA

25 Visite du ministre de l'Environnement et de l'Emploi de la FLANDRE, M. Théo KELCHTERMANS

26 Visite officielle de la haut-commissaire pour les droits de la personne aux Nations Unies, M^me^ Mary ROBINSON

DÉCEMBRE 1998

7 Participation du premier ministre à la réunion annuelle du *Council of State Governments*, San Antonio (Texas), ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

14 Visite de la ministre de la Jeunesse et des Sports de la RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, M^me^ Marie-George BUFFET

16 Visite au Québec du premier ministre de la RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, M. Lionel JOSPIN

JANVIER 1999

21 Visite officielle de l'ambassadeur de la RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, S.E.M. Denis BAUCHARD

22 Réception offerte par la ministre des Relations internationales à l'intention des chefs de poste consulaire

28 Rencontre avec le délégué de la Communauté française et de la région wallonne du ROYAUME DE BELGIQUE, M. Philippe NAYER

28 Visite officielle de l'ambassadeur de la RÉPUBLIQUE ITALIENNE, S.E.M. Roberto NIGIDO

FÉVRIER 1999

2 Entretien avec la consule générale des ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE à Québec, M^me^ Lois AROIAN

2 Sommet mondial de la nordicité

4 Visite de courtoisie du chef du bureau et représentante au Canada de l'UNESCO, M^me^ Ndèye FALL

10 Visite du vice-premier ministre de la FÉDÉRATION DE RUSSIE, M. Gennadi V. KOULIK (Visite officielle fédérale)

12 Pré-visite de la mission du premier ministre en Europe

16 Visite de prise de poste du consul général de la RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE, M. Helmut GÖCKEL

18 Visite officielle de l'ambassadeur et chef de mission de la COMMISSION EUROPÉENNE auprès du Canada, S.E. Mme Danièle SMADJA

22 Visite d'une délégation suédoise composée majoritairement de parlementaires

24 Vivre le monde de la Francophonie

28 Visite du vice-gouverneur du Liaoning (RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE) M. GAO

MARS 1999

2 Visite d'adieux du consul général du Japon, M. Tadanori INOMATA

4 Rencontre entre la ministre des Relations internationales et le consul général de FRANCE, M. Dominique BOCHÉ

4 Visite officielle du haut-commissaire de la République de TRINITÉ-ET-TOBAGO, S.E.M. Robert M. SABGA

4 Visite complémentaire de l'ambassadeur du ROYAUME DE BELGIQUE, S.E.M. Luc CARBONEZ

6 Visite du ministre de l'Habitation de la province du Cap occidental (AFRIQUE DU SUD), M. Cecil HERANDIEN

7 Visite du ministre de la Production et de l'Emploi de Buenos Aires (ARGENTINE), M. Carlos Ramon BROWN

8 Entrevues médias de la ministre des Relations internationales en compagnie de femmes chefs de poste consulaire à l'occasion de la Journée internationale des femmes

8 Visite du consul général du ROYAUME D'ESPAGNE, M. José Maria CASTROVIEJO

9 Discours sur le budget

9 Visite complémentaire du consul général du ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD , M. Marcus L. H. HOPE

10 Rencontre du premier ministre avec l'ambassadeur des ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, S.E.M. Gordon D. Giffin, et les consules générales des ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

10 Visite complémentaire du haut-commissaire du ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, S.E.M. Anthony M. GOODENOUGH, et du consul général du ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, M. Marcus L.H. HOPE

10 Réunion du Conseil pontifical de la culture

12 Mission du premier ministre, M. Lucien BOUCHARD, à Barcelone et à Paris

22 Visite du président du Conseil régional Nord-Pas-de-Calais et maire de Dunkerque, M. Michel DELEBARRE

29 Visite de l'administrateur général de l'AGENCE DE LA FRANCOPHONIE, M. Roger DEHAYBE

29 Visite officielle de l'ambassadeur de la RÉPUBLIQUE DU VENEZUELA, S.E.M. Alberto POLETTO

29 10e anniversaire de l'Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie (IEPF)

30 Visite de prise de poste du consul général de la RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE (GRÈCE), M. Ioannis-Gabriel PAPADOPOULOS

ANNEXE V

Politique linguistique du ministère des Relations internationales. Application de la politique gouvernementale relative à l'emploi et à la qualité de la langue française dans l'administration.

1. Création du comité permanent

Un comité permanent présidé par la sous-ministre a été créé le 24 septembre 1996. Il est composé de quatre membres, soit la secrétaire générale du Ministère, qui est aussi mandataire de l'application de Charte, les responsables des achats, des communication, de l'informatique et des technologies de l'information.

2. Élaboration de la politique linguistique ministérielle

Le comité permanent a reçu le mandat de produire la politique linguistique ministérielle sous la coordination de la secrétaire générale. Toutes les directions du Ministère ont été invitées à faire part de leurs perceptions sur les différents aspects de la politique. Une consultation particulière des délégués généraux (oeuvrant à l'étranger) a eu lieu tout au cours de l'exercice d'élaboration et ce, jusqu'à la fin du processus.

Le projet de politique a été déposé pour avis à l'Office de la langue française, le 10 juin 1997.

3. Adoption de la politique linguistique

La politique linguistique tient compte de l'avis émis par l'Office de la langue française; elle a été adoptée par les membres du Bureau des sous-ministres, le 3 mars 1998.

Elle a été annoncée et diffusée auprès de tout le personnel au Québec et à l'étranger par le ministre, M. Sylvain Simard, et la sous-ministre, M^me^ Michelle Bussières, le 17 mars. La politique *Le français pour faire parler le monde* était accompagnée d'une affiche reflétant la fierté d'avoir le français comme langue et de le véhiculer partout dans le monde.

L'accent sera mis au cours de la prochaine année sur la qualité du français. Un groupe de travail formé de toutes les catégories de personnel élabore des outils pour y parvenir. Quant au comité permanent, il a amorcé la rédaction d'un plan d'action.

4. Politique d'utilisation du français dans les technologies de l'information

Le développement des nouveaux systèmes, de même que les ajustements aux systèmes existants, s'est fait dans le respect des règles du français intégral. Tout au long de l'année, les responsables ont aussi fait preuve de vigilance en ce qui concerne l'acquisition et l'implantation de versions de logiciels supportant le français intégral dans l'environnement de travail des employés.

Par ailleurs, la Direction de la gestion de l'information et des inforoutes a procédé à la conversion des claviers à la norme ACNOR au Québec, laquelle se poursuivra au début de 1999-2000 dans les bureaux à l'étranger. Lors de cette opération, elle a procédé à l'implantation de dictionnaires électroniques et autres outils informatiques favorisant l'amélioration de la qualité du français dans les communications.